

INVARIANCE

10

- A PROPOS DU MOUVEMENT PROLETARIEN -

=====
La révolution n'est donc pas seulement
nécessaire parce qu'il n'y a pas d'autre
moyen de renverser la classe dominante,
mais encore parce que la classe qui ren-
verse l'autre ne peut réussir que par
une révolution à se débarrasser de tout
le vieux fatras et à devenir ainsi capa-
ble d'effectuer une nouvelle fondation
de la société.

Marx (Idéologie Allemande.)
=====

INVARIANCE

=====
Peut-être la victoire de la Révo-
lution n'est-elle possible qu'
une fois accomplie la contre-
révolution.

MARX

(Discours au procès de Cologne)
(février 1849)
=====

" M. Heinzen s' imagine que le communisme est une certaine doctrine qui partirait d'un principe théorique déterminé - le noyau - dont on tirerait d'ultérieures conséquences. Mr. Heinzen se trompe fort. Le communisme n'est pas une doctrine, mais un mouvement; il ne part pas de principes, mais de faits. Les communistes ont pour présupposition non telle ou telle philosophie, mais toute l'histoire passée et spécialement ses résultats effectifs actuels dans les pays civilisés. Le communisme est le produit de la grande industrie et de ses conséquences, de l'édification du marché mondial, de la concurrence sans entraves qui lui correspond, des crises commerciales toujours plus puissantes et universelles et qui sont déjà devenues de parfaites crises du marché mondial, de la création du prolétariat et de la concentration du capital, de la lutte entre prolétariat et bourgeoisie qui en découle. Le communisme, dans la mesure où il est théorique est l'expression théorique de la position du prolétariat dans cette lutte et le résumé théorique des conditions de libération du prolétariat."

CARACTERES DU MOUVEMENT OUVRIER FRANCAIS. - 1964.

Introduction : le point d'arrivée.

Il y a deux mois se tenait le XVII^e Congrès du P.C.F. Il était bien dans la ligne des précédents, en particulier du XVI^e à propos duquel nous avons consacré un article : " les amis du peuple ". En effet, nous retrouvons dans ces deux congrès trois revendications fondamentales : 1^o une démocratie renouée avec un Etat républicain; 2^o unification des forces démocratiques (unification d'autant plus nécessaire à l'heure actuelle que le pouvoir personnel est plus fort); 3^o reconnaissance du rôle irremplaçable du P.C.F. dans la nation. Mais les insultes au prolétariat, la dérision de sa mission historique y ont été faites de façon plus précise. Deux exemples suffiront; tous deux tirés de ce que l'on peut appeler la question algérienne. Le premier a trait à l'action du P.C.F. en vue d'aider la révolution algérienne. Waldeck Rochet raconte : " L'ampleur des efforts que nous avons déployés était d'autant plus nécessaire qu'il s'agissait de vaincre des préjugés colonialistes et chauvins solidement implantés, depuis plus d'un siècle, par la bourgeoisie française dans les couches les plus larges du peuple français ". Or, chacun sait que pour les stalino-krouchtchéviens le prolétariat fait partie du peuple. Donc, le prolétariat est chauvin et colonialiste. Première insulte. Mais, qui a diffusé dans les rangs du prolétariat l'amour de la patrie, la volonté de concilier l'internationalisme prolétarien avec la grandeur de la France, sinon Saint-Thorez ? D'autre part, W.Rochet continue en citant comme exemples de luttes pour aider la révolution algérienne les " grèves politiques de masse du 1er février 1960 et du 27 avril 1961 " qui furent en fait des grèves contre la droite, contre l'O.A.S., pour soutenir de Gaulle contre lequel il faudrait, aujourd'hui, lutter. W. Rochet se garde bien de parler du mouvement spontané des rappelés et des grèves de Saint-Nazaire de 1956. Il lui aurait fallu expliquer pourquoi ces mouvements ne purent avoir une quelconque efficacité ce qui l'aurait amené à expliquer, à grands renforts de citations de Lénine et d'alchimie dialectique que le P.C.F. avait été obligé de trahir ces mouvements et donc la révolution algérienne dans l'intérêt de la grandeur française. Ils ont détruit toute lutte autonome du prolétariat, puis ils viennent l'insulter.

Le second exemple a trait à la caractérisation donnée à la société algérienne actuelle. W. Rochet salue " les progrès réalisés par la jeune République Démocratique Populaire Algérienne et la volonté de son gouvernement de suivre le chemin du socialisme ". Ce qui veut dire tout simplement que l'acheminement au socialisme peut se faire sans l'action du Parti Communiste. Ici, l'insulte a une ampleur historique. Le prolétariat a toujours lutté pour se constituer en classe et donc en parti afin de pouvoir abattre l'Etat de classe de la bourgeoisie et instaurer sa dictature qui permettra le développement du socialisme. L'affirmation de W. Rochet revient à jeter par dessus bord tout le marxisme et dire - en fait - au prolétariat que tous ses efforts en vue de s'émanciper furent inutiles puisqu'il luttait pour quelque chose d'inessentiel.

Tout cela est élément permanent de l'activité du P.C.F. Seulement le XVII^e Congrès se présente comme ayant des caractères bien propres qui lui donnent une grande importance dans la décomposition totale de ce parti. Ce fut, en fait, un congrès non pour les communistes mais pour les socia-

listes; une réunion où l'on venait proclamer que la seule façon d'exister pour le P.C.F. était de faire l'unité avec la S.F.I.O. Cela avait été préparé bien avant l'ouverture du congrès par une série d'articles intitulés " Problèmes idéologiques et unité ", parus dans l'Humanité du mois de mars. Le premier de ceux-ci donnait largement le ton : " L'établissement de l'unité, par la réunion des communistes et des socialistes dans un seul parti, est une aspiration profonde des travailleurs qui mesurent tout le profit que la bourgeoisie tire de la division. "

" La liquidation de la scission est un objectif constant des communistes. " Nous n'aurons de cesse que nous ayons assuré l'unité du prolétariat... Une classe ouvrière unie contre la bourgeoisie, un seul syndicat, un seul parti du prolétariat " (Thorez, discours du 02.12.1932)".

" En finir avec la scission qui existe depuis 1920 signifie tirer les leçons de l'expérience vécue par la classe ouvrière et le peuple de France" (Humanité du 17.03.1964.)

Oui, le ton était donné et le slogan trouvé : il faut surmonter la scission de 1920. Thorez en donnait, ensuite, la justification historique : " Que de chemin parcouru depuis 1922, depuis ce congrès de Paris où jeune ouvrier, j'étais délégué par la Fédération du Pas-de-Calais ! c'est alors que pour la première fois, sur la recommandation de Lénine, furent posés devant notre parti les problèmes de l'unité de la classe ouvrière, du front unique avec le parti socialiste."

" Dès cette époque lointaine, nous avons lutté sans répit pour liquider la scission, pour unir à nouveau tous les travailleurs dans un même front de combat. Nos efforts devaient aboutir en 1934, il y a juste trente ans, quand la France du travail se leva contre le fascisme, au pacte d'unité d'action entre le Parti Communiste et le Parti Socialiste. Bientôt devait suivre la formation du Front Populaire...."

" Les communistes dénonçaient et combattaient ceux qui compromettaient le patrimoine national et poussaient le pays à la décadence. Ils rendaient au peuple la Marseillaise et le drapeau tricolore ".

Pour réaliser cette unité tant désirée il faut écarter tout ce qui risque de séparer. Il faut enlever tout préalable. Unissons-nous, nous trouverons un programme ensuite. Le P.C.F. fait de l'oeil à toutes les formations politiques de gauche comme la pute sur le trottoir. Il reste dans l'immédiat pour n'effrayer personne; il ne courtise que l'actualité pour avoir succès du jour. La parabole du P.C.F. est presque achevée. C'est la pute et son grand sentiment, la grandeur nationale.

Pour s'unir, il faut éliminer, après le parti unique, la dictature du prolétariat. C'est ce que réclamait une cellule de Paris qui faisait remarquer que " dans l'esprit du public, cette expression " est " interprétée comme signifiant l'existence d'un seul parti "; que d'autre part : " Lorsque l'expression a été utilisée par Lénine, il n'y avait pas eu l'expérience Hitler-France et l'expression de dictature dans la tête de tous les travailleurs est un peu liée à la dictature d'une minorité ". G. Margais répond à ces " camarades " trop pressés : " que notre Parti a rejeté

l'idée que l'existence d'un parti unique était une condition obligatoire du passage au socialisme ".

" Mais nous sommes allés plus loin. En effet, nous considérons qu'aux côtés d'un parti unifié de la classe ouvrière, aux services du socialisme et de l'intérêt national, d'autres partis pourront exister et collaborer à l'édification du socialisme, permettant ainsi de réaliser celui-ci dans les meilleures conditions, grâce à une large alliance entre la classe ouvrière, la paysannerie laborieuse, les intellectuels et les classes moyennes ". Comme on le voit, cela aboutit à nier, en fait, la dictature du prolétariat. Il faut seulement garder encore le terme, il ne faut pas aller trop vite comme le dira J. Vermeersch. Pour ce qui est de la seconde raison invoquée, G. Marçais se garde bien de faire remarquer que ce n'est pas Lénine qui " a créé " le mot mais que Marx dès 1850 l'utilisait tout comme Flora Tristan dès 1840 !) Ce pauvre Marx n'avait pas connu la dictature. Il ne pouvait pas en trouver un exemple chez Napoléon I^o, Napoléon III, le roi de Prusse ou l'empereur d'Allemagne; tandis que Lénine ne savait pas que le pouvoir du tsar était un pouvoir dictatorial ! vraiment les maîtres du marxisme étaient des innocents !

On ne peut donc pas enlever des statuts la dictature du prolétariat. Mais on peut l'escamoter. C'est ce qui ressort nettement à la lecture de la Résolution politique adoptée par le XVIII^o Congrès comme du discours de W. Rochet. On connaît la solution : la coexistence pacifique doit remplacer le phénomène dictature.

Arrivés à ce point, ils retrouvent, pour appeler les socialistes à l'unité, le langage des minoritaires du congrès de Tours. C'est-à-dire de ceux qui étaient contre l'adhésion à la III^o Internationale. Quelques comparaisons entre les deux seront édifiantes.

Voici comment Léon Blum caractérisait le Parti Socialiste :

" Notre Parti était de recrutement aussi large que possible. Comme tel, il était un parti de liberté de pensée, car les deux idées se tiennent et l'une dérive nécessairement de l'autre. Si vous voulez grouper dans le même parti tous les travailleurs, tous les salariés, tous les exploités, vous ne pourrez les rassembler que sur des formules simples et générales. Vous leur direz : " Sont socialistes tous ceux qui veulent travailler à la substitution d'un régime économique à un autre, tous ceux qui croient, car c'est le fond du marxisme, qu'il y a liaison et connexion inéluctable entre le développement du capitalisme, d'une part, et du socialisme, d'autre part. Si vous êtes d'accord pour travailler à cette oeuvre, votre acte de foi est consommé, vous êtes socialistes ".

Les communistes ont bien compris le conseil et déclarent dans les nouveaux statuts du P.C.F. : " Entre ceux et celles qui acceptent les présents statuts, il est constitué une association se dénommant Parti Communiste Français.

" Le Parti Communiste Français est le parti de la classe ouvrière de France. Il rassemble les ouvriers, les paysans, les intellectuels, tous ceux qui entendent agir pour le triomphe de la cause du socialisme, du communisme ".

" Le Parti Communiste Français a été fondé pour permettre à la classe ouvrière de créer les conditions du bonheur et de la liberté pour tous, de la prospérité et de la sécurité de la France, de l'amitié et de la paix

définitive entre les nations ". L'acte de foi peut, ici, être encore consommé. Le parti est ainsi un parti de masse, c'est ce dont parlait L. Blum lorsqu'il disait que le parti socialiste était un parti de recrutement. Le P.C.F. abolit en fait les limites. " Il est ouvert aux souffles de notre temps " comme le déclara Garaudy. C'est le parti du réalisme. Or, toujours selon Garaudy, celui-ci doit être sans rivages; donc, le parti n'en a pas !

En ce qui concerne la dictature du prolétariat L. Blum avait la même position que celle adoptée par le XVII^e congrès. Il déclare en effet : " Nous en sommes partisans. Là aussi nul désaccord de principe. Nous en sommes si bien partisans que la notion et la théorie de la dictature du prolétariat ont été insérées par nous dans un programme qui était un programme électoral ". Ici, L. Blum se montre encore plus fort puisqu'il est possible, selon lui, d'escamoter la réalité afférente à ce mot. " Je crois impossible, dit-il, d'abord, comme on l'a tant répété, de concevoir d'avance et avec précision, quelle forme revêtirait une telle dictature, car l'essence même d'une dictature est la suppression de toute forme préalable et de toute prescription constitutionnelle ". Et après avoir analysé différentes formes de dictature, il en arrive à condamner le terrorisme. Adieu la dictature du prolétariat puisque celle-ci n'est pas une idylle entre les classes mais abolition des classes et donc application du terrorisme.

Pour ce qui est du programme, la similitude est encore plus frappante. Nous ne citerons qu'un point parce qu'il est très cher à nos " communistes " actuels : la réunion d'une constituante ! La comparaison est toujours valable pour la défense nationale et le patriotisme. Blum affirmait ce que W. Rochet et compagnie proclament maintenant : " que, même en régime capitaliste, le devoir international et le devoir national peuvent coexister dans une conscience socialiste."

Ainsi, la phrase de Blum : " Nous sommes convaincus, jusqu'au fond de nous-mêmes que, pendant que vous irez courir l'aventure, il faut que quelqu'un reste garder la vieille maison ", prend maintenant une drôle de saveur prophétique. Nos communistes actuels retournent à la vieille maison. Voilà la signification de leur dernier congrès. La recherche de l'unité et de l'intégration communautaire fut la " passion " de Thorez. Le moment est arrivé où elle trouve sa réalisation. L'histoire dit-on a besoin de grands hommes. Quand elle n'en a pas, elle en invente. Cela veut dire qu'elle leur donne vie tout le temps qu'ils sont nécessaires. Elle les retire dès que leur rôle est terminé. Thorez était devenu un être inutile depuis que l'unité se réalisait dans les faits. Sa mission était terminée. Il devait disparaître La vieille maison étant, à nouveau, habitée par tous, il n'y avait plus besoin de l'apôtre du grand retour.

La vieille maison c'était l'ancien parti socialiste avec ses traditions républicaines et démocratiques, et, Faure, Blum, Longuet, de rappeler - à Tours en 1920 - 1830, 1848, 1871..... tout cela considéré sous l'angle uniquement démocratique. On veut, disaient-ils, remplacer cela par une nouveauté : " nous sommes en présence de quelque chose de neuf ". (Blum) Le bolchevisme est un phénomène particulier dû à l'état arriéré de la Russie. Il ne peut être valable pour un pays civilisé comme la France. En conséquence, comment accepter le diktat de Moscou, les fameuses 21 conditions et, en particulier, la dernière : " Les adhérents du parti qui rejettent les conditions et les thèses établies par l'Internationale Communiste doivent être exclus du parti. Il en est de même des délégués au congrès extraordinaire ".

Nos martyrs socialistes ne savaient pas que les 21 conditions n'étaient pas le diktat de Moscou mais qu'elles avaient été réclamées, aussi, par les délégués occidentaux comme Zinoviev, au congrès de Halle, le rapportait aux socialistes allemands. La 21^e condition tant décriée avait été adoptée sur proposition d'un délégué italien, membre de la Fraction abstentionniste qui devait devenir la Gauche Communiste Italienne.

Les stalino-krouchtchéviens désireux de s'installer pleinement en la vieille maison proclament : " Le parti communiste français est l'héritier des traditions démocratiques du peuple français (et non du prolétariat n.d.r.). Il s'inspire de ses luttes pour l'indépendance nationale, la liberté de l'homme et le progrès social, notamment des expériences des combattants de la Commune de Paris, premier Etat prolétarien du monde, du parti ouvrier français, du parti unifié de Guesde et de Jaurès, de l'ensemble du mouvement ouvrier et démocratique de notre pays." •

Ils considèrent, comme les minoritaires de Tours, que la Révolution russe est un cas particulier, contingent. Ainsi le parti unique ou la dictature du prolétariat purent être nécessaires en Russie parce que c'était un pays arriéré. Ils rejettent en fait la Révolution russe et les 21 conditions, en escamotant la question : " Quant à la question : " Les conditions (les 21, N.d.R) sont-elles toujours valables ? " elle ne peut plus se poser puisque l'Internationale Communiste n'existe plus depuis 1943." (Humanité du 17.03.1964.) •

Il ne peut plus y avoir d'obstacle à l'unité. Il ne peut plus y avoir de conditions, de parti unique, de dictature du prolétariat parce qu'il n'y a plus de pays arriéré comme la Russie et qu'il n'y a plus d'Internationale. Quant à la question : " Le P.C.F. doit-il toujours rester un parti communiste luttant pour la révolution communiste mondiale ? " elle ne se pose plus puisque l'Internationale Communiste n'existe plus depuis 1943.

Le cycle est donc bouclé de la scission - si faible - de 1920 à la volonté d'unification de 1964. La seule question qui reste en suspens - c'est nous cette fois qui la posons - est celle-ci : est-ce que la véritable tradition du prolétariat était celle enclose dans la vieille maison, véritable asile de vieillards, ou bien était-elle, en fait, représentée dans le quelque chose de soit-disant nouveau qu'était le bolchevisme ? Est-ce que les bolcheviks ne venaient pas en réalité rappeler au prolétariat français sa véritable lutte; l'inviter à quitter la maison des morts, remplie de souvenirs bourgeois ? •

Pour répondre à cette question nous allons étudier les caractères originaux du mouvement ouvrier qui sont liés aux particularités de son origine (de son enfantement). C'est-à-dire qu'il faut expliquer le poids, l'influence de la Révolution Française sur ce mouvement. Dans les périodes ascensionnelles de lutte, il a pu surmonter cela. Lorsqu'il dégénéra, que la lutte autonome fut abandonnée, le prolétariat s'immergea dans le peuple et devint le continuateur de 1793 comme le disaient les minoritaires de Tours en 1920 et comme le proclament les communistes actuels.

Le mouvement ouvrier français et la Révolution de 1789.

I. - La Révolution française dans le cycle de la Révolution bourgeoise.

" Le seul modèle de la révolution de 1789, du moins en Europe, fut la révolution de 1648; le seul modèle de celle-ci, la révolte des Pays-Bas contre l'Espagne. Toutes deux étaient, non seulement dans le temps, mais par leur contenu, en avance d'un siècle sur ces modèles.

" Dans les deux révolutions, la classe qui se trouva réellement à la pointe du mouvement fut la bourgeoisie. Le prolétariat et les fractions de la population n'appartenant pas à la bourgeoisie n'avaient pas encore d'intérêts distincts d'elle ou bien ne représentaient pas encore des classes ou couches bien développées. Là, où ils entrèrent en opposition avec la bourgeoisie, comme par exemple de 1789 à 1794 en France, ils ne luttèrent que pour le triomphe de ses intérêts, même si ce ne fut pas à la manière bourgeoise. Toute la terreur en France n'exprime rien d'autre que la manière plébéienne d'en finir avec les ennemis de la bourgeoisie, l'absolutisme, le féodalisme et les boutiquiers.

" Les révolutions de 1648 et de 1789 n'étaient pas des révolutions anglaise et française, mais des révolutions de style européen. Elles n'étaient pas la victoire d'une classe déterminée de la société sur l'ancien ordre politique pour la nouvelle société européenne. Elles marquaient le triomphe de la bourgeoisie, mais celui-ci représentait alors la victoire d'un nouvel ordre social. La victoire de la propriété-bourgeoise sur la propriété féodale, de la nation sur le provincialisme, de la concurrence sur les corporations, du partage sur le droit d'aînesse, du propriétaire de la terre sur la domination des propriétaires sur la terre, des lumières sur la superstition, de la famille sur les titres de famille, de l'industrie sur la féodalité héréditaire, du droit bourgeois sur les privilèges moyennageux.

" La révolution de 1648 fut la révolution du 17^e contre le 16^e siècle; celle de 1789, la victoire du 18^e siècle sur le 17^e. Elles exprimaient plus encore les besoins du monde de l'époque que ceux des secteurs où elles s'étaient produites, l'Angleterre et la France."

Cette longue citation de K. Marx extraite de " Bilan de la révolution prussienne de 1848 " donne trois caractères essentiels de la révolution française qui permettent de la situer dans le cycle historique de la révolution bourgeoise : 1^o elle est l'expression des besoins du monde de l'époque, 2^o elle est plus universalisation des rapports sociaux que création de ceux-ci, 3^o apparition du prolétariat.

Révolution française et capitalisme.

La révolution française est l'expression des besoins du monde de l'époque, elle est le signe de la montée, à l'échelle mondiale, d'une forme sociale de production (le capitalisme) au sein d'une autre (le féodalisme). En effet, le mouvement d'instauration de rapports capitalistes qui commence au XIII^e siècle (mouvement des Communes et révolte des Ciompi en Italie) présente une accélération au XVII^e siècle avec les révolutions anglaise et hollandaise. Cela aboutit à la destruction de l'antique com-

munauté agraire et de celle du mode de production féodal. Seulement, en France, ce mouvement est freiné et de ce fait la révolution française apparaît comme étant une révolution en retard. Ceci explique la contradiction que présentait la France de la fin du XVIII^e : présence d'un grand capitalisme agraire, qui fut théorisé par les physiocrates, au milieu d'un féodalisme agonisant et de restes tenaces de l'antique communauté.

Il y avait pourtant eu une expropriation de la population campagnarde, une destruction des antiques liens de dépendance personnelle, libérant l'homme qui pouvait aller s'installer à la ville et devenir le futur prolétaire; destruction qui permettait parallèlement à un certain nombre de paysans d'accéder à la propriété. Ceci ne se développa avec une certaine ampleur qu'à partir du XVIII^e siècle, et, en 1789 les paysans possédaient 30 à 40 % du sol. Mais il n'y eut pas de mouvement d'enclosures comme en Angleterre.

Au cours de la révolution, la révolte paysanne se manifesta de deux façons : contre les féodaux pour le capitalisme; pour la préservation des droits communaux contre féodaux et capitalistes. L'on aboutit à un équilibre entre les différentes formes économiques." Ainsi la Révolution française a réalisé un compromis. La transformation capitaliste de l'agriculture qui s'était amorcée sous l'Ancien Régime a vu disparaître une partie des obstacles qui encombraient sa voie, mais les usages collectifs n'ont pas été supprimés brutalement; on s'en est remis au temps et à l'intérêt personnel pour persuader les paysans de les abandonner; en fait, ils ont persisté à peu près tels quels jusqu'à une époque très proche de nous et ils n'ont pas disparu tout à fait, la loi de 1889 subordonne encore l'abolition de la vaine pâture à la volonté des paysans du village. " (G. Lefebvre.)

Ici se manifeste un premier trait essentiel de cette révolution : elle ne détruisit pas complètement les antiques rapports sociaux, le capitalisme buta contre la parcelle; bien qu'elle fut une révolution radicale, violente parce que justement elle venait en retard. Cela devait marquer tout le développement ultérieur de la France. L'expropriation paysanne ne se fait réellement avec l'aide de l'Etat que depuis l'avènement de de Gaulle au pouvoir. Cette masse de petits paysans, " cette classe de barbares " (Marx) allait être un frein énorme au développement du mouvement ouvrier. Dans un premier temps pour les avoir ignorés et pas su les toucher (1848-1871) et dans un second temps pour avoir voulu se les concilier en faisant des concessions de principes (le mouvement socialiste à partir de 1890, puis les stalinien.)

Ce trait se retrouve dans un pays qui connut une révolution encore plus puissante, plus radicale : la Russie. La formation du Kolkhose est la réalisation d'un compromis entre différentes formes sociales puisqu'on y a une parodie de forme communautaire, une propriété foncière conservée en fait et le salariat. C'était la forme idéale pour enchaîner la lutte de classe à la campagne et constituer ainsi le plus sûr rempart de la contre-révolution stalinienne.

La destruction de la communauté naturelle n'est pas l'apanage de la révolution française. Nous retrouvons cela dans tous les pays qui sont minés par l'introduction de rapports de production capitalistes. Marx l'a décrite pour l'Inde : " L'Angleterre a détruit les fondements du régime social en Inde, sans manifester jusqu'à présent la moindre velléité de construire quoi que soit. Cette perte de leur vieux monde qui n'a pas été

suivie de l'acquisition d'un monde nouveau, confère à la misère actuelle des Hindous un caractère particulièrement désespéré, et sépare l'Hindoustan, gouverné par les anglais, de toutes ses traditions anciennes, de son histoire passée dans son ensemble ". (Marx. 10 juin 1853. New-York Daily Tribune.) Rosa Luxembourg l'a décrite pour d'autres pays comme l'Egypte ou l'Algérie. Nous voyons le phénomène "en action" dans toute l'Afrique Noire.

Parallèlement, il y avait eu accumulation importante de capital dans les villes, surtout par l'intermédiaire du commerce. Cela permit, à la suite de découvertes scientifiques importées d'Angleterre, un grand développement des manufactures qui absorba les hommes chassés de la terre : formation du prolétariat. Seulement, très souvent, le nombre de ces gens était trop élevé par rapport aux "emplois offerts" d'où la pénurie de travail et corrélativement la lutte pour en obtenir. La bourgeoisie comprit très tôt le danger d'une telle situation : " Assurez du travail à tous les citoyens, accordez des secours aux vieillards et aux infirmes, et, pour couronner votre ouvrage, organisez promptement l'instruction publique ". (Hébert) C'est ainsi que pour la première fois fut proclamé le droit à l'assistance : " Les secours publics sont une dette sacrée. La société doit la subsistance aux citoyens malheureux, soit en leur procurant du travail, soit en assurant les moyens d'exister à ceux qui sont hors d'état de travailler ".

L'apparition de " citoyens prolétaires, dont la seule propriété est le travail " (Lepeletier de Saint-Fargeau) posait de graves problèmes. Comment assurer leur existence ? Le prolétariat naissant répondit à la question en proclamant le droit au travail. On voit poindre celui-ci tout au cours de la Révolution de 1789, puis s'affirmer en une nouvelle révolution en 1848; là encore la révolution française se présente comme modèle de celles qui suivirent. Au cours de toutes les révolutions bourgeoises le prolétariat se manifesta et le fit toujours, dans un premier temps, en demandant le droit au travail. Les révoltes des prolétaires du Congo-Brazzaville comme celles des algériens à Oran en 1963 en sont les exemples récents.

Cette double série de transformations, dans les villes et dans les campagnes aboutissait à la formation du marché national. Phénomène que l'on retrouvera dans tous les pays subissant la même transformation sociale. Lénine décrivit cela pour la Russie dans " Le développement du capitalisme en Russie ". La formation du marché national est en même temps l'accession à une certaine indépendance économique. C'est dans la réalisation de celui-ci que résident les grandes difficultés des pays récemment parvenus à l'indépendance.

La formation du marché intérieur s'accompagne du remplacement de la circulation simple des marchandises M - A - M par celle de la circulation du capital A - M - A. C'est-à-dire qu'une forme sociale où la valeur d'usage était encore le but de la production était supplantée par une forme où elle n'était plus que le prétexte pour produire de plus en plus de la valeur d'échange.

Tous ces processus étaient déjà fortement développés en 1789, de telle sorte que l'antique communauté agraire et celle fondée sur la hiérarchie féodale étaient de plus en plus supplantées par un nouveau mode de production défendu par la classe bourgeoise. " En 1789, au moment où la bourgeoisie se souleva, il ne lui manquait pour être libre que de participer au gouvernement du pays. Pour elle, l'affranchissement consistait

à retirer des mains des privilégiés qui possédaient le monopole de ces fonctions la direction des affaires publiques, les hauts emplois civils, militaires et religieux. Riche et éclairée, capable de se suffire à elle-même et de se diriger toute seule, elle voulait se soustraire au régime du bon plaisir". (Michel Chevalier, cité par Marx in Vorwärts de Paris. Août 1844) Seulement, elle était éloignée de la communauté; elle ne pouvait accepter celle féodale qui était en contradiction avec ses intérêts généraux et particuliers. Elle était donc isolée. Elle ne pouvait briser cet isolement qu'en en fondant une autre. " Toute révolution dissout l'ancienne société " (Marx) " La révolution française aurait-elle pu avoir lieu sans cet isolement funeste qui séparait les bourgeois français de la Gemeinwesen ? Elle était destinée précisément à mettre fin à cet isolement. " (Marx. Vorwärts de Paris)

Il semblerait donc qu'il y ait contradiction avec le matérialisme historique disant que sont les phénomènes économiques qui déterminent les phénomènes politiques. Comme toujours dans de pareils cas, la soit-disant contradiction n'est que la reconnaissance d'une incapacité à intégrer les différentes données exprimées dans leur mouvement. La révolution apparaît d'autant plus nécessaire, d'autant plus inévitable que l'homme est coupé de la communauté. On ne peut pas " acheter " l'espèce humaine, on ne peut pas lui assurer une certaine vie matérielle qui lui ferait oublier le malheur social de la coupure de la Communauté. C'est pourquoi, le despotisme éclairé a échoué. (1)

Mais la révolution en tant que mise en mouvement des masses, que poussée d'énergie nécessaire pour détruire l'état oppresseur et fonder une nouvelle communauté est déclenchée par une crise économique : " Depuis le début du XVIII^e siècle, il n'y a pas eu une révolution sérieuse en Europe qui ne fut précédée par une crise financière et commerciale. Ceci ne s'applique pas moins à la révolution de 1789 qu'à celle de 1848. " (Marx. New-York Daily Tribune. 1853.)

Bourgeoisie et universalisation des rapports sociaux.

La bourgeoisie voulait fonder une nouvelle communauté. Pour cela, il fallait trouver une forme d'organisation apte à lier les hommes entre eux. C'est là que se place le second caractère donné par Marx à la révolution française : le phénomène d'universalisation.

Dans le fragment de la version primitive de la " Contribution à la critique de l'économie politique ", Marx explique l'origine du capital à partir du mouvement d'autonomisation de la valeur d'échange. C'est-à-dire d'une valeur qui ne serait plus liée directement aux particularités des marchandises qui l'engendrent. Dans ce but, il est amené à montrer qu'une telle réalisation suppose parallèlement l'autonomisation de l'homme, donc sa libération (sa séparation) de la communauté et la propriété privée qui se concrétise dans l'Egalité. " Ainsi donc le procès de la valeur d'échange que développe la circulation ne respecte pas seulement la liberté et l'égalité : il les crée, il est leur base réelle. En tant qu'idées

(1) Comme échoueront tous les " socialismes " qui ne sont que singeries dépravées du socialisme scientifique, on doit faire remarquer toutefois que le despotisme éclairé avec Turgot, par exemple, singeait la forme future, nos socialistes divers singent le plus souvent la forme ancienne : le capitalisme.

pures, elles sont des expressions idéalisées de ses diverses phases; leurs développements juridiques, politiques et sociaux n'en sont que la reproduction sur d'autres plans. Cette affirmation a été d'ailleurs vérifiée historiquement. Non seulement cette trinité, propriété, liberté et égalité, a d'abord été formulée théoriquement, sur cette base, par les économistes italiens, anglais et français des XVII^e et XVIII^e siècles, mais ces trois entités n'ont été réalisées que dans la société bourgeoise moderne".

La loi de la valeur opère, disait Engels, depuis la dissolution du Communisme primitif; l'argent et le commerce sont les dissolvants de cette forme sociale. C'est pourquoi dans certains pays, où la propriété privée individuelle avait pu prendre une certaine extension, la personne " sujet du procès d'échange " apparut. D'où la méprise des révolutionnaires français. " Le monde antique, qui n'avait pas fait de la valeur d'échange la base de sa production, qui, au contraire, mourut précisément de son développement, avait créé une liberté et une égalité de contenu tout à fait opposé à celui-ci et qui n'avait qu'un caractère essentiellement local. D'autre part, les diverses phases de la circulation simple s'étant développées dans le monde antique, entre les hommes libres tout au moins, il est explicable qu'à Rome et spécialement dans la Rome impériale, dont l'histoire est précisément celle de la dissolution de la communauté antique, on ait développé les déterminations de la personne juridique, sujet du procès d'échange; ainsi s'explique que le droit de la société bourgeoise y ait été élaboré dans ses déterminations essentielles et qu'on ait dû, surtout vis-à-vis du moyen âge, le défendre comme droit de la société industrielle naissante".

Le monde romain et le monde bourgeois de la fin du XVIII^e siècle avaient un caractère commun : ils provenaient tous deux de la dissolution de la communauté naturelle. Celle-ci ne fut pas totalement détruite par la société esclavagiste. D'autre part, elle fut pour ainsi dire restaurée, mais sous forme aliénée dans le féodalisme. Là, la communauté est fondée sur des liens de dépendance personnels reliant efficacement les hommes entre eux. La terre, source principale de la richesse, dominait l'ensemble de la communauté qui lui était directement liée : le seigneur en tant que possesseur (seigneur parce que propriétaire terrien) et les serfs par leur dépendance vis-à-vis du seigneur. Une telle forme de production où production et consommation s'équilibraient, tendait à vivre en circuit fermé, à limiter les échanges et par là même à empêcher que la valeur d'échange puisse accomplir son mouvement d'autonomisation commencé sous l'empire romain. Il fallait détruire cette communauté pour que les deux éléments essentiels qui fonderont le capital, l'argent-valeur d'échange et la force de travail - valeur d'usage soient libérées. La communauté fut détruite. Comment fonder une organisation sociale qui puisse la remplacer ? De là les recherches de tous les "philosophes" du XVIII^e siècle afin de trouver un droit qui eut une base naturelle, un ensemble d'institutions aptes à maintenir les hommes réunis. Ce fut aussi la recherche de Saint-Just qui, disciple de J.J. Rousseau, se propose de définir le nouveau contrat social : " On voit que les hommes, se traitant eux-mêmes en ennemis, ont tourné contre leur indépendance sociale la force qui n'était propre qu'à leur indépendance extérieure et collective; que cette force, par le contrat social, est devenue une arme à une portion du peuple pour opprimer le peuple entier, sous prétexte de le défendre contre ses membres et contre des ennemis étrangers."

Si tel fut l'objet du contrat social de conserver l'association, les hommes dans ce sens sont considérés comme des bêtes sauvages qu'il a fallu dompter ".

Dans l'ouvrage d'où est tirée cette citation : Fragments sur les institutions républicaines, il définit de façon précise l'importance des institutions : " Les institutions sont la garantie du gouvernement d'un peuple libre contre la corruption des moeurs, et la garantie du peuple et du citoyen contre la corruption du gouvernement ". Lutter contre la corruption, voilà la préoccupation centrale des révolutionnaires bourgeois. Il faut encadrer les hommes sinon la société serait en péril. " Sans institutions, la force d'une République repose ou sur le mérite des fragiles mortels ou sur des moyens précaires ".

" Les institutions ont pour objet d'établir de fait toutes les garanties sociales et individuelles, pour éviter les dissensions et les violences; de substituer l'ascendant des moeurs à l'ascendant des hommes ".

Cette vision institutionnelle suppose une définition de l'homme. Elle se trouve dans la fameuse déclaration des Droits de l'homme et du citoyen. Robespierre trouvait celle de 1789 trop incomplète car laissant en dehors de son champ d'application un grand nombre d'hommes : les citoyens passifs. Ceux qui n'avaient pas assez d'argent pour payer le cens. C'est là que s'exprime toute la méprise des hommes de 93. Ils voulaient faire comme les anciens chez qui " nous ne trouvons jamais une étude pour déterminer quelle forme de propriété foncière, etc... est la plus productive ou crée le plus de richesses. Même si Caton a pu rechercher quelle culture du sol était la plus avantageuse ou que Brutus a pu prêter son argent à l'intérêt le plus élevé, la richesse n'apparaît pas comme le but de la production. L'étude porte chaque fois sur le mode de propriété, qui produit les meilleurs citoyens de l'Etat." La richesse n'apparaît comme fin en soi que chez les quelques peuples marchands monopolistes du carrying trade, qui vivaient dans les pores du monde antique comme les juifs dans la société médiévale ". En effet, Saint-Just proclame : " Il ne faut ni riches ni pauvres, l'opulence est une infamie ". Mais la révolution à la tête de laquelle il se trouvait provisoirement libérait un mode de production où justement la richesse est une fin en soi. Il voulait abolir l'inégalité, mais il ne pouvait pas comprendre que la seule égalité entre les hommes acceptée par le capital, c'est celle de l'exploitation. Ils exprimaient la généralisation du mercantilisme. Seulement à un stade de généralisation donné celui-ci se transforme en capitalisme. C'est pourquoi, ils expriment les exigences des deux en essayant de les concilier avec les données humaines. " Il faut donner à tous les français le moyen d'obtenir les premières nécessités de la vie, sans dépendre d'autre chose que des lois et sans dépendance mutuelle dans l'Etat civil " car " il faut que l'homme vive indépendant ". (Saint-Just). Quel est dans ce cas le 1^o droit de l'homme ? " Le premier droit est celui d'exister; la première loi sociale est donc celle qui garantit à tous les membres de la société les moyens d'exister; toutes les autres sont subordonnées à celle-là ". (Robespierre). De plus, pour que l'homme vive indépendant, il faut lui garantir la propriété : " La propriété est le droit qu'a chaque citoyen de jouir et de disposer de la portion des biens qui lui est garantie par la loi ". Enfin, cette propriété ne sera pas assurée par un partage égalitaire, il n'y a pas d'égalité des biens, mais par une intervention de la société qui doit faire en sorte que tous aient quelque chose en partage : " Ames de bœuf ! qui n'estimez que l'or, je ne veux point toucher à vos trésors, quelque impure

qu'en soit la source ". Robespierre sait très bien la puissance de l'argent. Il lui attribue tous les maux puisqu'il est cause de déséquilibre : grâce à lui il est possible d'accumuler aux dépens des autres. Cette puissance de l'argent corrompt. Robespierre ne se fait aucune illusion sur la valeur morale des riches. " Vous devez savoir que cette loi agraire, dont vous avez tant parlé, n'est qu'un fantôme créé par les fripons pour érouvanter les imbéciles; il ne fallait pas une révolution sans doute pour apprendre à l'univers que l'extrême disproportion des fortunes est la source de bien des maux et de bien des crimes, mais nous n'en sommes pas moins convaincus que l'égalité des biens est une chimère. Pour moi je la crois moins nécessaire encore au bonheur privé qu'à la félicité publique. Il s'agit bien plus de rendre la pauvreté honorable que de proscrire l'opulence". (Robespierre, Sur la propriété). La propriété est donc la solution mais la propriété dans des limites données. Robespierre se faisait le héros d'un monde disparu (1). La petite propriété individuelle fondée sur le travail personnel allait être de plus en plus supplantée par l'appropriation capitaliste. Tandis que l'inégalité des richesses devait aller en s'accroissant. Le paupérisme est un produit du capitalisme. Robespierre indiquait ici un moyen pour escamoter la réalité : moraliser la misère en lui donnant un minimum de décence. La Suisse moderne a poussé la décence jusqu'à empêcher ses " pauvres " de se montrer dans la rue; d'où négation du problème. Cette proposition de Robespierre est en fait le premier principe de la philosophie de la misère commune à Proudhon, aux romantiques ainsi qu'aux déchets de la révolution russe : krouchtchéviens, staliniens, etc... Les hommes à la Thorez lui donnèrent un vernis marxiste en parlant de la misère absolue, niant que le capitalisme ait amélioré quelque peu la condition ouvrière sur le plan matériel. Dans tous les cas, il est vrai, la bourgeoisie reste fidèle à elle-même et n'accorde à une grande partie de la société qu'un minimum vital. A l'époque de Robespierre et de Saint-Just c'était une solution : abolition de l'inégalité. " Que l'Europe apprenne que vous ne voulez plus un malheureux ni un oppresseur sur le territoire français; que cet exemple fructifie sur la terre; qu'il s'y propage l'amour des vertus et le bonheur. Le bonheur est une idée neuve en Europe ". Saint-Just.

(1) Ceci se retrouve chez tous les bourgeois, économistes ou politiciens : " la conception juridique générale, de Locke à Ricardo, est donc celle de la propriété petite-bourgeoise. Ce qui permet cela, c'est le rapport entre acheteur et vendeur, ceux-ci restant formellement les mêmes dans les deux formes. On trouve donc, chez tous ces auteurs, la dualité suivante :

1° Du point de vue économique, ils présentent les avantages de l'expropriation des masses et du mode de production capitaliste en opposition à la propriété privée, basée sur le travail;

2° Du point de vue idéologique et juridique, ils reportent sans plus l'idéologie de la propriété privée, basée sur le travail sur la propriété fondée sur l'expropriation du producteur immédiat ". (Marx)

La société bourgeoise est celle de la mystification parce qu'elle est la forme sociale où les forces de production se libèrent des antiques tutelles et subjuguent l'homme. Les théories bourgeoises sont des compromis entre la réalité et le minimum de " vision humaine ". C'est pourquoi ce qui est proclamé en théorie est la plupart du temps en contradiction avec la réalité. Le meilleur exemple en est la démocratie qui est la mystification intégrale de l'homme. A la suite de cela, il y en a encore qui s'étonnent que la Russie, où seule la révolution bourgeoise a triomphé, soit le pays du grand mensonge.

"Ainsi, comme le dit Soboul dans son " Histoire de la Révolution française ", était restaurée, dans la pensée républicaine la notion de droit social : la communauté nationale, investie du droit de contrôle sur l'organisation de la propriété, intervient pour maintenir une égalité relative par la reconstitution de la petite propriété, à mesure que l'évolution économique tend à la détruire, afin de prévenir le monopole de la richesse comme la formation d'un prolétariat indépendant ". (P. 107. I. II.)

La Communauté est donc la Nation, le peuple souverain constitué. De là le cri de Kellermann à Valmy : Vive la Nation et non plus vive le Roi ! Le bien commun du peuple est la patrie. Le bien commun de l'antique communauté naturelle est remplacée par une pure évanescence. " La patrie n'est point le sol, elle est la communauté des affections qui fait chacun combattant pour le salut ou la liberté de ce qui lui est cher, la patrie se trouve défendue ". (Saint-Just). Les bourgeois révolutionnaires avaient au moins l'avantage de proclamer des illusions.

Entre la communauté nationale et l'individu (intérêt particulier) se place l'Etat (intérêt général) comme A entre M et M'. L'Etat apparaît à la fois comme nécessaire puisque garant des institutions donc garant du lien entre communauté et les individus et comme superflu, comme une simple convention; tout comme l'argent entre les marchandises M et M' apparaît comme nécessaire et quelque chose d'inutile et même perturbateur dans l'échange entre marchandises à valeurs équivalentes.

Là est l'origine de toutes les aberrations sur l'Etat. La bourgeoisie, en général, comprend très bien la fonction de celui-ci : faire triompher ses revendications économiques, pour faire reconnaître son monopole de classe. Ici, chez Saint-Just et Robespierre, à une époque où la bourgeoisie n'est pas encore assez puissante pour s'affirmer dans toute sa réalité, la question est vue de façon morale.

L'Etat est la garantie contre la corruption à condition qu'il réalise la vertu. Donc, le véritable intermédiaire entre communauté et individu devient une valeur morale. Ceci est une autre caractéristique de la révolution française. " La terreur peut nous débarrasser de la monarchie et de l'aristocratie; mais qui nous délivrera de la corruption ? . Des institutions. On ne s'en doute pas; on croit avoir tout fait quand on a une machine à gouvernement..." (Saint-Just). " Les lois sont révolutionnaires, ceux qui les exécutent ne le sont pas... La République ne sera fondée que quand la volonté du souverain comprimera la minorité monarchique et règnera sur elle par droit de conquête.... Il faut gouverner par le fer ceux qui ne peuvent l'être par la justice ... Il est impossible que les lois révolutionnaires soient exécutées si le gouvernement lui-même n'est constitué révolutionnairement ". (Robespierre). Ce dernier théorise les rapports entre la morale et la politique : " Dans le système de la Révolution Française, ce qui est immoral est impolitique, ce qui est corrupteur est contre-révolutionnaire ". " Je parle de la vertu publique qui opéra tant de prodiges dans la Grèce et dans Rome...; de cette vertu qui n'est autre chose que l'amour de la patrie et de ses lois ".

" Le fondement unique de la société civile, c'est la morale.... L'immoralité est la base du despotisme, comme la vertu est l'essence de la république.... Ravivez la morale publique. Commandez à la violence, mais replongez surtout le vice dans le néant ". Mais, bien qu'étant sur un terrain moral, Robespierre est beaucoup plus matérialiste que tous les politiques et moralistes actuels. Il est vrai qu'il fonde son système sur

une valeur morale, qu'il chasse donc la violence de la société. Thèmes cher à nos pacifistes actuels. Mais en définitive la vertu ne peut être fondée que par la force, par la violence organisée, la Terreur. Robespierre savait très bien que ce n'était que par l'intermédiaire de cette dernière que l'on pouvait neutraliser la puissance des trafiquants et de tous les accapareurs, " les âmes de boue ", mus uniquement par la recherche du profit.

La Vertu ne peut être acquise que par un long apprentissage. Il est donc nécessaire d'éduquer le peuple en conséquence : " Les révolutions qui se sont passées depuis trois ans ont tout fait pour les autres classes de citoyens, presque rien encore pour la plus nécessaire peut-être, pour les citoyens prolétaires, dont la seule propriété est dans le travail. La féodalité est détruite, mais ce n'est pas pour eux, car ils ne possèdent rien dans les campagnes affranchies. Les contributions sont plus justement réparties; par leur pauvreté même ils étaient inaccessibles à la charge.... L'égalité civique est établie, mais l'instruction et l'éducation manquent... Ici est la révolution du pauvre...." (Lepeletier de Saint-Fargeau.)

L'instruction doit conduire à l'égalité sans laquelle la vertu ne peut s'exercer. " L'instruction est le besoin de tous. La société doit favoriser de tout son pouvoir les progrès de la raison publique et mettre l'instruction à la portée de tous les citoyens ". (Robespierre). Elle doit être commune et doit permettre de former des hommes aptes au travail et à l'abstinence : " Les enfants recevront également et uniformément, chacun suivant son âge, une nourriture saine, mais frugale, un habillement commode, mais grossier; ils seront couchés sans mollesse : de telle sorte que, quelque profession qu'ils embrassent, dans quelque circonstance qu'ils puissent se trouver durant le cours de leur vie, ils apportent l'habitude de pouvoir se passer des commodités et des superfluités, et le mépris des besoins factices ". (Lepelletier).

La culture de masse ne date pas d'aujourd'hui. La volonté de donner âme commune, de standardiser, de produire les hommes en série n'est pas l'apanage de la Chine actuelle comme voudrait nous le faire croire R. Guillaïn dans une série d'articles relatifs à ce pays. Les bourgeois actuels ironisent souvent sur ces méthodes et parlent de besoins de pays pauvres. La France de 1789 était - elle aussi - un pays pauvre en capital; d'où la nécessité d'une exploitation intense du prolétariat. Les chinois d'ailleurs semblent avoir un malin plaisir à reparcourir les étapes de la révolution française. Ils sont arrivés actuellement au culte de l'Être suprême. Il est vrai qu'ils ont rompu de façon plus radicale que les révolutionnaires français de 1789 avec la religion et que de ce fait ils ne parlent pas comme Robespierre d'une divinité supra-humaine. Seulement la révolution bourgeoise est aussi génératrice du culte des grands hommes, de ces individus qui seraient des êtres suprêmes. Ainsi les chinois s'adonnent-ils au culte de Mao-Tsé-Toung tout comme les russes s'adonnèrent à celui de Staline. La révolution française est bien le modèle des contre-révolutions actuelles.

La révolution française comme toutes les révolutions bourgeoises qui l'ont précédées et toutes celles qui la suivront est une révolution sociale à âme politique. Une révolution sociale parce qu'elle ne peut se produire que s'il y a destruction des antiques rapports sociaux, communautaires ou féodaux. Elle a âme politique parce que toute sa préoccupation fondamentale est de trouver un lien entre les hommes; lien qui a été

détruit par les phénomènes économiques, par l'introduction de l'argent dans les échanges entre les hommes, par le commerce. La République apparaîtrait comme l'a montré Marx dans la Contribution à la philosophie de l'Etat de Hegel, comme la fin de la politique. La république avec ses institutions apporte les nouveaux rapports entre les hommes qui peuvent remplacer la vieille communauté. L'antique procès d'expropriation des hommes de celle-ci et de leurs moyens de travail atteint son plein développement au cours de l'accumulation primitive, genèse du capital ainsi que la classe bourgeoise qui le représente. C'est justement cette classe qui pose les questions de la vie sociale, de l'ensemble du procès de production et de reproduction de l'espèce humaine, sous formes de questions organisationnelles. Pour le prolétariat c'est une question d'être : restaurer l'être communautaire primitif maître de tous les apports productifs et techniques des sociétés de classe.

" La révolution, dit Saint-Just, doit s'arrêter à la perfection du bonheur et de la liberté publique par les lois. Ses élancements n'ont point d'autre objet, et doivent renverser tout ce qui s'y oppose; et chaque période, chaque victoire sur le monarchisme, doit amener et consacrer une institution républicaine " .

Il exprime en même temps la vision gradualiste de l'histoire qui postule qu'on ne peut progresser que d'étape en étape, qu'il est impossible d'en sauter une. Nous sommes en présence de la théorie menchévique. Mais c'est aussi la théorie de la révolution indéfinie. Quand pourra-t-on dire que la révolution est accomplie, terminée ? Les révolutionnaires socialistes français devaient être prisonniers de cette vision, eux qui voulaient achever la révolution française, alors qu'ils oeuvraient pour l'avènement d'un monde nouveau. Mais dans cette optique gradualiste saint-Just avait raison de faire remarquer : " On parle de hauteur de la révolution : qui la fixera, cette hauteur ? Elle est mobile ? Il fut des peuples libres qui tombèrent de plus haut " .

Saint-Just avait compris l'ampleur de la vague révolutionnaire. Il ne voulait pas l'arrêter et empêcher l'entrée en scène des sans-culottes sans lesquels la révolution ne pouvait se développer pleinement. Il savait bien " que ceux qui font des révolutions à demi ne font que se creuser un tombeau " . Pourtant l'ironie de l'histoire allait faire qu'il allait se conduire ainsi. Saint-Just et Robespierre refusèrent, le 9 Thermidor, l'aide des sans-culottes. Celle-ci leur aurait permis de triompher. Mais ils auraient été, alors, prisonniers de leurs alliés et donc contraints de pousser plus loin les mesures révolutionnaires. Il en fut de même de Napoléon qui refusa de libérer les moujiks comme le lui suggéra Pougatchev, puis l'aide des ouvriers de Paris pour lutter contre l'invasion. Il fut battu. Staline connut le même sort. Il ne conduisit, lui aussi, qu'une révolution à demi puisque la révolution russe ne devait pas s'arrêter, se figer, à l'étape bourgeoise. Il est mort après sa mort réelle. La déstalinisation est son véritable tombeau.

La révolution française a universalisé des principes, elles ne les a pas créés. Ils sont passés au travers du brasier révolutionnaire et y ont acquis valeur mondiale. C'est pourquoi ils ont pu être adoptés ensuite, par tous les pays. C'est ce qu'exprimait Robespierre en disant que la France doit devenir le modèle des nations : " Nous voulons remplir les vœux de la nature, accomplir les destins de l'humanité, tenir les promesses de la philosophie, absoudre la providence du long règne du crime et de la tyrannie. Que la France jadis illustre parmi les pays esclaves,

éclipsant tous les peuples libres qui ont existé, devienne le modèle des nations, l'effroi des oppresseurs, et qu'en scellant notre ouvrage de notre sang, nous puissions voir au moins briller l'aurore de la félicité universelle ". Elle le deviendra après les échecs militaires prouvant que la France ne pouvait pas englober les autres pays, montrant par là-même, aussi, que la révolution ne s'exporte pas. Les révolutionnaires pensaient en effet que la Déclaration des Droits de l'Homme était valable pour tous les pays et que de ce fait les nationalités devaient disparaître. Ce qui, dans la réalité, se traduisit en la tentative d'hégémonie de la France sur l'Europe. La lutte de la Prusse, de l'Autriche, etc... contre la nation révolutionnaire ne pouvait se faire qu'en trouvant des motifs révolutionnaires à celle-ci. D'où les promesses de libération des paysans faites par le roi de Prusse, par exemple. D'où aussi la théorisation de Hegel de ce que l'on peut appeler les voies nationales de la libération, à l'accession au capitalisme. Hegel ne pensait pas qu'une seule nation dût englober les autres mais posait la nationalité comme un mode d'incarnation de l'Idée dans le réel. Chaque peuple, chaque nation a des caractères originaux, des qualités qui sont manifestation de l'Idée : " c'est pourquoi chaque peuple a la constitution qui lui est appropriée et qui lui convient ". Les nations ne doivent pas être détruites mais renforcées. La nation française devenait simplement la nation guide. Dans l'un et l'autre cas, on voit comment la bourgeoisie utilise la nation à des fins propres.

La défense de la grande nation, de la France éternelle sera le thème majeur de la propagande bourgeoise. Malheureusement beaucoup de prolétaires en seront infestés. En 1914, non seulement des ouvriers français, mais beaucoup d'étrangers s'engagèrent pour défendre la patrie menacée puisque tout homme a deux patries, la sienne et puis la France ! Le succès de la propagande gaulliste est dû lui aussi au fait qu'elle s'orchestre autour de ce leit-motiv.

L'O.N.U. et la déclaration universelle des droits présente à la fois le triomphe de la vision hégélienne : pullulement des nations, et la généralisation la plus extrême des principes de la révolution française. Ils se retrouvent enfin chez les krouchtchéviens qui ne peuvent concevoir l'internationalisme prolétarien que de la façon suivante : " Tous les partis sont indépendants et égaux en droits. Tous sont responsables du sort du Mouvement Communiste et membres égaux de la grande communauté révolutionnaire mondiale ". (L'Internationalisme prolétarien. Humanité du 19.03.1964.)

La France est le berceau de toutes les idéologies néfastes au prolétariat. Les ouvriers français doivent avant tout lutter contre leur nation du fait de l'importance internationale de celle-ci, foyer de toutes les illusions bourgeoises pour tous les pays.

Révolution bourgeoise et prolétariat.

Cependant cette universalisation ne semblait pas réelle. La révolution bourgeoise avait détruit les états, elle avait englobé les hommes dans une communauté : la nation. Mais en fait beaucoup d'hommes demeuraient en dehors de celle-ci. Ils avaient été déracinés, arrachés à celle naturelle ou féodale, la nouvelle ne pouvait pas les englober. Comment les " citoyens

prolétaires " allaient-ils réagir à la dissolution des liens communautaires ? La première réaction fut de proclamer, puisque le nouveau monde ne pouvait pas les intégrer sinon de façon antagonique, que la révolution avait échoué. Pour eux, comme pour Marat, il fallait que la Révolution fut déclarée en permanence (1) sinon c'était l'échec. Là réside une autre source de déviations, d'influences néfastes au sein du mouvement ouvrier. Les prolétaires doivent reprendre l'oeuvre des jacobins; tout ce qui est fait dans ce sens est un mieux absolu, c'est une étape nécessaire, qu'on ne peut pas sauter. Avant quoi que se soit il faut compléter 1793. Dans la Sainte-Famille, Marx critiqua violemment cette position : " Dans la Révolution de 1789, l'intérêt de la bourgeoisie, bien loin d'être "manqué" a tout "gagné" et a eu le résultat le plus "durable", bien que le "pathos" se fut évanoui et que se fussent fanées les fleurs "enthousiastes" dont l'intérêt avait orné son berceau. Cet intérêt fut tellement puissant qu'il vainquit la plume de Marat, la guillotine des terroristes, l'épée de Napoléon, le crucifix et le sang royal des Bourbons. La révolution n'a été "manquée" que pour la masse, qui ne possédait pas dans l' "idée" politique l'idée de son "intérêt" réel, dont le véritable principe vital ne se confondait donc pas avec le principe vital de la révolution, dont les conditions réelles d'émancipation différaient essentiellement des conditions dans lesquelles la bourgeoisie et la société voulaient s'émanciper. Si donc la Révolution, qui peut représenter toutes les grandes "actions" de l'histoire, est "manquée", elle l'est parce que la masse, dans les conditions d'existence de laquelle elle se cantonna quant à l'essence, était une masse exclusive et n'embrassant pas la totalité de la société, mais une masse limitée. Et, si elle fut manquée, ce ne fut pas parce que la masse "s'enthousiasmait" pour la Révolution ou s'y intéressait, mais parce que la partie la plus nombreuse de la masse, celle qui était distincte de la bourgeoisie, ne possédait pas, dans le principe de la révolution, son intérêt réel, ni son principe révolutionnaire propre, mais une simple idée, donc un simple objet de l'enthousiasme momentané et d'une excitation purement apparente ". (Oeuvres philosophiques. T. II. P. 144 - 145.)

(1) " L'acte constitutionnel va être présenté à la sanction du souverain; y avez-vous proscrit l'agiotage ? Non. Avez-vous prononcé la peine de mort contre les accapareurs ? Non. Avez-vous défendu la vente de l'argent monnayé ? Non. Eh bien ! nous vous déclarons que vous n'avez pas tout fait pour le bonheur du peuple. La liberté n'est qu'un vain fantôme quand une classe d'hommes peut affamer l'autre impunément. L'égalité n'est qu'un vain fantôme quand le riche, par le monopole, exerce le droit de vie et de mort sur son semblable. La République n'est qu'un vain fantôme quand la contre-révolution s'opère de jour en jour par le prix des denrées, auquel les trois quarts des citoyens ne peuvent atteindre sans verser de larmes...

Prononcez donc encore une fois. Les sans-culottes avec leurs piques feront exécuter vos décrets ". (Jacques Roux.)

" Lorsque je lus le livre de Bourgeron sur Marat, je m'aperçus qu'à bien des égards, nous imitions inconsciemment le grand exemple de l'Ami du peuple. Je m'aperçus aussi que les hurlements et les falsifications qui, depuis bientôt cent ans, ont altéré le vrai visage de Marat, s'expliquent très simplement. D'abord, dévoilant ceux qui se préparaient à trahir la Révolution, Marat arracha sans pitié le masque des idoles du moment; d'autre part, comme nous, il ne considérait pas la Révolution comme terminée, mais il voulait qu'elle fût proclamée permanente ". (Engels)

La révolution n'avait pas échoué. Elle avait profité à une seule classe : la bourgeoisie. L'émancipation n'avait pas été universelle.

" Toutes les révolutions ont abouti jusqu'à présent à l'évincement de la domination d'une classe déterminée par celle d'une autre;... Mais si nous faisons abstraction du contenu concret de chaque cas, la forme commune de toutes ces révolutions était d'être des révolutions de minorités. Même lorsque la majorité y collaborait, elle ne le faisait - sciemment ou non - qu'au service d'une minorité; mais par là, et déjà aussi du fait de l'attitude passive et sans résistance de la majorité, la minorité avait l'air d'être le représentant du peuple tout entier ". (Engels. Introduction aux luttes de classes en France.)

La révolution française -révolution en retard - portait les germes d'une autre. C'étaient les fleurs enthousiastes dont parle Marx. C'est pourquoi le heurt entre prolétariat et bourgeoisie fut plus puissant que dans les révolutions antérieures; le prolétariat s'affirme de façon plus autonome et non plus comme simple adjutant de la bourgeoisie. " Dans toutes les proclamations aux prolétaires, de 1688 à 1846, la bourgeoisie libérale a-t-elle fait autre chose que " tailler des systèmes et arranger des phrases " afin de briser, par la force du prolétariat, le pouvoir des aristocrates ". (Marx. Herr Vogt. T. I. P. 128.)

Comment s'est donc développé le conflit entre les classes au cours de la révolution française et comment est apparu celui entre prolétariat et bourgeoisie ?

" Le nom sous lequel une révolution s'introduit n'est jamais celui qu'elle portera sur ses bannières le jour du triomphe (1). Pour s'assurer des chances de succès, les mouvements révolutionnaires sont forcés, dans la société moderne, d'emprunter leurs couleurs, dès l'abord, aux éléments du peuple qui, tout en s'opposant au gouvernement existant, vivent en totale harmonie avec la société existante. En un mot, les révolutions doivent obtenir leur billet d'entrée pour la scène officielle des mains des classes dominantes elles-mêmes ". (Marx. New-York Tribune. 27. 7. 1857.). En effet, " les premiers coups portés à la monarchie française venaient de la noblesse et non des paysans ". (Marx. N. Y. T.) La révolution bourgeoise se caractérise de plus par la mise en mouvement des masses libérées des antiques liens de dépendance à la terre ou à la hiérarchie (lorsque le cordon ombilical liant l'homme à sa communauté a été coupé). Elle est la destruction des ordres, des états en lesquels celles-ci étaient enfermés. Aussi, pendant une certaine période, la révolution revêt-elle l'aspect d'une révolution populaire intéressant l'ensemble de la société (le pathos et les fleurs enthousiastes dont parlait Marx); une force impersonnelle liée à aucune classe parce qu'aucune classe ne s'est individualisée.

Le clivage se produit très tôt et l'on constate le regroupement de certains éléments : Girondins, Montagnards, Sans-Culottes (Bras-Nus). De là, la question du pouvoir. Qui va diriger les masses ? Qui va contrôler l'Etat qui vient d'être instauré ? Un phénomène que l'on retrouvera dans toutes les révolutions va, alors, se produire : la dualité des pouvoirs : Convention et Comité du Salut Public; la république bourgeoise de 1870 et la Commune; l'Etat bourgeois de Kérensky et les Soviets.

(1) Il en fut de même de la révolution russe. Elle s'introduisit sous le nom de révolution démocratique et bourgeoise (février 1917), elle triompha sous celui de révolution socialiste (Octobre 1917).

Le prolétariat est une force motrice mais non un protagoniste dirigeant. Il est une des couches qui conduisent la révolution, l'émancipation. Il peut contester le pouvoir à la bourgeoisie mais il ne peut le lui ravir (Germinal et Prairial, la Conjurat^on des Egaux). Par là, il marque la caractéristique essentielle de son être : la soif du pouvoir; il pose la contestation fondamentale : les forces économiques développées avec le Capital peuvent être dirigées soit par le prolétariat, soit par la bourgeoisie. D'autre part, seule son intervention a permis que l'on ne compose pas avec la féodalité (terreur = manière plébéienne d'en finir avec le vieil ordre de choses. Marx.).

Mais la contre-révolution triomphe en 1795. La poussée plébéienne est stoppée. C'est de ce moment que date réellement le développement de la société bourgeoise : " Après la chute de Robespierre, le progrès politique, qui avait voulu se surpasser lui-même, qui avait pêché par excès d'enthousiasme, commence seulement à se réaliser prosaïquement. Sous le gouvernement du Directoire, la société bourgeoise, que la révolution avait elle-même libéré des entraves féodales et reconnu officiellement, bien que le théorisme ait voulu la sacrifier à une conception antique de la vie politique, manifeste une vitalité formidable. La course aux entreprises commerciales, le désir de s'enrichir, l'ivresse de la nouvelle vie bourgeoise dont la première jouissance est encore audacieuse, primesautière, frivole, enivrante; le progrès réellement éclairé de la propriété foncière française dont l'organisation féodale a été brisée par le marteau de la révolution, et que, dans la première fièvre de la possession, les nombreux nouveaux propriétaires soumettent partout à la culture intense; tous ces premiers mouvements de l'industrie devenue libre, voilà quelques manifestations de la nouvelle société bourgeoise. La société bourgeoise est positivement représentée par la bourgeoisie. La bourgeoisie inaugure donc son régime. Les droits de l'homme cessent de n'exister qu'en théorie ". (Sainte-Famille. T. II. P. 220.)

Ainsi, la première république bourgeoise s'est édifiée sur la défaite des ouvriers. En effet, les ouvriers du faubourg Saint-Antoine sont désarmés, privés d'organisation (1797). Ils durent ensuite soutenir Napoléon qui accomplissait une tâche révolutionnaire.

" Napoléon, ce fut le dernier combat du terrorisme révolutionnaire contre la société bourgeoise et sa politique, également proclamées par la révolution. Certes, Napoléon comprenait déjà la nature de l'Etat moderne; il savait qu'il était fondé sur le libre développement de la société bourgeoise, sur le libre jeu des intérêts particuliers, etc... Il décida de reconnaître ces fondements et de les protéger. Ce n'était pas un terroriste rêveur. Toutefois, en même temps, Napoléon considérait encore l'Etat comme une fin en soi et la bourgeoisie comme un bailleur de fonds, un subordonné qui ne devait pas avoir de volonté propre. Il réalisa pleinement le terrorisme en substituant à la révolution permanente la guerre permanente ". (Ouvrage cité.)

La contre-révolution féodale se réalisa en 1815 avec la défaite des troupes françaises à Waterloo. De telle sorte que pour le prolétariat la phase contre-révolutionnaire ouverte en 1795 ne devait se clore, pour peu de temps, qu'en 1830. Notre époque n'est donc pas la seule à connaître une phase de recul aussi longue. Celle qui suivit la phase révolutionnaire de la fin du XVIII^e dura 35 ans. La nôtre en compte 38, /il est vrai que l'aube des Trois Glorieuses n'est pas encore levée.

Le mouvement de 1789 - 99 se répétera par la suite conférant à l'histoire de la société française un air de parodie. Mais chaque fois un élément nouveau apparaîtra. La structure sociale se fera de plus en plus purement capitaliste, avec accomplissement des tâches de la révolution.

" L'histoire de la révolution française, commencée en 1789, ne s'est pas encore terminée avec l'année 1830, où l'un de ses éléments, grossi par le sentiment de son importance sociale, remporta la victoire ". (Marx. Oeuvres philosophiques. T. I. P. 222.). Chaque fois, une couche sociale apparaîtra plus progressive et tentera de résoudre la question sociale. C'est l'émancipation progressive : " En France, il suffit qu'on soit quelque chose, pour vouloir être tout. En Allemagne personne n'a le droit d'être quelque chose, à moins de renoncer à tout. En France, l'émancipation partielle est la raison de l'émancipation universelle. En Allemagne, l'émancipation universelle est la condition sine qua non de toute l'émancipation partielle. En France, c'est la réalité, en Allemagne, c'est l'impossibilité de l'émancipation progressive qui doit enfanter toute liberté. En France, toute classe du peuple est idéaliste politique, et elle a d'abord le sentiment d'être non pas une classe particulière, mais la représentation des besoins généraux de la société. Le rôle d'émancipateur passe donc successivement, dans un mouvement dramatique, aux différentes classes du peuple français, jusqu'à ce qu'il arrive enfin à la classe qui réalise la liberté sociale, non plus en supposant certaines conditions extérieures à l'homme et néanmoins créées par la société humaine dans l'hypothèse de la liberté sociale ". (Marx. Critique de la philosophie du droit de Hegel. Oeuvres Philosophiques. T. I. P. 104 - 105.) (1)

Dans chaque phase le prolétariat s'est manifesté. La révolution française fut de bout en bout une révolution sociale (Engels). A partir d'elle, l'importance du prolétariat va aller croissante : " le développement économique de la France depuis 1789 a fait que depuis cinquante ans, aucune révolution n'a pu éclater à Paris sans revêtir un caractère prolétarien, de sorte qu'après la victoire le prolétariat, qui l'avait achetée de son sang entrainé en scène avec ses revendications propres ". (Engels. Préface à l'édition allemande de la Guerre Civile en France.)

Dans la dernière partie du drame qui s'est déroulé de 1789 à 1799 apparaît un courant qui rompt, sur le plan pratique, avec l'ordre bourgeois et marque une discontinuité avec la révolution bourgeoise posant l'amorce du cycle prolétarien : la conjuration des Egaux, dite de Babeuf. Celui-ci proclamait : " La révolution française n'est que l'avant-courrière d'une autre révolution bien plus grande, bien plus solennelle, et qui sera la dernière ". Son système n'est plus simplement tributaire du passé; il contient déjà les éléments de l'avenir, étant la pointe ultime de la révolution bourgeoise et déjà l'amorce, sur le plan pratique, du mouvement communiste. Babeuf est d'abord partisan de l'égalité à la façon de Robespierre. Il veut une égalité politique qui soit réelle. Pour qu'il en soit ainsi, il faut une égalité économique. Il revendique la propriété privée pour tous. Puis, il se rend compte que le mal réside justement dans cette dernière; en conséquence, il veut une propriété collective. Les citations suivantes vont mettre en évidence son originalité et son anticipation par rapport aux utopistes.

" Les hauts et puissants du jour entendent singulièrement le mot révolution, quand ils prétendent que la révolution, chez nous, est faite. Qu'ils disent plutôt la contre-révolution ! (Ici, Babeuf fait d'abord la même remarque que Saint-Just : " La révolution est glacée; tous les principes sont affaiblis; il ne reste que des bonnets rouges portés par l'in-

(1) Cf. Invariance. n° Spécial. Novembre 1968. Pp. 38-39.

trigue ". Mais, il parle de la révolution de sa classe; il reste dans le cycle bourgeois. Babeuf parle au nom d'une nouvelle classe, très faible encore, embryonnaire. De ce fait, la structuration de l'Etat et donc de la nouvelle société est un fait contre-révolutionnaire contre la nouvelle classe qui tend, par le processus historique même, à se développer au sein de la nouvelle société.) La Révolution, encore une fois, c'est le bonheur de tous; (c'est la même définition que celle de Saint-Just; seulement, où tout va diverger se sera sur : comment doit se réaliser ce bonheur; cela débouchera sur la communauté : comment organiser celle-ci afin que tous soient heureux. C'est alors que la rupture se fera sur le but : Pour Saint-Just la petite propriété privée et la Nation, la propriété collective et la communauté humaine pour Babeuf); c'est ce que nous n'avons pas; la révolution n'est donc point faite. La contre-révolution est le malheur du plus grand nombre; c'est ce que nous avons : c'est donc la contre-révolution qui est faite ! " Babeuf précise alors : " Qu'est-ce qu'une révolution politique en général ? Qu'est-ce, en particulier, que la révolution française ? Une guerre déclarée entre les patriciens et les plébéiens, entre les riches et les pauvres ". " Des 24 millions contre le million doré ". Babeuf proclame, de manière imparfaite, c'est-à-dire en situant mal les protagonistes, la lutte des classes. Cela, c'est l'aspect social, politiquement comment cela se présente-t-il ? " Révolutionner, nous avons dit déjà plusieurs fois ce que c'est. C'est conspirer contre un état de choses qui ne convient pas, c'est tendre à le désorganiser et à mettre en place quelque chose qui vaille mieux. Or, tant que ce qui ne vaut rien n'est pas renversé et que ce qui serait bon n'est pas stabilisé, je ne reconnais point qu'ont ait assez révolutionné pour le peuple ".

" La révolution est à refaire " dit Babeuf. Il le démontre en faisant une critique de la société. Ainsi pour la déclaration des Droits de l'Homme : " selon moi très incomplète, trop peu substantielle et rédigée dans des termes trop peu précis et trop peu nets. Il y a abondance de mots, mais sous cette prolixité par trop métaphysique se cache le perfide moyen de neutraliser ou de réduire à de simples apparences qui s'annoncent d'abord comme une réalité. L'appât et le piège s'y confondent si bien qu'en étudiant cette déclaration, on ne tarde pas à s'apercevoir qu'elle est un leurre, tel que devaient le concevoir les endormeurs du peuple. Leur déclaration n'a que la valeur d'un hochet (souligné par nous, M.d.R.). Elle admet, il est vrai, les grands principes de liberté et d'égalité, mais avec toutes espèces de réserve qui permettent de les dénaturer dans leur application et en les mitigeant avec des correctifs qui ne leur laissent plus aucune portée. " Babeuf apparaît réellement comme un géant par rapport aux radicaux-socialistes qui créèrent la ligue des droits de l'homme à laquelle adhèrent non seulement des socialistes mais aussi des communistes de fraîche date, de 1920. La déclaration des droits de l'homme est un hochet affirme Babeuf et, près de deux siècles après lui, des individus se réclamant du communisme convient les masses à lutter pour la défense des droits de l'homme. Il n'est plus possible de polémiquer à ce stade. Il nous faut simplement réaffirmer ce qu'est le communisme, le Parti communiste à cheval sur plusieurs générations. Les autres sont des valets du capital. Polémiquer avec eux serait penser qu'ils puissent avoir quelque chose de commun avec le Parti, qu'ils seraient filiation avec Babeuf.

Marx devait reprendre la critique de Babeuf, lui donner assise plus solide et donc fournir une arme plus terrible au prolétariat : " On démontra que la reconnaissance des droits de l'homme par l'Etat moderne n'a pas d'autre signification que la reconnaissance de l'esclavage par l'Etat antique. La base de l'Etat antique, c'était l'esclavage; la base de la société bourgeoise, l'homme de la société bourgeoise, c'est-à-dire l'homme indépendant, rattaché simplement

aux autres hommes par le lien de l'intérêt privé et de l'inconsciente nécessité naturelle, l'esclavage du travail utilitaire, de ses propres besoins et des besoins égoïstes d'autrui. Cette base naturelle l'Etat moderne l'a reconnue comme telle dans les droits universels de l'homme. Et il ne les a pas créés. Produit de la société bourgeoise, poussée par sa propre évolution au-delà de ses entraves politiques, il ne faisait que reconnaître de son côté sa propre origine et sa propre base en proclamant les droits de l'homme". (Marx. Sainte-Famille. P. 202.) Marx montre un phénomène qui ne pouvait pas être perceptible à Babeuf et que ne comprirent aucun révolutionnaire de l'époque : la société bourgeoise existait dans le sein de la société féodale. La révolution brisa la séparation de la bourgeoisie de la Communauté. Elle fonda un Etat qui correspondait à la situation économique dont elle était, elle-même, le produit. En proclamant les Droits de l'Homme, elle ne faisait que reconnaître sa propre origine.

En opposition à toutes les déclarations des droits, Babeuf proclame : " qui a la force a raison ", démasquant par là toutes les mystifications et les supercheres de l'idéologie bourgeoise et proclamant que ce qui deviendra le prolétariat aura la force et donc fera triompher la solution humaine qu'il possède. Pour accomplir cette révolution, il faut utiliser la violence, et, il répond à ceux qui lui en font grief : " La guerre civile ! je te demanderai s'il en est une plus horrible que celle qui existe perpétuellement depuis l'établissement de la propriété, par le moyen de laquelle chaque famille est une république à part, qui, par crainte d'être dépouillée et l'inquiétude constante de manquer, elle ou les siens, conspire sans cesse pour dépouiller les autres ". C'est une première ébauche de la mise en évidence de l'aliénation de l'homme. C'est une virulente critique du principe d'incertitude de la société bourgeoise. Ce fameux principe énoncé par Engels dans sa critique au Programme d'Erfurt : " Il est possible que l'organisation des travailleurs, leur résistance toujours croissante opposent une certaine digue à l'accroissement de la misère. Mais ce qui grandit certainement, c'est l'incertitude de l'existence ".

Babeuf n'a pas non plus d'illusions sur le principe démocratique :

" Ce sophisme, cette théologie subtile qui établit la nécessité de la réunion du peuple à voter pour légitimer une insurrection, est une manière heureuse d'avoir l'air de rendre hommage aux principes, lorsqu'on sait que, par la forme, l'impossibilité certaine assure le règne éternellement paisible des oppresseurs. A ce compte, celles du 14 juillet et du 10 août ne le furent pas. Ce ne fut que Paris qui s'insurgea alors, et Paris n'est pas toute la France.... Paris même ne se mit pas tout entier en mouvement; la classe qui reste toujours calme... ne voit jamais dans les mouvements populaires que les emportements d'une multitude indomptée... Il n'y eut que la multitude et ce que cette classe-là appelle la canaille parisienne (maintenant les stalinien^s parlent de blousons noirs ou de Teddy boys lorsqu'il s'agit de prolétaires qui revendiquent en dehors/leurs partis, sur des bases de classes, N. d. R.) qui s'ébranla; et quelque nombreuse que puisse être la multitude parisienne elle ne représente qu'une poignée de factieux relativement à la population de toute la France; (donc, pas de démocratie mais un acte de force, une action violente fait triompher une couche sociale, N.d.R.) ainsi les mouvements tant vantés du 10 août et 14 juillet, qualifiés du beau nom de sublime, de grand et de généreux, ces mouvements ne furent au fond que des séditions dont les auteurs, la canaille parisienne, mériteraient la plus inexorable comme la plus exemplaire punition. Aussi lui en a-t-on infligée une bien conditionnée depuis trois ans."

Ce qui est fondamental dans l'évolution de la société humaine, ce n'est donc pas le mécanisme démocratique qui est une duperie mais la force. Les Egaux

ne pourront triompher qu'en utilisant la violence, qu'à l'aide d'un mouvement politique fortement organisé qui conduira la révolte. C'est la leçon politique que le prolétariat devait tirer au travers de Babeuf et de Buonarrotti et que Marx devait intégrer dans le programme du Parti Communiste.

Babeuf part, pour conduire sa critique de la révolution bourgeoise, de l'égalité. Il montre comment elle ne généralise pas, n'universalise pas complètement des données qu'elle avait trouvées toutes prêtes. Mais cela le conduit à faire la critique du lien de l'homme à la communauté en société bourgeoise. " La conscience, dit Marx, c'est l'égalité de l'homme avec lui-même dans la pensée pure. La liberté, c'est la conscience que l'homme a de lui-même dans l'élément de la pratique, c'est-à-dire, par conséquent, la connaissance qu'un homme a d'un autre homme considéré comme son égal. La liberté est l'expression française de l'unité de l'être humain, de la conscience générique et du rapport social et humain de l'homme avec l'homme. De même qu'en Allemagne la critique destructive, avant d'arriver avec Feuerbach à l'intuition de l'homme véritable, avait essayé de dissocier, par le principe de la conscience de soi, la critique destructive a tenté, en France, d'arriver au même but par le principe de l'égalité ". (Oeuvres philosophiques. T. III. P. 67.)

Babeuf prend donc au mot la bourgeoisie : réalisons l'égalité. La bourgeoisie y voyait le principe unificateur de l'espèce humaine qui venait d'être fragmentée par le procès d'expropriation. Il était très au courant des données des vieilles sociétés communautaires, ayant vécu en Picardie, où celles-ci subsistaient fortement à la fin du XVIII^e siècle. De même qu'il connaissait fort bien le processus de prolétarianisation. C'est au nom des expropriés de la terre qu'il parlait. De ces hommes chassés de leur campagne par la misère. De ces hommes qui n'avaient pour toute richesse que leur force de travail. En conséquence, comment réaliser l'égalité entre ces derniers et les riches bourgeois de la ville ou les propriétaires fonciers de la campagne. Le mal réside-t-il dans l'inégalité des richesses, ou celle-ci ne réside-t-elle pas dans la propriété privée ? Alors la solution ne consisterait-elle pas dans la Communauté, dans le Communisme ? Ainsi, à la solution bourgeoise de la dissolution de l'antique communauté, s'oppose celle du prolétariat. L'avenir de l'humanité ne réside pas dans l'appropriation privée mais dans celle collective.

Pour atteindre ce but, il faut une nouvelle révolution. Seulement, cela ne va-t-il pas entraîner des maux pour l'humanité ? Cela n'engendrera-t-il pas l'anarchie ? Babeuf répond : " Fût-il vrai que ce passage dût amener des écarts, je dis qu'ils seraient les derniers effets de l'anarchie mourante. A proprement parler, le désordre et l'anarchie existent réellement dans toutes les sociétés d'Europe, où, sous différents prétextes et par différents moyens, le peuple est dépouillé de tous ses droits. Et certes il vaudrait bien la peine de courir le danger de quelques écarts momentanés pour mettre fin à la grande anarchie organisée et perpétuelle ". Sa réponse est la même que celle que fera Marx près de 50 ans plus tard : " L'anarchie est la loi de la société bourgeoise émancipée des privilèges classificateurs, et l'anarchie de la société bourgeoise est la base de l'organisation publique moderne, de même que cette organisation est à son tour la garantie de cette anarchie. Malgré toute leur opposition, elles sont condition l'une de l'autre ". (Oeuvres philosophiques. T. III. P. 210.)

Au travers de Babeuf on voit bien le caractère de la nouvelle révolution, la révolution prolétarienne : elle est politique à âme sociale. Révolution politique puisque seul un acte politique : le renversement de l'état de chose actuel, donc la destruction de l'Etat bourgeois, lié à la prise du pouvoir par le prolétariat par l'intermédiaire d'un parti fortement organisé, peut libérer l'humani-

té de l'oppression. Mais la question sociale ne peut être résolue que par des mesures sociales prises après la révolution. Dans l'énonciation de ces mesures, il anticipe sur celles que prendra la Commune de Paris en 1871.

"Que chaque article de la constitution soit pur des expressions et des définitions, à la portée du plus gros bon sens (pour Napoléon au contraire, il fallait que la constitution soit courte et obscure ! N.d.R.), sans ambiguïté, sans possibilités de commentaires ou d'interprétations, sans la moindre prise laissée aux arguties des fabricateurs de pernicieuses doctrines, des embrouilleurs de textes, des chercheurs juristes des faux-fuyants et d'échappatoires, des secrets de l'amphibologie et de tous ces oiseaux faussaires de la basoche qui spéculent sur la place du point et de la virgule; que, par exemple, toutes les libertés dont se composent la Liberté y soient énumérées sans en omettre une seule, et je réponds qu'on ne parlera pas d'attenter à la moindre d'entre elles, sans que chacun ne se croit aussitôt menacé dans sa propre vie...."

"La possibilité du retrait de mandat est une menace utile, indispensable; elle est avec la publicité de tous les votes, une des meilleures garanties pour le peuple".

Dans toutes ces mesures, Babeuf intègre le machinisme qu'on ne considère pas comme une calamité. Là encore, il anticipe. Ceci n'est pas aberrant. Babeuf est le porte-parole d'une couche sociale qui est déjà dans la situation de ne pouvoir s'émanciper qu'en émancipant l'humanité entière. Les théoriciens qui suivront immédiatement vivront dans une phase de recul; dans une phase où cette classe montante aura été stoppée et, d'un point de vue politique, complètement jugulée.

"Si j'ai inventé une machine, un procédé qui simplifie et abrège la besogne de mon art, si je possède un secret pour faire mieux ou plus vite en quoi que ce soit, je ne tremble plus qu'on ne le dérobe, je m'empresse au contraire de la communiquer à l'association et de le déposer dans ses archives pour que jamais on ait à déplorer de l'avoir perdu. Ce secret me sera compté, il me vaudra du repos, il en vaudra à tous, dans la catégorie des travaux que facilitera son application, et ce repos ne sera plus un funeste chômage mais un agréable loisir...."

Plus loin, Babeuf réfute l'objection stupide de ceux qui considèrent la société future comme une société de fainéants : "aucun oisif volontaire ne pourra exister dans son sein". Cette formule doit être rapprochée de celle-ci : "Nul ne doit se soustraire au travail". Toutes deux rappellent celle qui caractérise la phase de dictature du prolétariat et du début du socialisme inférieur. "Qui ne travaille pas ne mange pas". La société de Babeuf ne connaissait pas un développement économique tel qu'il fut possible de libérer l'homme de la suggestion de la vie matérielle et d'arriver ainsi à la vision de Marx : la société communiste où l'homme social manifeste ses potentialités, développe toute son activité sans qu'il y ait de problèmes de reproduction de la vie matérielle, plus d'antagonisme entre travail obligatoire pour entretenir la vie matérielle et travail manifestation de la joie de produire.

Ce qu'il est important de noter ce n'est pas l'insuffisance liée au caractère borné de la production, c'est la méthode, la perspective, la vision. Celle-ci est déjà sur la trace réelle de la société communiste. Elle quitte l'utopie pour s'enraciner dans la réalité. Vision limitée certes mais il y a en elle les prémisses de la vision réelle. Elle est dans le devenir réel du commu-

nisme et Babeuf la tire de la lutte. En effet, les révoltes qui ont conduit à l'établissement du maximum, les émeutes de la faim de Prairial et de Germinal lui montrèrent la nécessité d'une organisation rigoureuse de la "distribution du travail et de celle de ses produits". Il y a là une expression nette et claire de la dictature de classe sur les phénomènes économiques et sur les classes. Pour Babeuf, nous l'avons vu, nul ne doit se soustraire au travail. Voilà, le premier temps du devenir de la société communiste, le premier temps encore marqué par les stigmates infamants de la société bourgeoise.

Le but de cette nouvelle révolution, qu'il faut absolument faire, est d'instaurer une société communiste. C'est dans la description de celle-ci que Babeuf arrive à la fois à la plus grande condamnation de la société capitaliste qui ait été faite avant Marx, et, à saisir dans son essence intime ce qu'est la société communiste :

" Ce gouvernement fera disparaître les bornes, les haies, les murs, les serrures aux portes, les disputes, les procès, les vols, les assassinats, tous les crimes; les tribunaux, les prisons, les gibets, les peines, le désespoir que causent toutes ces calamités; l'envie, la jalousie, l'insatiabilité, l'orgueil, la tromperie, la duplicité, enfin tous les vices; plus (et ce point est sans doute l'essentiel), le ver rongeur de l'inquiétude générale, particulière, perpétuelle de chacun de nous, sur notre sort du lendemain, du mois, de l'année suivante, de notre vieillesse, de nos enfants et de leurs enfants ".

Babeuf avait bien compris l'incapacité où se trouvait la société bourgeoise d'assurer à tous la sécurité et la subsistance tel que cela est indiqué dans la constitution de 1793 :

ART. 8. - " La sûreté consiste dans la protection accordée par la société à chacun de ses membres, pour la conservation de sa personne, de ses droits et de ses propriétés ".

ART. 9. - " La loi doit protéger la liberté publique et individuelle contre l'oppression de ceux qui gouvernent ".

La même chose est indiquée dans le projet de constitution de Robespierre que nous avons reportée plus haut.

La société bourgeoise est en fait celle de l'incertitude de l'existence, de l'angoisse sociale. Seul, Marx est allé plus à fond dans la critique de la misère sociale de l'homme parce que l'homme devait être encore plus détruit, plus déshumanisé. Il devait faire ressortir avec une extraordinaire violence toute l'inhumanité de notre monde parce que celle-ci devient si forte qu'elle est intolérable. Mais comment ne pas saluer la puissance de classe et la virulence de la vision de Babeuf qui puise sa force non plus dans le passé mais dans le futur; qui termine avec les antiques conceptions, laissant les morts enterrer les morts. Comment, corrélativement, accorder une quelconque attention à tous nos pseudo-philosophes et politiciens de l'heure actuelle qui sont incapables de comprendre le monde et, même, de l'interpréter. Le roman de leur stupidité et de leur misère est déjà écrit dans l'histoire depuis près de deux siècles. Tout l'existencialisme, l'inquiétude et l'angoisse de notre monde moderne sont fils de la même société que celle dénoncée et vilipendée par Babeuf.

La société bourgeoise est aussi celle du super-individualisme qui fait de chaque homme un étranger pour l'autre, ne lui donnant que deux modalités d'

existence : exploiteur ou exploité : " En effet, qu'est-ce que cette société où l'on trouve la solitude la plus profonde au milieu de plusieurs millions, où l'on peut être submergé par un désir irrépressible de se tuer soi-même, sans que quiconque ne le devine ? Cette société n'est pas une société, elle est, comme le dit Rousseau, un désert habité de bêtes sauvages.... Les rapports entre les intérêts et les tempéraments, les véritables relations entre les individus sont encore à créer de fond en comble, et le suicide n'est qu'un des mille et un symptômes du combat social général et se développant sans cesse à nouveau, d'où beaucoup de combattants se retirent parce qu'ils sont fatigués de compter parmi les victimes ou parce qu'ils se révoltent contre l'idée de prendre une place d'honneur parmi les bourreaux ". (Marx). Babeuf l'avait bien compris, c'est pourquoi il proclamait que " dans la société régénérée "..... " rien ne doit être motif à se mettre en avant, à se faire valoir, à vouloir dominer. Il ne doit y avoir ni haut, ni bas, ni premier, ni dernier...."

Il est évident que c'est surtout sur le plan pratique que Babeuf marque une étape nouvelle tandis que sur le plan théorique il a des intuitions géniales qui prennent racine au sein même de la lutte du Quart-Etat. Nous ne devons pas oublier à quel paroxysme de violence était parvenu la société française au cours des années 1793-1795. Dans cette période volcanique, certaines positions peuvent aller au-delà du contenu de la révolution bourgeoise. " la révolution française a fait éclore des idées qui mènent au-delà des idées de l'ancien état de choses. Le mouvement révolutionnaire qui commença en 1789 au Cercle Social, qui eut comme représentants principaux, au milieu de son évolution, Leclerc et Roux et finit par succomber un instant avec la conspiration de Babeuf, avait fait éclore l'idée communiste que Buonarotti, l'ami de Babeuf, réintroduisit en France après la révolution de 1830. Cette idée, haussée dans ses conséquences logiques, c'est l'idée du nouvel état de choses ". (Marx. Oeuvres philosophiques. T. II. P. 213.)

Babeuf avait compris que la révolution ne devait pas s'arrêter à la " hauteur " qu'elle avait atteint en 1794, mais qu'il fallait en faire une autre qui solutionnerait la question sociale : la communiste. " La conspiration de Babeuf, écrite par son ami et compagnon Buonarotti, montre comment ces républicains ont puisé dans le " mouvement " l'idée très nette qu'en se débarrassant de la question sociale : monarchie ou République, on n'avait encore résolu la moindre question dans le sens du prolétariat." (Marx. Oeuvre citée. P. 135.)

Ailleurs, Marx appelle Babeuf le fondateur du I^o parti Communiste agissant (" qui se produit dans le cadre de la révolution bourgeoise, au moment où la monarchie constitutionnelle vient d'être mise de côté "). C'est justement sur le plan pratique, politique, que se fait l'apport du mouvement ouvrier français, à la théorie marxiste, intégration de toutes les données de la lutte et de la théorie. C'est lui qui donnera les bases pour la théorie de la dictature du prolétariat, parce qu'il en avait cherché la réalisation et la définition politique (Flora Tristan).

Avec Babeuf, commence réellement le cycle prolétarien. A partir de lui la fameuse phrase de Marx est valable : " La révolution du XIX^o siècle ne peut tirer sa poésie du passé, mais seulement de l'avenir. Elle ne peut commencer avec elle-même avant d'avoir liquidé complètement toute superstition à l'égard du passé. Les révolutions antérieures avaient besoin de réminiscences historiques pour se dissimuler à elles-mêmes leur propre contenu. La révolution du XIX^o doit laisser les morts enterrer les morts pour réaliser son propre objet. Autre fois, la phrase débordait le contenu, maintenant, c'est le contenu qui déborde la phrase ". (Marx. Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte. ED. Sociales. P. 175.)

Ceci se réalisera dans la période suivante. Mais, en France, ce fut long, par suite du lent développement du capitalisme. En effet, il ne suffit pas que l'idée aille au-devant de la réalité, il faut que la réalité aille au-devant de l'idée (Marx). Celle-ci naquit au XVIII^e siècle, au moment de la dissolution de la société féodale. Deux solutions à cette désintégration, celle bourgeoise : la communauté fondée sur l'individu privé et la nation, celle prolétarienne, la communauté fondée sur la propriété collective et l'homme social, le communisme. C'était une Idée. Les forces économiques étaient trop faibles pour mettre la réalité à la hauteur de celle-ci. C'est pourquoi, seul un faible détachement, une petite avant-garde put s'opposer à la nouvelle société bourgeoise : le premier parti communiste agissant, germe de la future communauté humaine. Il montrait par là qu'il avait résolu toutes les questions de forme d'organisation, puisque à un nouveau mode d'exploitation de l'homme, il opposait un être impersonnel : la communauté future. Depuis, les forces économiques se sont tellement accrues que la société communiste existe prisonnière de celle bourgeoise. Mais la contre-révolution a chassé l'Idée. La réalité déborde les théories parce qu'elles ne sont plus, même partiellement, à sa hauteur. Seule la lointaine Idée émise par Babeuf et devenue, sous forme du Programme communiste, le principe vital du Parti communiste Internationaliste, peut l'englober et, leur union, donner société nouvelle. Le cycle du mouvement prolétarien sera, alors, achevé.

Ce travail sur le mouvement ouvrier français fut abordé dès 1959, mais ce fut seulement en 1964 que ce qui précède fut exposé à la réunion de juillet qui eut lieu à Marseille et fut publié, avec maintes coupures (censure oblige), dans " il programma comunista " n° 4, 5 et 6 de 1965. Il devait se relier à l'étude de " la question militaire ", où la Révolution française fut à nouveau abordée, à celle de la démocratie et enfin à celle de la formation de l'Etat belge où la révolution française fut encore une fois analysée (cf. " Le fil du temps " n° 1 et 4.) Voici quel en était le plan :

1.- Introduction : le point d'arrivée.

2.- Le mouvement ouvrier et la révolution française.

2. 1.- La révolution française dans le cycle de la révolution bourgeoise.

2. 2.- Influences de la révolution française sur le mouvement ouvrier.

2. 2. 1. La révolution bourgeoise a réalisé toutes ses mesures importantes à la suite de mouvements populaires qui venaient imposer leur force à l'assemblée. Ceci a impressionné beaucoup de révolutionnaires, ce qui les a conduit à la position suivante : le mouvement politique d'une élite serait suffisant pour arriver 1° à mobiliser de larges masses, 2° à transformer la société grâce à l'aide de ces masses opérantes surtout après le " coup de main ". C'est là l'essence du blanquisme qui théorisa la nécessité de la dictature du prolétariat. Bien que se démarquant nettement de la théorie bourgeoise, le blanquisme tend, en définitive, à compléter la révolution bourgeoise et ne parvient pas réellement à penser la nouvelle révolution. Ainsi il est arrivé au mouvement ouvrier français, blanquiste à l'origine, la même mésaventure qu'aux jacobins.

" Robespierre, Saint-Just et leur parti succombèrent parce qu'ils confondirent l'antique Communauté (Gemeinwesen) réaliste démocratique qui repose sur l'esclavage effectif, avec l'Etat représentatif spiritualiste démocratique moderne. Quelle colossale illusion que de devoir reconnaître et sanctionner dans les droits de l'Homme la société bourgeoise moderne, la société de l'industrie, de la concurrence générale, des intérêts privés poursuivant librement leurs buts, l'anarchie et, en même temps, d'annuler chez certains individus les manifestations vitales de cette société et de vouloir éduquer/à la manière antique la tête politique de cette société.

" Cette illusion se manifeste (erscheint) tragiquement quand Saint-Just le jour de son exécution montrant le grand tableau des droits de l'Homme accroché dans la salle de la Conciergerie déclara : " C'est pourtant moi qui ait fait cela". Ce tableau proclamait justement le droit d'un homme qui ne peut pas être l'homme de la communauté (Gemeinwesen) antique, pas plus que les rapports industriels, économiques actuels ne peuvent être ceux de la société antique." (Marx-Engels. La Sainte Famille. Ed. Costes. Oeuvres philosophiques. p. 218-219. Tome 2.)

L'autre caractère du Blanquisme ce fut la surestimation de la politique. (Cf. Marx : le roi de Prusse et la réforme sociale. Par un prussien. Invariance n° 5. pp. 97 et 100, ou Marx-Engels : Textes de 1842-47. pp. 81 et 86-87. Spartacus n° 33. On a déjà cité ce passage dans Invariance n°1, p. 39.)

(°) En allemand, Täuschung signifie illusion et désillusion. Ici, il s'agit des deux significations à la fois.

2.2.2.- La position des blanquistes était : il faut réaliser la vraie égalité et, pour cela, une autre révolution est nécessaire. En revanche les républicains et plus tard les radicaux pensaient qu'il suffisait simplement de compléter 93. C'est pourquoi sont-ils partisans de réformes, habiles manœuvriers pour utiliser la force prolétarienne afin de faire triompher leurs revendications. Ils eurent une influence néfaste sur la classe ouvrière par l'intermédiaire de la franc-maçonnerie, la ligue des droits de l'homme, la libre-pensée et tout le mouvement laïc en général. Pour eux, il fallait éduquer l'homme selon les principes d'une société meilleure avant de pouvoir faire une transformation de la société en place. Mythe de la culture.

Ces éléments se rattachent aux matérialistes du XVIII^e siècle et par là on comprend - en dehors de ce qui précède - qu'ils purent avoir une influence sur le mouvement prolétarien.

" Point n'est besoin d'une grande perspicacité pour reconnaître en ceci les théories du matérialisme au sujet de la bonté originelle et de l'égalité intelligence des hommes, sur la toute-puissance de l'expérience, de l'habitude, de l'éducation, sur l'influence des conditions extérieures sur les hommes, sur la haute importance de l'industrie et le bien-fondé de la jouissance, etc., se rattachent nécessairement au communisme et au socialisme. Si l'homme tire toute connaissance, sentiment, etc., du monde sensible et de l'expérience dans ce monde, il importe alors d'organiser le monde empirique de telle façon que l'homme y apprenne le véritable humain, et s'accoutume à s'y éprouver en tant qu'homme. Si l'intérêt bien compris est le principe de toute morale, il importe que l'intérêt particulier de l'homme se confonde avec l'intérêt humain. Si l'homme est non libre, dans le sens matérialiste du mot, c'est-à-dire s'il est libre non par la force négative d'éviter ceci ou cela, mais par la force positive de faire valoir sa véritable individualité, il ne convient pas de châtier les crimes dans l'individu, mais de détruire les endroits anti-sociaux où naissent les crimes, et de donner à chacun l'espace dont il a besoin dans la société pour la manifestation essentielle de sa vie. Si l'homme est formé par les circonstances, il faut former les circonstances humainement. Si l'homme est, par nature, sociable, il ne développe sa véritable nature que dans la société, et la force de sa nature doit se mesurer non par la force de l'individu particulier, mais par la force de la société ". (La Sainte Famille. pp. 234-235 in tome II des œuvres philosophiques. Ed. Costes.)

Les républicains et les jacobins n'allèrent jamais jusqu'au bout de l'explication des conséquences des affirmations des matérialistes français; ils se contentèrent d'être des humanitaires. Vers la fin du siècle ils se " revigorèrent " en pillant dans le programme socialiste un très grand nombre de points; ce fut le radical-socialisme qui est une première " adaptation " de la théorie bourgeoise à l'existence du prolétariat. L'adaptation du capital au prolétariat sera le fascisme.

Réciproquement les éléments dits socialistes furent à leur tour influencés par ces radicaux et on eut le socialisme humanitaire à la Jaurès.

2.2.3.- Un autre lot de théoriciens percevaient effectivement l'importance du mouvement des masses dans la révolution française, mais ils décelaient en celle-ci une infirmité, une déviation : elle a asphyxié l'individu. Le courant anarchiste représenté par Stirner se rattache dans une certaine mesure à Sylvain Maréchal, même s'il n'y a pas filiation directe, il y a même " problématique ",

2.2.4.- Les principes mis en avant par la révolution sont les principes fondamentaux émanant de la nature humaine éternelle; cependant le développement du capital est venu perturber le mouvement économique; il est cause d'une inégalité, d'une injustice. D'où pour Proudhon, il faut réaliser la justice (autre variante d'anarchisme). A remarquer que, comme Robespierre, Proudhon a besoin d'un intermédiaire, équivalent général qui est une valeur morale : vertu chez l'un, justice chez l'autre.

2.2.5.- La position "réflexive" du marxisme - postérieure aux autres - se fonde sur une étude de tout le mouvement plébéen et en particulier sur l'hébertisme qui n'a pas été assez étudié dans les pages qui précèdent, et le babouvisme. La révolution de 89 a réussi, c'est une révolution bourgeoise.

" Je t'ai conseillé de travailler le " Cloots " d'Avenel (1) pour les raisons suivantes :

selon mon avis (et celui de Marx) le livre contient le premier exposé juste, basé sur des recherches d'archives, en ce qui concerne spécialement l'époque critique de la révolution française, notamment la période du 10 août au 9 thermidor.

La Commune parisienne et Cloots étaient pour la guerre de propagande en tant qu' unique moyen de salut, pendant que le comité de salut public jouaient aux hommes d'Etat, avait peur de la coalition européenne et cherchait la paix par l'entremise de la division des coalisés. Danton voulait la paix avec l'Angleterre, c'est-à-dire avec Fox et l'opposition anglaise qui espéraient parvenir au pouvoir lors des élections. Robespierre trafiquait à Bâle avec l'Autriche et la Prusse et voulait s'arranger avec elles. Tous deux s'unirent contre la Commune, pour abattre avant tout les gens qui voulaient la guerre de propagande et la républicanisation de l'Europe. Ils réussirent : la Commune (Hébert, Cloots, etc.) fut décapitée. Mais à partir de ce moment la paix devint impossible entre ceux qui voulaient faire la paix avec la seule Angleterre et ceux qui voulaient la faire avec les seules puissances allemandes. Les élections anglaises furent à l'avantage de Pitt. Fox fut exclu du gouvernement pour des années, ce qui ruina la position de Danton; Robespierre triompha et le fit guillotiner. Mais - et c'est ce point qu'Avenel n'a pas suffisamment souligné - tandis que le règne de la terreur fut poussé jusqu'à la folie parce qu'elle était nécessaire pour maintenir Robespierre au pouvoir dans les circonstances existant à l'intérieur, elle devint tout à fait superflue à la suite de la victoire de Fleurus, le 26 juin 1794, qui libéra non seulement les frontières, mais livra à la France la Belgique et indirectement la rive gauche du Rhin. Dès lors Robespierre devenait lui aussi superflu. Il tomba le 28 juillet.

Toute la révolution française est dominée par la guerre de coalition, toutes ses pulsations en dépendent. L'armée de la coalition pénètre-t-elle en France, alors il y a prédominance des tensions, le coeur bat violemment : il y a crise révolutionnaire. L'armée de coalition recule-t-elle, il y a prédominance du relâchement, le coeur bat moins vite, les éléments réactionnaires se pressent sur l'avant-scène; les plébéens - débuts de ce que sera plus tard le prolétariat - dont l'énergie seule a sauvé la révolution, seront ramenés à l'ordre et à la raison.

Le tragique, c'est que le parti de la guerre à outrance, de la guerre de libération des peuples eut finalement le dernier mot et que la république vint à bout de l'Europe entière, mais seulement après que ce parti eut été depuis longtemps décapité et qu'au lieu de la guerre de propagande vint la paix de Bâle et l'orgie bourgeoise du directoire."

Engels à Adler. 04 - 12 - 1889.

(1) " Anacharsis Cloots, l'orateur du genre humain ". G. Avenel.

Remarque : le mouvement anarchiste a en commun avec le blanquisme le culte de la volonté : la méthode des attentats pour réveiller la spontanéité des masses (cf. en France fin du XIX^e siècle, en Russie, etc..); avec les bourgeois, le mythe de l'éducation mais ici c'est pour entretenir la spontanéité ou la réveiller. Variante : le populisme russe et le vaste " populisme de type maoïste " actuel.

Cependant les anarchistes convergent avec les marxistes dans la compréhension de l'importance de l'organisation, ex : les anarcho-syndicalistes; d'autres cherchent une synthèse entre communisme et anarchisme : le communisme libertaire, l'anarcho-communisme.

Dans tous les cas, l'anarchisme est un syncrétisme.

2.2.6.- Un aspect tout à fait négatif de l'influence de la révolution française c'est la glorification de la grande nation et de la république comme mieux en soi.

" La république est la forme politique nécessaire de l'affranchissement prolétarien. A tout prix elle doit être conservée. C'est l'impuissance, ce sont les crimes de nos soit-disants républicains (donc ce ne sont pas les institutions) qui l'ont compromise et l'exposent à l'assaut des monarchistes conjurés et masqués . C'est leur détestable politique qui a créé le péril boulangiste ".
Guesde - Lafargue - Deville.

Corollaire à une telle déclaration : possibilité toujours renouvelée d'un retour du féodalisme !

La grande nation était exaltée en tant que modèle pour les autres nations. Mieux, chez le jeune Lafargue, la question des nationalités était résolue. Au fond, toutes les nations allaient être absorbées dans la France qui avait enfin découvert les principes de l'émancipation humaine. Déjà Marx, dans sa correspondance (cf. tome IX. Ed. Costes. pp. 74-75.) raconte comment il avait ridiculisé cette prétention française ! Engels devra de même combattre ce blanquisme chez Lafargue mûr :

" Vous avez encore parfaitement raison en vous glorifiant du passé révolutionnaire de la France, et de croire que ce passé révolutionnaire répondra de son avenir socialiste. Mais il me paraît que, arrivés là, vous donnez un peu trop dans le blanquisme, c'est-à-dire dans la théorie que la France est destinée de jouer dans la révolution prolétarienne le même rôle (initiateur non seulement mais aussi directeur) qu'elle a joué dans la révolution bourgeoise de 1789-98. Cela est contraire aux faits économiques et politiques d'aujourd'hui ". (Correspondance Engels-Lafargue. Ed. Sociales. tome III. p. 293.)

" Vouloir attribuer à la France dans l'avenir le même rôle, c'est dénaturer le mouvement prolétarien international, c'est même, comme le font les blanquistes, rendre la France ridicule, car au-delà de vos frontières on se moque de ces prétentions ". (ibid. p.293.)

" L'émancipation prolétarienne ne peut être qu'un fait international, si vous tâchez d'en faire un fait simplement français, vous la rendez impossible ". (Ibid.)

Remarque : la question du centre de la révolution a donné lieu après 45 à toutes sortes d'élucubrations qui atteignirent le niveau du ridicule des socialistes français. La prévision du centre révolutionnaire est un problème théorique. L'affirmation des socialistes du siècle passé comme celle des trotskystes sur le

tiers-monde centre révolutionnaire traduisent leur totale vacuité théorique.

Ceci vaut aussi pour le débat au sein de la Gauche. Après le débat sur la nature de l'URSS, celui sur le centre révolutionnaire, le foyer de la révolution, donna lieu à plusieurs errances. D'un point de vue global, on peut dire que les faits ont montré l'erreur de placer l'Allemagne comme centre révolutionnaire de la révolution prolétarienne future. L'étude théorique le montrerait tout aussi clairement. Le centre est désormais aux E.U.

De cette exaltation de la grande nation et de la république comme mieux en soi, on passa au chauvinisme pur et simple. Ce fut le cas pour Blanqui lors de la guerre de 1870. Lafargue, Guesde, etc... le justifieront au nom de l'internationalisme prolétarien :

" Les internationalistes peuvent se dire, au contraire, les seuls patriotes parce qu'ils sont les seuls à se rendre compte des conditions agrandies dans lesquelles peuvent et doivent être assurés l'avenir et la grandeur de la patrie, de toutes les patries, d'antagonistes devenus solidaires ".

" En criant vive l'Internationale ! ils crient vive la France du travail !..

" Et maintenant que nous avons établi comment, loin de s'exclure patriotisme et internationalisme ne sont que deux formes, se complétant, du même amour de l'humanité, nous répètons bien haut, à la face de nos calomniateurs ..."
(ibid. p. 291.)

Et c'est évidemment l'humanitaire Jaurès qui couronnera le tout en théorisant la nécessité de la patrie et en tentant de réfuter le Manifeste :

" Le prolétariat n'est donc pas hors de la patrie. Quand le Manifeste Communiste de Marx et d'Engels prononçait en 1847 la fameuse phrase si souvent répétée et exploitée en tous sens : " les ouvriers n'ont pas de patrie ", ce n'était qu'une boutade passionnée, une réplique toute paradoxale, et d'ailleurs malencontreuse, à la polémique des patriotes bourgeois qui dénonçaient le communisme comme destructeur de la patrie." (J.Jaurès. " L'armée nouvelle ". Ed. 10/18. p. 254.)

En 1924, Bordiga disait que le fascisme n'avait pas créé de théorie. Il faudrait préciser : le fascisme n'eut pas besoin d'élaborer une théorie parce que celle-ci avait été déjà produite par les divers socialistes nationaux.

Exaltation de la patrie liée au terroir et presque à l'Urmensch.

" Elle tient par ses racines au fond même de la vie humaine et, si l'on peut dire, à la physiologie de l'homme ". (P. 268.)

" Figé l'Etat, c'est supprimer l'espérance, c'est supprimer l'action. Non, l'Etat démocratique d'aujourd'hui n'est pas un bloc homogène et d'un seul métal, ce n'est pas une idole monstrueuse et impénétrable qui, de son poids toujours égal et de son ombre immobile, opprime uniformément les générations jusqu'à l'heure où les prosternés se rebellant soudain, le renversent d'un coup ". (Ibid. p. 252.) " On pourrait dire qu'il est l'expression d'une démocratie bourgeoise où la puissance du prolétariat grandit ". (Ibid. p. 253.)

Exaltation du travail.

" ... qu'il (le socialisme, n.d.r.) noue avec les prolétaires de tous les pays des relations internationales toujours plus étroites et institue ainsi pratiquement un commencement d'humanité ouvrière capable de mettre un peu d'or-

dre et d'équité dans le chaos des rivalités nationales (...). créant par le libre consentement des patries historiques, une patrie sociale du travail ". (ibid. pp. 48-50.)

Plus loin il parle de l'humanité du droit et du travail.

" Le seul rôle social que la France puisse remplir dans le monde (...). c'est d'aider, en France même, par toutes les forces de la démocratie républicaine, à l'avènement du travail conquérant enfin la propriété ". (p.50.)

Remarque.

Dans la rédaction définitive de cette étude, on aurait suivi le comportement théorique de Marx qui est d'indiquer d'abord la possibilité de manifestation d'un phénomène (ainsi la possibilité des crises indiquées dès le chapitre III du Livre I du Capital) pour ensuite étudier l'effectivité de ce phénomène (Ce travail ne fut pas terminé : voir par exemple ce qu'il y a dans le Livre IV lorsque Marx traite de Ricardo.). En conséquence, le devenir national-socialiste des théoriciens socialistes eut été abordé dans le point 8.

Dans ce résumé nous avons adopté un autre comportement afin de montrer immédiatement l'importance de certaines affirmations.

2.2.7.- De façon tout à fait générale on peut dire que l'influence négative de la révolution française sur le mouvement ouvrier consiste à avoir accredité la théorie de l'émancipation progressive. De la lutte pour la révolution on est passé à celle pour les réformes; on s'accommode de la révolution par le haut et finalement certains socialistes considèrent la société des nations, puis l'O.N.U. avec sa déclaration des droits, comme une conquête décisive même pour le prolétariat.

3.- La période de recul 1815 - 1830.

3. 1.- Le mouvement de recul et le mouvement du prolétariat.

3. 2.- Les utopistes : éducation, émulation, anticipation.

4.- L'organisation du prolétariat 1830 - 1848.

4. 1.- L'importance de l'idée d'organisation autonome du prolétariat.
L'unité ouvrière de Flora Tristan.

4. 2.- Le mutualisme et Proudhon.

A noter un caractère important : à partir de 1840 le mouvement ouvrier français se lie avec celui des autres pays. Sur le plan théorique influence de la théorie babouviste sur le chartisme (Bronterre) et influence de ce dernier ainsi que de l'owenisme sur les ouvriers français, par l'intermédiaire de Cabot et de Leroux. Sur le plan organisationnel, il y a tentative de formation de diverses organisations internationales, jusqu'à la formation de la Ligue des communistes. Parallèlement, il y a une séparation entre républicains et ouvriers

5.- La révolution de 1848.

6.- Période de 1850 à 1871.

6. 1.- Le recul du mouvement ouvrier puis la reprise à partir de la crise de 1857. Formation du parti blanquiste. Il est nécessaire de mettre en évidence l'apport de Blanqui souvent " calomnié " parce que jugé au travers de stéréotypes (ceci ne doit pas conduire à voiler sa tare : son chauvinisme pour la grande nation - cf. ci-dessus.)

Dans ce but, quelques citations :

" Vers 1859, il faut, dit-il, créer le parti socialiste de la masse la plus révolutionnaire qui se trouverait ainsi le seul organisé, à l'état actif et militant". Le moment était des plus difficiles. " La politique, à mon sens, va de mal en pis. L'aplatissement ne fait que croître et embellir. On se croyait au fond du fossé, on s'aperçoit que l'on peut tomber plus bas encore.. La bourse est en rut; elle monte comme une marée d'équinoxe, saluant de ses cris de joie l'écrasement de la révolution ".

Les situations de recul engendrent la stupidité : " Tout est en complète décomposition. Vous ne pouvez vous imaginer dans quel état de platitude, de couardise, de pourriture les gens sont tombés. Il n'y a plus trace d'hommes. Ceux qui ne sont pas gangrénés sont stupides ". Même difficulté de se faire entendre : " Les vaincus ennuiet et incommodent. Ils ne comptent pas ". " Tout ce qui parle, tout ce qui écrit est notre ennemi ".

Le mouvement ne pourra se reconstruire en utilisant le parlement. " Le peuple a renoncé à l'action qui n'est plus dans son tempérament et jeté les cartouches pour prendre les bulletins. Son héroïsme ne dépasse pas le petit morceau de papier à mettre dans l'urne ". Or les élections ne résolvent rien : " La force ne s'est pas déplacée. Elle est toujours dans les mêmes mains et ne fait pas mine d'en sortir. Or, il n'y a d'autre force que la force ". " Tous les bulletins de France et de Navarre ne pèsent pas un grain de poudre...."

Aux alentours de 1865, l'agitation se développe dans les milieux estudiantins; de plus, le " droit de coalition " avait été reconnu à la classe ouvrière le 25 mai 1864 bien que la loi limita le droit de grève. Blanqui critiqua cette limitation :

" On veut parquer l'ouvrier dans son individualité, d'atome, lui interdire tout concert, pour la protection de ses intérêts... on prétend l'isoler dans son impuissance individuelle.... A ces brins d'herbe isolés qui se courbent et jaunissent sous le vent, on ne permet pas de se serrer en faisceau contre la tempête ".

A l'encontre de Proudhon, Blanqui revendiquait la grève comme moyen de lutte : " La grève est la seule arme vraiment populaire dans la lutte contre le capital ".

Blanqui ne se fait aucune illusion sur le principe démocratique et fait confiance à la dictature de classe :

" Lorsque la contre-révolution a seule la parole depuis cinquante ans, est-ce donc trop de l'accorder une année à la liberté, qui ne réclame que la moitié de la tribune et ne mettra pas, elle, la main sur la bouche de son adversaire ? "

" Dictature parisienne.

L'appel précipité au suffrage universel en 1848 fut une trahison réfléchie. On savait que, par le baillonnement de la presse depuis le 18 Brumaire, la pro-

est-ce donc trop de l'accorder une année à la liberté, qui ne réclame que la moitié de la tribune et ne mettra pas, elle, la main sur la bouche de son adversaire ? "

vince était devenue la proie du clergé, du fonctionnarisme et des aristocrates. Demander un vote à ces populations asservies, c'était le demander à leurs maîtres ".

" En 1848, les républicains, oubliant cinquante années de persécutions, ont accordé liberté pleine et entière à leurs ennemis..."

" Quelle fut la réponse ? L'extermination. Affaire réglée. Le jour où le baillon sortira de la bouche du travail, se sera pour entrer dans celle du capital ".

" Un an de dictature parisienne en 48 aurait épargné à la France et à l'histoire le quart de siècle qui touche à son terme ".

Cette leçon ne fut pas perdue. Les bolcheviks n'hésitèrent pas à disperser l'assemblée constituante.

Critique de ceux qui veulent savoir ce qu'est le communisme avant de s'engager, et ce, dans les moindres détails. Critique de ceux qui veulent qu'on leur résolve leurs problèmes sans mettre en cause leur être actuel.

" C'est une chose réjouissante, quand on discute communisme, comme les terreurs de l'adversaire le portent d'instinct sur ce meuble fatal . " Qui videra le pot de chambre ? " C'est toujours le premier cri. " Qui videra mon pot de chambre ? " veut-il dire, au fond. Mais il est trop avisé pour user du pronom possessif, et, généreusement, il consacre ses alarmes à la postérité."

Quelle justesse. Nous ne pouvons accepter que les hommes qui sont d'accord pour jeter le pot à la figure de notre adversaire de classe. Ce qui nous préoccupe c'est de nous débarrasser de la merde actuelle qui est le capitalisme et tous ses suppôts : stalinien, philanthropes, gauchistes, philosophes, etc.. Nous ne voulons plus qu'ils se tiennent mutuellement le pot à merde. Nous voulons libérer l'humanité de ces excréments !

Enfin, ce qui est important c'est l'organisation de lutte. La théorie des combats de rue, les barricades. Seuls les marxistes ont englobé ces données dans leur théorie révolutionnaire : l'insurrection est un art.

" Le devoir d'un révolutionnaire, c'est la lutte toujours, la lutte quand même, la lutte jusqu'à l'extinction ".

Dans le même ordre de pensée il y a le fameux " toast " que nous avons publié dans Invariance n° 1. p. 56.

Déjà en 1831 il avait écrit : " en fait de liberté, il ne faut pas attendre, il faut prendre ". " L'insurrection est une oeuvre pratique qui exige une technique qu'il faut savoir ".

Blanqui n'est indulgent ni envers les autres ni envers lui-même. Il déclarait :

" Quand on se mêle de politique sérieuse, on ne doit pas se laisser surprendre ". (1)

Il déclarait cela avant tout pour lui-même. De même après l'échec de la Villette en 1870, il dira, après avoir fait une analyse des causes et envisagé les facteurs défavorables ayant pu intervenir : celui qui se trompe est un traître.

(1) La citation donnée dans Invariance n° 3 p. 121 n'est donc pas exacte.

Ce n'est donc pas faire injure à Lénine d'affirmer qu'il fut plus blanquiste que marxiste. D'ailleurs en un certain sens, à un moment donné, Marx aussi le fut, (C'est le grand reproche que lui fait Bernstein, qui considère qu'il y a une coupure dans l'oeuvre de Marx entre celui blanquiste adepte de la dictature du prolétariat et le Marx adulte partisan de la démocratie (1).) dans la mesure où il reconnaissait que le mouvement réel était blanquiste (le parti formel d'alors) : " le prolétariat se groupe de plus en plus autour du socialisme révolutionnaire, autour du communisme pour lequel la bourgeoisie elle-même a inventé le nom de Blanqui ". (Les luttes de classes en France . Ed. Sociales. pp. 114 - 115.)

6. 2.- La fondation de l'A.I.T. et importance des internationaux en France à la veille de la Commune.

(1) Cependant Bernstein indique aussi que : " le marxisme n'a jamais su se débarrasser complètement de la conception blanquiste " (Socialisme utopique et social-démocratique pratique (Die Voraussetzungen des Sozialismus und die Aufgaben des Sozialdemokratie) Ed. Stock. 1900. p. 55.)

Blanqui fut la bête noire de Bernstein, comme l'est Hegel pour Althusser. Tous deux " voient " une coupure en Marx. Mais celle-ci ne se laisse pas facilement saisir. On croit ne plus " lire " Blanqui ou Hegel dans Marx et puis, horreur pertinente, dans un blanc de Marx réapparaît Hegel ou Blanqui. Ajoutons que Althusser est bien " parent " avec Bernstein, du moins en ce qui concerne les dons de lecture, puisque ce dernier déclarait : " Ce que Marx et Engels ont produit de grand, ils l'ont produit non pas grâce à la dialectique hégélienne, mais malgré elle ". (ouvrage cité. p. 63.)

C'est pourquoi il ne nous est pas possible d'être d'accord avec le traducteur du "VI^e chapitre inédit du Capital " de Marx, M. Dangeville, qui déclare : qu' " aucun révisionniste d'antan n'eût osé le faire (rechercher une faille dans l'oeuvre de Marx, n.d.r.) : opposer Marx à lui-même, le mettre en contradiction avec ses propres affirmations et idées, en découpant par exemple son oeuvre en écrits de jeunesse et en écrits de maturité ". (Ed. 10/18. p. 13.)

En fait ce fut toujours la méthode utilisée par les adversaires de Marx. Exemple : certains économistes ou même des socialistes " constatèrent " une coupure entre le 1^o et le 3^o livre du Capital, disant que Marx avait élaboré une autre théorie dans ce dernier livre en opposition à la théorie de la valeur exposée dans le 1^o (certains parlaient simplement d'accommodation.) D'autres auteurs soupçonnaient Marx de s'être coupé lui-même : en effet celui-ci serait parvenu après l'étude du Procès de Production immédiat du capital dans une impasse théorique , ce qui l'aurait inhibé, d'où la non parution de son vivant de la suite du " Capital " . A propos de la valeur, on pourrait justement faire remarquer à M. Dangeville qu'il reprend sans s'en rendre compte des positions des socialistes ricardiens. Mais fi donc la polémique ! Terminons, ici, cette note - parenthèse.

7.- La Commune.

Nous nous contenterons de rappeler un double jugement de Marx sur la Commune, afin de montrer l'insuffisance de la plupart des analyses de celle-ci.

D'une part, il écrit : " La Commune fut le fait le plus glorieux de notre parti depuis 1848 "; d'autre part, il a affirmé que la commune n'était pas fille de l'Internationale. Ces deux positions ne peuvent s'expliquer qu'en fonction de la distinction entre parti historique et parti formel. D'autre part, les travaux historiques récents ont mis en évidence le rôle important qu'eurent les internationaux dans la période qui précéda la Commune.

8.- Période de 1871 à 1914.

8. 1.- L'impossibilité d'un développement d'un parti " marxiste " en France.

8. 2.- Le mouvement anarcho-syndicaliste.

8. 3. - Le socialisme réformiste et l'idéologie " national-socialiste ".

9.- Le désastre de 1914 et l'influence de la révolution russe sur le mouvement ouvrier.

9. 1.- Le désastre de 1914.

Les quelques citations rapportées au point 2.2.6. témoignent à suffisance de l'absence de position révolutionnaire des divers chefs du socialisme en France. En conséquence expliquer leur prise de position en 14 en faveur de l'union sacrée par une trahison soudaine du socialisme est totalement insuffisant. Cette insuffisance n'est pas seulement une entorse à la " vérité " historique, mais elle est un obstacle à la réappropriation de la théorie. Si on ne comprend pas que la théorie du prolétariat fut niée par les chefs socialistes dès la fin du XIX^e (ce qui implique que le prolétariat lui-même - pour des causes qu'il n'est pas possible d'étudier ici - n'était pas révolutionnaire), on ne comprend pas simultanément l'immensité de la tâche théorique nécessaire pour jeter par dessus bord tous les apports des socialistes, et rejeter les explications des bolcheviks car, étant insuffisantes, elles participent à la négation de la théorie.

9. 2.- La mascarade de la formation du P.C. section de l'Internationale communiste.

9. 3.- Le front populaire et les différentes périodes du stalinisme français.

10.- La guerre de 39 - 45.

11.- Remarques sur le mouvement ouvrier après la guerre.

Cette étude du mouvement ouvrier français avait surtout deux objectifs essentiels : mettre en évidence la question de la communauté, montrer que les révolutions anti-coloniales dont le cycle venait à peine de s'accomplir étaient bien des révolutions bourgeoises (cf. Invariance n° 6. Thèses. 3.)

La question de la communauté avait déjà été abordée dans " Origine et fonction de la forme parti " 1961. (Cf. Invariance n° 1.) dans la mystification démocratique (réunion de Paris - juillet 1963) et enfin dans l'étude sur le VI° chapitre terminée fin 1966 (Cf. Invariance n° 2). Cependant étant donné l'inachèvement de ce travail un aspect important de l'histoire du mouvement ouvrier n'a pas été exposée. Elle est directement en liaison avec la mystification démocratique. Il s'agit de la formation de la communauté matérielle et de l'action du prolétariat au moment de la réalisation de celle-ci.

Lorsque le capital se fut assez développé pour remplacer les antiques pré-suppositions naturelles et sociales, il fit éclater les institutions qui avaient constitué le peuple (même si celui-ci était divisé en classes antagonistes) et fourni la base de l'Etat. Ce phénomène se produisit dès la fin de la guerre de 14-18 en Allemagne et se répéta dans différents pays depuis lors. En Allemagne dans les années 20 le mouvement du capital provoqua une croissance importante des nouvelles classes moyennes, couches sociales non réductibles au prolétariat classique, ni à la classe bourgeoise, ni à la vieille classe moyenne, mais participant du prolétariat parce que salarié et de la classe moyenne du fait d'être situé entre le prolétariat et le capital. Cette nouvelle couche sociale fut, une fois que le prolétariat eut été battu, un des éléments fondamentaux pour le triomphe du fascisme qui proposait une solution organisationnelle à la crise que traversait le monde capitaliste (dont la phase aiguë affectait l'Allemagne). Le fascisme proposait à nouveau la nation en tant que communauté, en la définissant Volksgemeinschaft et en tendant à lui donner racines profondes dans la race et le terroir. Aux déracinés, déboussolés de cette époque, une telle solution pouvait paraître valable. Elle fut acceptée par les nouvelles classes moyennes comme par la grande majorité du prolétariat allemand. Cependant ici encore la méprise dont Marx parle pour la révolution de 89 se produisit. Les théoriciens " gauchistes " du fascisme (1) qui exprimaient les aspirations du mouvement de masses, présentaient le fascisme comme une vraie révolution populaire devant abolir le capitalisme alors qu'en fait la communauté dont ils parlaient n'était qu'une illusion qui masquait le développement de la communauté matérielle celle du capital qui, grâce à cette insurrection menée contre la classe possédante, mais contre le prolétariat, venait d'assurer la domination réelle du capital sur l'ensemble social. Même méprise, même fin : la mort (La nuit des longs couteaux.). Le même phénomène se produisit avec moins d'ampleur en Italie et dans une mesure beaucoup moindre en Espagne. Dans ce pays, le capital n'était pas encore au stade de se constituer en communauté.

La domination réelle du capital ne peut se réaliser que par la médiation de la domination du travail productif, donc du prolétariat en tant que capital variable (2). C'est la mystification de la domination du prolétariat classe

(1) Les " théoriciens " du national - socialisme s'appuient sur une donnée réelle : la socialisation des moyens de production et des hommes, opérée par le capital. Ils veulent la circonscrire à un espace donné : la nation.

(2) Il y a entre capital et travail un mouvement dialectique, une interpénétration des contraires et non une opposition rigide, métaphysique, comme l'envisagent la plupart des théoriciens groupusculaires.

dominante. Dès lors le cycle du mouvement ouvrier commencé sous la révolution française est bel et bien fini. Même le prolétariat français ne pourra plus penser uniquement dans le mode politique. Seuls les excréments du mouvement ouvrier tel que le trotskysme ou le parti communiste international peuvent encore se mouvoir dans la sphère politique, sphère opaque qui les empêche de constater leur inadéquation à la réalité du mouvement révolutionnaire. D'autre part, la " méprise " vaut aussi pour les groupuscules qui font l'apologie du travail sans se rendre compte que c'est faire l'apologie du capital.

Au sein de ce cycle il y eut un moment d'une importance particulière : la Commune de Paris. Beaucoup d'auteurs affirment que Marx a contribué à la création de son mythe, comme à celui du prolétariat. Cependant une lecture attentive de " La guerre civile en France " suffit à lever tout soupçon. Le passage extrait du " Premier essai de rédaction " (Ed. Sociales. pp. 215 - 216.) confirme notre affirmation.

" Telle est la Commune - forme politique de l'émancipation sociale, de la libération du travail à l'égard de l'usurpation (l'esclavage) de ceux qui monopolisent les instruments de travail, créés par les travailleurs eux-mêmes ou constituant un don de la nature. Tout comme l'appareil d'Etat et le parlementarisme ne sont pas la vie véritable des classes dominantes, mais ne sont que les organismes généraux de leur domination, les garanties politiques, les formes et les expressions du vieil ordre de choses; de même, la Commune n'est pas le mouvement social de la classe ouvrière, et par suite, elle n'est pas le mouvement d'une régénération universelle de l'humanité, mais seulement son moyen d'action organisé. La Commune n'élimine pas les luttes de classe par lesquelles la classe ouvrière s'efforce de supprimer toutes les classes et, par suite, toute domination de classe (parce qu'elle ne représente pas un intérêt particulier. Elle représente la libération du " travail ", c'est-à-dire la libération des conditions fondamentales et naturelles de toute vie individuelle et sociale, que seule l'usurpation, la fraude et des ruses artificieuses permettent à la minorité de confisquer à la majorité), mais elle crée le stade intermédiaire rationnel dans lequel cette lutte de classes peut passer par ses différentes phases de façon la plus rationnelle et la plus humaine. La Commune peut susciter des réactions violentes et des révolutions tout aussi violentes. Elle commence l'émancipation du travail, son grand but : elle élimine les racines du mal qui livre une immense partie du revenu national à la nourriture du monstre étatique en supprimant d'une part l'activité improductive et malfaisante des parasites de l'Etat, d'autre part en accomplissant l'oeuvre réelle de l'administration locale et nationale au moyen de salaires d'ouvriers. Elle débute donc par une immense épargne, par une réforme économique aussi bien que par une transformation politique " .

" L'organisation communale une fois fermement établie à l'échelle nationale, les catastrophes qu'elle aurait peut-être encore à subir seraient des rébellions sporadiques d'esclavagistes qui, en interrompant certes momentanément l'oeuvre de progrès pacifique, ne feraient qu'accélérer le mouvement, en armant le bras de la révolution sociale " .

" La classe ouvrière sait qu'elle doit passer par différentes phases de la lutte des classes. Elle sait que le remplacement des conditions économiques de l'esclavage du travail par les conditions du travail libre et associé (transformation économique) ne peut être que l'oeuvre progressive du temps; elle sait que cette transformation n'exige pas seulement un changement (Veränderung) de la distribution, mais encore une nouvelle organisation de la production ou mieux la libération (Befreiung - Freisetzung) des formes sociales de production dans le travail organisé actuel (engendré par l'industrie actuelle) des liens de l'esclavage, de leur caractère de classe actuel et en les coordonnant de façon

harmonieuse nationalement et internationalement. La classe ouvrière sait que cette oeuvre de régénération sera sans cesse ralentie et entravée par la résistance des intérêts traditionnels et les égoïsmes de classe. Elle sait que l'actuelle " action spontanée des lois naturelles du capital et de la propriété foncière " ne peut être remplacée par " l'action des lois de l'économie sociale du travail libre et associé " qu'à la suite d'un long processus de développement des conditions nouvelles, tout comme furent remplacées " l'action spontanée des lois économiques de l'esclavage " et " l'action spontanée des lois économiques du servage ". Mais elle sait en même temps qu'on peut réaliser de grands pas grâce à la forme communale d'organisation politique et que le moment est venu de commencer ce mouvement pour elle-même et pour l'humanité ".

Cette longue citation met nettement en évidence ce que pouvait être une révolution communiste en domination formelle du capital. La Commune est une forme politique de l'émancipation sociale; ce qui veut dire que les classes ne sont pas supprimées mais que la direction politique est assurée par la classe travailleuse, le prolétariat. L'émancipation du travail implique simultanément le développement des forces productives et le prolétariat doit diriger cela dans l'intérêt même de la classe qui travaille en détruisant celle qui s'approprie le produit du travail d'autrui.

La Commune finit la période où le prolétariat peut penser dans la forme politique. C'est une ultime tentative du prolétariat français pour accélérer le développement économique et social - comme il l'avait fait en 1794 où, comme le dit Marx, il prit momentanément le pouvoir - et, pour ce faire, utiliser les mécanismes politiques. Même en réunissant le pouvoir exécutif au pouvoir législatif, la Commune ne supprimait pas la politique mais la réalisait définitivement.

Désormais, capital et travail unis forment la communauté matérielle. La seule action révolutionnaire du prolétariat est désormais de se détruire. Il ne peut le faire qu'en impulsant la formation de la communauté humaine qui naît au-delà de la politique comme de l'économie (mais qui ne peut exister qu'à la suite d'un certain développement des forces productives) parce qu'elle ne peut se réaliser qu'à partir de fondements humains, c'est-à-dire à partir de l'homme socialisé qui prend en charge l'ensemble automatisé - le nouvel être inorganique de l'homme-qui apparaît pour le moment en tant que capital. C'est à partir de là que l'être humain individuel, l'homme social, pourra s'épanouir.

La Commune est un moment du passé. Toute tentative de la faire revivre ou de réaliser ce que sa courte existence ne put accomplir, conduirait à enfermer le prolétariat dans la sphère d'activité du capital qui, lui aussi, à sa façon, a unifié exécutif et législatif.

La Commune anticipa. Le mouvement ouvrier entre 1871 et 1917, au contraire, se développa à un rythme normal, puis recula par rapport à l'A.I.T. Ce recul fut lié à la perspective que l'utilisation de la démocratie pourrait permettre au prolétariat de se reconstituer (ceci surtout dans le cas de la France) et qu'il pourrait, à l'abri des lois démocratiques, éviter toute provocation et préparer son nouvel assaut. En fait, la participation au parlement, l'acceptation du jeu démocratique porta scission au sein de la classe et l'empêcha de se rendre compte à quel point la société changeait, à quel point la démocratie avait dévitalisé la classe, lui enlevant toutes possibilités d'affronter la crise ouverte en 1913, développée en guerre puis en la longue guerre civile. Pourtant quelques groupements entrevirent le phénomène nouveau sans pouvoir réellement le circonscrire et donc l'expliquer (Gauches allemande, hollandaise, italienne).

L'anticipation de la Commune s'épuise dans le mouvement ouvrier allemand. A partir de là une autre phase est possible. Le mouvement prolétarien noir des F.U. est le début de son effectuation : la suppression du prolétariat donc celle définitive de la politique comme de l'économie.

Le fil du temps (Sul filo del tempo.)

Les textes qui précèdent comme ceux qui suivent doivent être considérés en liaison avec les thèses parues dans le n° 6 d'Invariance (pp. 03 - 37). En ce qui concerne les premiers, ils se situent dans la perspective de saisir l'explication et la délimitation de la défaite du mouvement prolétarien en 1914. Pour mener à terme cette tâche, il faudrait une étude des luttes de classes au cours de la période de 1871 à 1914 qui renverrait elle-même à une analyse du développement du capital au cours de cette même période. Tout cela est encore loin d'être prêt; c'est pourquoi fournissons-nous ces matériaux semi-élaborés, comme disait Bordiga, car ils permettent d'effectuer une prise de position délimitative, non seulement immédiate mais historique.

Les textes suivants de Bordiga illustrent de plus l'article du n° 9 d'Invariance " La gauche communiste d'Italie et le parti communiste international. Le premier de ceux-ci est essentiel parce qu'il se place à un moment singulier de l'histoire de la gauche, une année après qu'elle ait été évincée de la direction du parti. Cette éviction découlait directement du compromis entre cette dernière et l'IC; compromis tout à fait particulier en ce sens que la gauche acceptait d'appliquer les décisions de l'IC tout en déclarant ne pas être d'accord avec ces dernières et en maintenant sa critique et sa ligne théorique fondamentale. Le compromis n'engendrait donc pas une mixture théorique mais conduisait à une coexistence entre les deux mouvements qui devait devenir de plus en plus difficile au fur et à mesure que l'IC devenait plus conciliatrice avec la vieille social-démocratie, manoeuvrière, abandonnant les quelques principes fondamentaux affirmés à sa naissance. La coexistence devint, d'autre part, de plus en plus difficile pour l'IC; à partir du moment où elle réussit à fonder au sein du PCI une fraction qui lui fut totalement dévouée.

Si pendant longtemps la majorité (à la base) du parti fut influencée par les positions abstentionnistes, très tôt les dirigeants capitulèrent (Togliatti, Grieco, Fortichiari, etc.) et acceptèrent la ligne de l'IC. Ceci fut facilité par la décision de Gramsci de constituer une fraction centriste, favorable à l'internationale, comblant ainsi ses désirs. Gramsci avait l'avantage de proposer quelque chose de facile, immédiatement compréhensible : le léninisme; car, cet intellectuel n'eut jamais une position autonome. Coïncé entre son amour pour Croce, et son admiration pour le prolétariat, il trouva une issue dans un " intermédisme " suiviste ce qui ne l'empêcha pas, sur le tard, d'émettre des critiques au stalinisme montrant par là beaucoup plus de caractère que les larves mentionnées plus haut. Mais si le courage est nécessaire pour faire, dans certains cas, une affirmation théorique, il n'est en aucune façon une preuve de rectitude théorique. Gramsci qui avait subi l'influence de Bordiga, que ce soit directement par acceptation inconditionnelle des thèses de ce dernier, ou que ce soit par incapacité de leur opposer autre chose, fut le premier à ne pas vouloir signer le texte du Manifeste (1923) que Bordiga voulait lancer contre l'IC. (cf. Invariance n° 7. pp. 102 - 108.). Les autres se rangèrent, ensuite, à son avis. Bordiga se trouva isolé.

Ce manifeste perdait de sa raison d'être. Il pouvait avoir une efficacité en tant qu'émanation du PCI, d'une section entière de l'IC, dans le cas contraire, il devenait une simple affirmation de fractionnisme, ce que Bordiga ne voulait en aucun cas effectuer. Il n'est dès lors plus possible, sans un mouvement d'une certaine envergure en Europe occidentale ou en URSS, de pouvoir redresser l'IC. L'entrisme luxembourgeois dont nous avons parlé dans le n° 9 (pp. 147-148.) et le refus de créer un substitut quelconque à l'IC vont être les éléments

déterminants du comportement de Bordiga. L'influence de ce dernier demeurera cependant assez forte au sein du prolétariat italien. Lorsqu'il s'est agi de l'exclure du PCI, la clique stalinienne ne put le faire qu'en invoquant l'intervention en faveur de Trotsky. Il fut donc exclu pour cause de trotskysme ! (1)

Le schéma des thèses de 1924 et " le danger d'opportunisme " donnent une idée assez claire de la position de la gauche à propos du fascisme et montrent à quel point l'acceptation disciplinaire des décisions de l'IC entrava l'activité du PCI. Au sujet du fascisme, une remarque pour compléter ce que nous avons écrit au sujet de la brochure " Communisme et fascisme " éd. Programme Communiste (cf. Invariance n° 9. pp.139-40). Elle porte sur le titre lui-même. Le " et " qui relie les deux termes implique soit une liaison, une union (va-t-on étudier ce qu'ils ont en commun ?) soit une opposition. S'il s'agissait, dans ce dernier cas, de poser l'alternative, il aurait mieux valu écrire : Communisme ou fascisme, comme c'est indiqué à la thèse 19 du texte de 1924. Cette imprécision dans le titre dénote l'infirmité théorique. Opposer communisme à fascisme pouvait être un mot d'ordre acceptable en 1924, il pouvait refléter une donnée historique immédiate. A l'heure actuelle il est impossible de se contenter de cela, car c'est opposer un mode de production déterminé à une forme de domination du capital, à un mouvement bien déterminé qui affecta le mode de production capitaliste lors de la réalisation de la domination réelle du capital. Au communisme s'oppose le capitalisme. Se contenter de parler du fascisme c'est simplement redresser l'erreur de ceux qui claironnaient l'alternative : fascisme ou démocratie. On a guère progressé, parce qu'on met en relief le phénomène politique qui masque en réalité le capital et sa dictature. Mais même l'alternative communisme ou capitalisme, est encore une indication erronée de la situation actuelle; elle est devenue communisme ou destruction de l'espèce humaine car la perduration du capital dans la paix comme dans la guerre conduit à la destruction des hommes.

Avec le texte de 1951, il s'agit d'une période tout à fait différente de l'histoire de la gauche et de l'activité de Bordiga. Il s'agissait de comprendre quelle pouvait être l'activité d'un faible regroupement numérique dans une situation de recul où la contre-révolution était maîtresse; il fallait étudier les leçons de la contre-révolution ainsi que combattre les illusions de reprise révolutionnaire dont les symptômes étaient décélés par certains dans la défection d'éléments du parti communiste officiel, dans l'imminence supposée d'une 3° guerre mondiale génératrice d'une phase révolutionnaire (2).

Bordiga exposa sa position dans une série d'articles faisant partie de la chronique " Le fil du temps " : " Le règne de la contre-révolution "; " Boussoles en folie " en 1951, " Le marxisme des bègues " (3), " Redresser les jambes aux chiens " en 1952. La ligne théorique était la suivante : même s'il n'y a pas un mouvement révolutionnaire apte à restaurer le marxisme, il est tout de même nécessaire de s'atteler à la tâche de " désinfection " qui consiste à combattre " l'épidémie, partout et toujours dangereuse de ceux qui, en tous lieux et en tous temps, révisent, mettent à jour, rénovent et innovent ". (Le marxisme des bègues.)

(1) Cf. Note reportée page 43.

(2) Ceci motivera la publication de " L'appel international " 1951. (Cf. Invariance n° 4. pp. 17 - 29.)

(3) Le commander à " La vieille Taupe ". 1, rue des Fossés Saint-Jacques. Paris 5°.

La restauration théorique consista donc à éliminer les fausses interprétations du marxisme; elle se cantonna à un rôle hygiénique qui aurait pu être suffisant s'il avait existé un mouvement prolétarien réel. Mais - et là était le point essentiel - il fallait expliquer la disparition de ce dernier. Parler de la trahison des chefs en 14, des erreurs de l'IC, plus tard, ne pouvait fonder une explication valable. Cela pouvait simplement conduire à mettre en doute l'historiographie officielle.

La volonté de montrer la non discontinuité entre hier et aujourd'hui, d'affirmer que " le fil n'avait pas été brisé " conduisit Bordiga, comme nous l'avons déjà signalé, à une apologie acritique des bolchéviks. Le mouvement prolétarien qui réalisera la révolution communiste ne peut accepter le temps tel qu'il est. Avant de pouvoir briser le temps quantitatif, le temps du capital, il doit d'abord recomposer son passé pour s'en émanciper et ainsi être apte à entreprendre la tâche de l'avenir - la seule possible - le présent social actuel étant simple folie.

Avoir affirmé l'actualité du futur est le grand mérite de Bordiga. Il nous faut en montrer l'effectivité.

Note de la page 42 :

" Le comité central du parti communiste d'Italie, considérant que la neuvième réunion plénière du comité exécutif de l'internationale communiste a décidé que l'adoption et la défense des points de vue de l'opposition trotskyste ne permet pas de demeurer dans les rangs de l'IC et de ses sections, - décision confirmée par le VI^e congrès mondial;

" Considérant qu' Amadeo Bordiga a appuyé, défendu, fait siennes les positions de l'opposition trotskyste et qu'il personnifie un courant aboutissant à cette opposition;

" Considérant que les positions idéologiques et politiques de ce courant, non seulement sont en contraste profond sur la base même du programme avec la ligne politique de l'internationale et du parti, mais qu'elles ont tendance aujourd'hui à coïncider avec les positions opportunistes et liquidatrices des courants de droite que l'internationale et le parti combattent avec le plus grand acharnement;

" Considérant que l'opposition trotskyste est aujourd'hui, de fait, une formation contre-révolutionnaire conduisant systématiquement la lutte contre le communisme et contre l'Union Soviétique pour briser les rangs du parti mondial de la révolution;

" Considérant que A. Bordiga a donné les directives et a développé une activité fractionnelle de désagrégation du parti et que de lui se réclament les pires éléments chassés par le parti comme des ennemis;

Suite de la note :

" Considérant que Bordiga, la période de trois ans de déportation terminée, a agi d'une façon indigne d'un communiste et d'un combattant de la révolution prolétarienne;

"Déclare Amadeo Bordiga exclu des rangs du parti communiste d'Italie, demandant au C.E. de l'IC. de ratifier cette décision;

" Pose à l'ordre du jour du parti la lutte pour la liquidation définitive des résidus de l'infantilisme soi-disant de " gauche " lequel n'est autre chose qu'une forme d'opportunisme empêchant le parti de voir clairement et de remplir ses tâches de guide de la classe ouvrière dans la révolution ".

" La Vérité " n° 35. 9 mai 1930.

" Nous en sommes au syndicat organe légalement reconnu de l'Etat bourgeois; nous en sommes, si l'on n'a pas encore compris, au texte de la charte fasciste du travail.

" Dans notre langage marxiste nous sommes arrivés à ceci : sur les traces de Mussolini, et sur l'éternelle voie de la trahison, ils ont fait du syndicat ouvrier un des facteurs de l'accumulation du capital."

Bordiga.

" Faire investir les guoux " 1951

SCHEMA DES THESES SUR L'ORIENTATION ET LES TACHES DU PARTI

COMMUNISTE D'ITALIE.

PRESENTE PAR LA "GAUCHE" DU PARTI EN VUE DE LA CONFERENCE
NATIONALE DE CÔME.

(Du " Stato Operaio " n° 16 du 15 mai 1924.)

La partie concernant les questions d'ordre général et international n'est pas comprise dans ces thèses qui ne peuvent d'ailleurs être estimées à leur juste valeur sans la connaissance de ces questions. Ceci, du fait que ces questions sont délimitées du point de vue de la gauche du P.C.I. dans les thèses sur la tactique du Congrès de Rome et dans le projet de thèses tactiques pour l'Internationale présenté au IV^o Congrès par Bordiga : documents que l'on suppose bien connus des camarades.

La nature de cette discussion et la nécessité de l'abrégier justifient l'exposition très synthétique de ces thèses qui condensent des arguments que l'on devrait, dans une consultation régulière du parti, subdiviser en divers paragraphes d'un ordre du jour de congrès.

I.- LA SITUATION ITALIENNE.

1.- Un ensemble de circonstances rend très intéressant l'enseignement qui peut être tiré du développement de la lutte sociale en Italie dans les dernières années au point de vue de la politique de la bourgeoisie et du prolétariat, bien que l'Italie soit un pays de capitalisme peu développé. Après les entreprises réactionnaires de la dernière décennie du siècle écoulé, la politique de la bourgeoisie dans le début de celui-ci, fut caractérisée par un large emploi des ressources " de gauche " afin de neutraliser et d'attirer dans la tromperie de la collaboration de classe le mouvement prolétarien grandissant.

2.- La guerre mondiale jeta la bourgeoisie et l'Etat italien dans une grave crise à cause de la faible assise de l'économie italienne et du maigre bilan de la victoire. Pour éviter l'issue révolutionnaire d'une telle crise, la politique bourgeoise consista en premier lieu à pratiquer une tactique habile de conciliation et de concessions à l'égard du prolétariat tant que ne furent pas prêtes les forces qui déchaîneraient une offensive réactionnaire garantissant la conservation du régime. On reconnaît le premier élément de cette tactique dans l'oeuvre des gouvernements Nitti et Giolitti : essentiellement dans les élections de 1919 au cours desquelles le premier fit face à une invasion de députés socialistes au Parlement, et dans les occupations d'usines de 1920 au cours desquelles le second sût trouver une transaction avec les chefs prolétariens, évitant tout au long de cette période la tension excessive de la lutte de classes.

3.- Le second élément de conservation bourgeoise fut le fascisme. Celui-ci surgit sur le terrain du mouvement des anciens combattants et des classes moyennes, couche instable que le parti du prolétariat ne sut pas infléchir vers la vision de sa dictature. Le fascisme, dans l'illusion de mener une politique autonome et d'hériter des ordres politiques traditionnels, se fit mobiliser par la machine d'Etat et par les hautes couches bourgeoises, industriels et agrariens, pour l'offensive armée contre les travailleurs révolutionnaires. Cette offensive empêcha non seulement tout développement des actions révolutionnaires, mais ôta aux travailleurs les concessions trompeuses de la période démocratique et voulut détruire toutes leurs bases d'organisation. Le couronnement du succès de cette action politique, à laquelle les divers groupes et partis bourgeois collaborèrent au-delà des disputes des chefs politiques, fut, dans un ensemble dialectique et indissociable, la création d'un Ministère fasciste. Ce dernier, n'est pas le gouvernement d'un nouveau parti et d'un programme nouveau, mais le renforcement du régime traditionnel qui, s'étant donné dans le pays une redoutable organisation ignorée de l'ancien parti libéral, substitue la pression de cette organisation et celle de la machine étatique à la nécessité des temporisations et des concessions à l'égard des classes laborieuses.

4.- L'expérience italienne démontre à quel point est réactionnaire et stupide la thèse selon laquelle des conditions de large démocratie politique permettrait au prolétariat de développer sa progression révolutionnaire. Avant toute chose ces conditions donneront toujours lieu au démasquage de la dictature bourgeoise, sous une quelconque étiquette politique, dans la défensive et la contre-offensive violente. L'avenir de l'insurrection prolétarienne ne repose pas dans la conquête préalable de la vieille plate-forme équivoque de la soi-disant "liberté", mais dans la lutte frontale contre les organisations de la dictature bourgeoise. La situation actuelle de défaite prolétarienne doit toujours plus se traduire par une prise de conscience et par une préparation des masses, sentimentalement rouges aujourd'hui comme hier, à cette nécessité de la lutte révolutionnaire qui est clairement en tête du programme communiste et qui ne doit pas être voilée par des formules intermédiaires et ambiguës.

II. - La POLITIQUE DU PROLETARIAT.

5.- Dans la seconde internationale, l'ancien Parti Socialiste Italien était un parti orienté à gauche, au point qu'il sut opposer un refus aux offres de collaboration de la bourgeoisie, et qu'il se tint en dehors de la collaboration de guerre. La formation d'une majorité sur ces thèses négatives ne signifiait pas pourtant que prévalait dans le parti une conscience complète de la tâche révolutionnaire positive. Le courant qui, ne s'arrêtant pas à la formule "ni adhérer ni saboter", soutenait que l'on devait saisir l'occasion de la guerre pour lancer l'assaut révolutionnaire contre la bourgeoisie mondiale - selon la formule de Lénine - ce courant fut toujours, durant et après la guerre, quoique forte, une minorité dans le parti.

6.- La situation d'après-guerre trouva le parti, face à un tel déplacement à gauche des masses, dans des conditions d'insuffisance déplorable. Cette insuffisance était :

a - théorique et programmatique, en ce sens que faisait défaut une conscience du processus révolutionnaire, clairement marxiste et distincte du pacifisme des réformistes ainsi que du révolutionnarisme verbeux et petit bourgeois, à la fois trop fataliste et trop volontariste.

b - organisative, étant donné que n'existait pas dans le Parti une unité

organique et une préparation des organes d'action sur aucun plan; de même que le contrôle des organes parlementaires et des syndicats restait aux mains de la minorité réformiste d'extrême-droite, bien qu'elle ait été exclue de la direction du parti;

c - tactique et stratégique, dans la mesure où l'on concevait possible une action des masses uniquement sous l'aspect équivoque d'un mouvement populaire privé de tout état-major et de toute connaissance des positions successives à atteindre, obligé de se fier aux alliances occasionnelles des groupes subversifs de toute nuance - des républicains bourgeois aux anarchistes - aux objectifs et aux méthodes divergentes et incompatibles.

La situation internationale du parti manifestait cette insuffisance constitutionnelle. En effet, au Congrès de Bologne, il avait adhéré au programme de la Troisième Internationale, mais il répugnait à tirer les conséquences les plus simples d'un tel geste, entre autres éliminer l'extrême droite réformiste. Cette simple élimination n'aurait pas fait du parti un parti réellement révolutionnaire, ce qui exige bien d'autres conditions plus substantielles; mais ce refus obstiné eut la valeur du symptôme suivant : la majorité du parti, et tout son centre maximaliste et unitaire, était à l'extérieur du mouvement communiste, et ne pouvait ni ne voulait, ni ne devait parvenir à en faire partie.

7.- L'échec du prolétariat italien dans l'après-guerre est la démonstration la plus évidente de la thèse selon laquelle l'unité formelle et la manifestation concomitante d'un accord sentimental des masses ne suffisent pas à assurer la victoire révolutionnaire, lorsque manque le parti marxiste qui serait, en ce qui concerne la doctrine, l'organisation, et l'aptitude tactique, à la hauteur de sa tâche. Cela démontre qu'un parti hétérogène ou un bloc de partis différents ne fourniront jamais l'état-major de la révolution victorieuse.

III. - LE PARTI COMMUNISTE : PREMIERE PERIODE.

8. - Le Parti Communiste d'Italie se forma au Congrès de Livourne par la scission d'une minorité de l'ancien parti, selon le mode logique et adéquat qui devait donner la plate-forme d'un nouveau parti révolutionnaire. Ce dernier, tout en utilisant les traditions de la gauche socialiste italienne, rompit entièrement avec le corps organisationnel et avec les habitudes déplorables du réformisme et du centrisme. Les maximalistes qui restaient avec les réformistes étaient non des communistes fourvoyés par hasard à la suite d'un malentendu avec la Troisième Internationale, mais ils étaient, en tant qu'état-major politique, une formation du mouvement italien " indésirable " pour le nouveau parti révolutionnaire.

9. - Le parti communiste se forma dans une situation dont la tournure défavorable au prolétariat était désormais prise, après la faillite de l'occupation des usines et le début de l'offensive ouverte du fascisme dans la vallée padouane. En tant que parti de minorité, il ne pouvait se fixer la réalisation d'une offensive révolutionnaire du prolétariat, et, de ce fait, il ne put jamais poser celle-ci comme proche-objectif.

La tâche du parti s'établissait ainsi : son idéologie était fournie de façon satisfaisante par le travail critique et polémique qui avait conduit à sa formation et par la doctrine de l'Internationale Communiste; son organisation devait être rapidement/mise/sur pied sur la base de la structure déjà fournie par le travail de fraction; son travail tactique complexe devait réaliser deux con-

ditions simultanées : concentrer pour une défense efficace contre le couple bourgeoisie-fascisme le plus grand nombre possible de travailleurs, et, dans le même temps, déchirer les nuages du confusionnisme programmatique et organisatif des cents groupuscules papotant sur des révolutions de type divers.

Le mot d'ordre du parti devait être : pour l'unité organique révolutionnaire véritable contre le confusionnisme et la démagogie opportuniste. La direction que le parti s'était donnée à Livourne et qu'il confirma à Rome voulut réaliser ces conditions essentielles à son travail.

10.- Le premier soin devait être de souligner l'indépendance politique du nouveau parti par rapport à tous les autres au moyen d'une propagande et d'une critique ouverte, en évitant toute alliance centrale et locale entre des organismes politiques : tel fut le mot d'ordre constant de l'ancien exécutif. En même temps, dans le but d'augmenter la masse des travailleurs organisés autour du parti révolutionnaire, on établit les bases du travail du parti parmi les ouvriers syndiqués, dans les ateliers, partout où surgirent des problèmes matériels intéressant les travailleurs, et ceci, dans la ligne indiscutable du marxisme révolutionnaire. Les organes et les groupes communistes répondant aux exigences d'un tel travail furent constitués, étroitement liés au parti. Tout le travail pour mobiliser sur un terrain de défense révolutionnaire efficace la plus large partie des masses se fit en s'appuyant sur cette structure, jusqu'à la proposition de front unique avancée en août 1921 par le Comité Syndical Communiste aux organisations syndicales rouges, pour la grève générale nationale contre la réaction fasciste et patronale.

11.- En ce qui concerne l'organisation militaire le parti devait procéder et procéda de façon autonome. Le réseau militaire devait être discipliné sur un mode unitaire, à plus forte raison encore que le réseau politique. Les propositions d'action commune aux différents partis, ou " en dehors des partis " faites à ce sujet (arditì del popolo) furent déclinées, soit pour cette raison de principe, soit parce qu'elles provenaient d'émissaires suspects s'accompagnant de fausses déclarations d'accord des organes responsables du parti qui auraient été faites aux organisations de la périphérie pour les induire en erreur. Ceci et d'autres éléments démontrèrent à l'Exécutif que de telles organisations avaient des mobiles et des buts suspects, imposant l'attitude dont l'ancien groupe dirigeant le parti revendique la responsabilité.

12.- Suivant le désir de l'I.C. le parti en vint, après la constitution de l'Alliance du Travail entre les syndicats, à traiter avec les partis politiques. Mais dans ces tractations il posa de telles conditions qu'elles entraînaient la garantie que le prolétariat ne fut pas trahi encore comme dans tous les cas précédents où des blocs s'étaient constitués en vue de mouvements de masse. Ces conditions furent si efficaces que les autres partis rompèrent les tractations, mais n'osèrent jamais en appeler au prolétariat, leur attitude rendant évidentes leur incapacité et leur négligence associées aux propositions démagogiques et défaitistes.

13.- On arriva ainsi à la grève d'août 1922. Dans ses enseignements un tel épisode est un exemple d'application de la tactique révolutionnaire du front unique. Il s'accordait avec le plan tactique de la direction du parti communiste : intervenir dans la direction du mouvement avec la responsabilité directe au cas où il serait possible de surmonter l'influence des autres groupes et d'empêcher leur sabotage - dans l'hypothèse contraire : participer à la lutte de façon à démontrer au prolétariat la supériorité révolutionnaire du parti communiste et de le convaincre à la lumière des faits que l'éventualité douloureuse

de la défaite reposait sur la responsabilité des autres partis et aurait été évitée si les propositions des organes communistes avaient été suivies et non sabotées. L'action d'août, tout en correspondant à l'hypothèse de la défaite prolétarienne, et il ne pouvait en être autrement du fait de la politique équivoque des réformistes et de la complicité des maximalistes trop tardivement dénoncée, cette action mit en évidence le parti communiste et polarisa sur lui la partie du prolétariat qui, même dans la retraite, voulait tenir tête à l'ennemi et se tenir sous le drapeau classiste et révolutionnaire.

14.- Après la grève d'août, le développement logique de la tactique des propositions de front unique faites dans la période août 1921 - août 1922, devait consister dans le passage du parti communiste, en dépit de la prédominance de la réaction fasciste, à un appel autonome au prolétariat de se rassembler autour de lui, seulement autour de lui, pour la préparation, encore âpre et longue, de l'insurrection, en dénonçant l'incapacité de quelqu'autre parti prolétarien que ce soit et en visant à le dépouiller par le passage de ses adhérents dans nos rangs.

Cette tactique éloquente et claire devait accompagner la concentration des plus grandes énergies sur le terrain de la défense technique de notre organisation interne - par tous les moyens - contre les tentatives de la réaction pour nous supprimer. Survivant à ces tentatives, le parti devait placer sa tactique future sur l'axe de ce mot d'ordre : le fascisme, en battant le prolétariat, a liquidé les méthodes politiques et les illusions du vieux socialisme pacifiste, qui se cache encore sous les habits tapageurs du maximalisme : l'avenir pour le prolétariat passe par la formule : fascisme ou communisme, dictature bourgeoise ou dictature prolétarienne.

IV. - LA NOUVELLE POLITIQUE COMMUNISTE.

15.- C'est à ce moment que se précisa le désaccord entre la tactique suivie par les dirigeants du parti italien et celle voulue par les organes centraux de l'Internationale. Comme cela s'était déjà vérifié, l'Internationale ne rencontra dans le parti italien aucune résistance dans l'exécution de ses dispositions. Mais c'est à partir de cette époque que les dispositions elles-mêmes vinrent à changer de façon essentielle l'orientation du travail politique du parti. Selon l'Internationale, la scission qui survint entre les maximalistes et les réformistes devait dicter la ligne de conduite des communistes en tant que fait politique le plus important de la conclusion de la grève d'août. En préconisant la fusion avec les maximalistes et en faisant des démarches en ce sens, l'Internationale en arrivait à modifier non seulement la ligne tactique suivie jusqu'alors par le parti, mais encore à en transformer la plate-forme politique qui l'avait constitué. En estimant que l'échec du prolétariat en Italie était dû encore aux déficiences du parti communiste, l'Internationale semblait considérer comme provisoire la situation d'après Livourne et la constitution du parti communiste tel qu'il avait été jusqu'alors, comme un repli nécessaire seulement pour attirer peu à peu les maximalistes, en bloc, avec leur journal l'Avanti, dans les rangs de l'Internationale.

16.- Les dirigeants du parti exprimèrent leur désaccord et le soutinrent même au IV^e Congrès mondial; mais on eut cependant l'explication de la nouvelle ligne politique qui depuis lors inspira l'action du parti, bien que le remplacement de l'Exécutif italien eut été décidé seulement par l'Exécutif Élargi de juin 1923.

Le point de vue du parti italien fut celui-ci : les scissions sont condamnables en principe, ainsi que l'établissent nos thèses tactiques. Mais encore plus condamnable est l'alimentation d'autres partis politiques en fractions communistes, ce qui sert à alimenter l'équivoque sur les tendances de gauche de ces partis. Le groupe dirigeant du maximalisme italien et sa tradition doivent être brisés, pour pouvoir conduire au communisme la masse des travailleurs qu'ils organisent encore; il est illusoire de penser pouvoir utilement conquérir cette masse en traitant avec ses chefs, en leur faisant des concessions et en leur promettant des participations à la direction du parti communiste unifié qui finirait par être à nouveau le parti de l'équivoque.

Les travailleurs maximalistes, même en groupes, doivent venir au parti communiste en tant que simples adhérents, et d'aucune façon y pénétrer " avec les avantages dûs au grade ". En outre, les dirigeants d'alors de notre parti exprimèrent tout leur scepticisme sur l'assurance de conquérir l'état-major des chefs de second et troisième ordre du maximalisme grâce à la simple adhésion, avec tous les honneurs relatifs, de quelques hommes plus ou moins convertis à l'entrée dans l'Internationale.

17.- Le choix de la fusion l'ayant emporté au IV^e Congrès, les dirigeants du parti communiste engagèrent la discipline de toute la masse du parti sur la décision de l'Internationale, mais ils déclarèrent que leur remplacement était nécessaire pour effectuer le nouveau travail politique. Entre-temps survint la vague révolutionnaire de février 1923 avec l'arrestation de dirigeants du parti et la découverte de quelques Offices centraux. Bien des conséquences de cette attaque auraient peut-être pu être évitées, si le parti avait pu concentrer les énergies dans sa défense contre la réaction, plutôt que de le faire sur le terrain des polémiques épuisantes et des discussions avec l'Internationale qui détournaient les chefs de leur besogne et démoralisaient le parti face à ses multiples et venimeux adversaires. En attendant, la réaction anti-communiste amena les cheffillons du maximalisme à découvrir leur pusillanimité traditionnelle et à renier et à rejeter la fusion ainsi que cela se produisit au Congrès de Milan (1), où la fraction fusionniste fut battue à fond, en unissant ses maigres voix à celles qui se portaient sur une motion intermédiaire et ambiguë de Lazzari.

18.- Au lieu de considérer un pareil dénouement comme la liquidation de la tactique fusionniste erronée, l'Internationale l'attribua au sabotage de la gauche communiste et persévéra dans la ligne de pénétration dans le P.S.I. en y alimentant la fraction favorable à la troisième Internationale (terzinternazionalista), fraction bien pauvre en forces, en capacités politiques et organisatives. On traîna ainsi pendant un an et demi une situation préluant à la fusion que, même pour ceux qui ne rejetaient pas toute fusion en général, on aurait dû s'efforcer de limiter à une période préparatoire très brève. C'est ainsi que l'on eut en Italie une double organisation internationaliste (terzinternazionalista), avec une double ramification dans tous les lieux de travail, ce qui entraîna confusion, relâchement et défiance jusque dans les rangs du parti communiste lui-même, au moment où plus que jamais se ressentait le besoin d'une méthode de direction unitaire, ferme et compacte. Dans cette situation, le maximalisme a spéculé tout ce qu'il a pu afin de se dépeindre comme le mouvement que Moscou réclamait dans tous les cas, et afin de se valoriser face au prolétariat italien dans une période où tout autre titre révolutionnaire avait fini par lui faire défaut. La liquidation de l'équivoque maximaliste fut, de ce fait, retardée par la politique de l'Internationale.

(1) Congrès de Milan du parti socialiste italien : 15 - 17 / 4 / 1923.

19.- Au cours de la période suivante, le parti a démontré sa vitalité spontanée et sa tradition robuste, prouvant qu'il était une force politique effective qui n'avait pas besoin d'éléments intégrés pour avoir sa fonction autonome. A la périphérie, les organisations du parti ont magnifiquement résisté et repris. En attendant, les tergiversations continuelles sur la tactique à dicter aux éléments favorables à l'Internationale (terzini), sur leur entrée au Parti Communiste et sur la persistance de leur présence dans le parti socialiste en vue de l'hypothétique conquête, le remplacement des anciens dirigeants par des éléments qui se tenaient sur une position intermédiaire entre leur politique et celle de l'Internationale, ont réduit le fonctionnement de l'appareil central du parti à une pratique quotidienne et banale, sans vigueur et sans physionomie, malgré la bonne volonté de la majeure partie des camarades qui avaient la charge de ce fonctionnement.

20.- Pour les élections politiques on voulut encore une fois expérimenter la tactique plus qu'avilissante des invités aux autres partis politiques, et lorsqu'elle eut échoué, on voulut bâtir une alliance avec les terzini et lancer un mot d'ordre d'unité, alors que nous étions alliés et unis seulement avec une organisation faite de nous-mêmes et pour ainsi dire faite de notre image se reflétant dans un miroir. Pour la formation des listes et du nouveau groupe parlementaire, tout cela a rendu nécessaire une élasticité de critère qui serait apparue scandaleuse il y a dix ou quinze ans à la gauche du vieux parti socialiste : des hommes politiques ont pu choisir à leur aise la liste où placer leur nom, en émettant ou bien en ravalant une profession d'Internationalisme (terzinternazionalismo). Même si cela avait conduit à un avantage électoral, cela aurait dû être condamné : au contraire, le succès du parti ne fut pas le succès d'une alliance, mais celui de " communistes " péremptoirement définis comme tels par la presse adverse, alors qu'en fait nous nous trouvions sous la feuille de vigne d'une prétendue unité. Si l'on avait choisi le mot d'ordre perçant : fascisme ou communisme, et l'attitude d'opposition d'extrême-gauche, rejetant par principe tout bloc électoral possible, qu'il soit large ou étroit, sincère ou feint, outre que cette attitude eût été plus conforme à la tactique révolutionnaire, cela nous aurait procuré un succès électoral encore plus grand. L'attitude différente menace de revaloriser le fétiche stupide de l'unité fautive et équivoque, de démentir ce que notre doctrine et la situation enseignent au prolétariat : considérer comme impuissants et contre-révolutionnaires les partis du socialisme opportuniste.

V - LES TÂCHES FUTURES DU PARTI COMMUNISTE EN ITALIE .

21.- Les tâches du parti se déduisent, selon la gauche communiste, de tout ce que nous avons dit sur la situation italienne, en liaison avec les directives tactiques de nos thèses connues. Elles dépendent des décisions de l'Internationale. Celle-ci doit, et non une majorité du parti, décider sur le fond. Dans l'hypothèse où l'Internationale - toute révision programmatique ayant été écartée - accepte en fonction de la tactique et des critères d'organisation et de direction les critères de la gauche, le parti italien devrait déterminer :

sur le plan organisationnel : liquidation de toute fraction dans d'autres partis et l'admission dans ses propres rangs des éléments favorables à la 3^e Internationale (terzinternazionalisti), au moyen d'une procédure plus accélérée que la normale, mais sans participation aux organes directeurs. Renforcement de l'appareil organisationnel interne et des rapports entre centre et périphérie, suivant une solution internationale de la question, exhaustive et complète;

sur le plan tactique et politique : critique implacable et réellement marxiste, non infestée de démocratismes et de couardises, du phénomène et du régime fascistes; lutte contre lui par tous les moyens; critique résolue des partis bourgeois

anti-fascistes et se disant tels, ainsi que des partis sociaux-démocrates; en évitant toute attitude de blocs, d'alliance, que ce soit avec eux ou une de leurs fractions; travail pour faire ressurgir les syndicats classistes et autres organismes de réorganisation des masses ouvrières et paysannes, pour conquérir sur elles une influence communiste.

Ce programme d'action peut être plus amplement développé, en fonction des très nombreux problèmes, importants et spéciaux, par les représentants de la gauche italienne, au moment où le V^o Congrès discute d'un programme d'action du P.C.I., et en tenant compte de la partie actuelle de l'ample programme analogue présenté à l'usage du IV^o Congrès, et qui ne fut pas discuté par celui-ci.

C'est seulement sur une telle plate-forme - et s'étant garantie contre le changement de tactique et les variations stratégiques que les textes de l'Internationale devraient finalement condamner et rejeter de façon explicite - que la gauche communiste italienne pourrait reprendre le travail qu'elle avait entrepris avec de vastes desseins de continuité, de sérieux, en instaurant dans le parti une règle très stricte de discipline, mais accompagnée d'une conscience très assurée de la direction que ses chefs s'étaient engagés à donner au parti, sans déviations et sans surprises manigancées à l'insu de la masse des militants.

Si l'orientation de l'Internationale et du parti devait demeurer opposée à celle qui vient d'être tracée ci-dessus, ou même si elle restait indéterminée et imprécise comme jusqu'à présent, une tâche de critique et de contrôle s'imposerait à la gauche italienne. S'imposerait de même le refus ferme et serein des solutions factices obtenues avec des listes de comités directeurs et des formules variées de concessions et de compromis, qui sont le plus souvent les enlisements démagogiques du mot d'ordre, tant exalté et tant abusé de l'unité.

Amadeo BORDIGA.

Bruno FORTICHIARI.

Ruggero GRIECO.

Luigi REPOSSI.

LE DANGER D' OPPORTUNISME ET L' INTERNATIONALE.

Nous croyons en la possibilité pour l'Internationale de choir dans l'opportunisme. Veillons à ce que cette possibilité ne se traduise pas en certitude, ou même en probabilité plus ou moins forte.

Nous trouvons absurde que l'on puisse supposer qu'une " Internationale quelconque ", fût-elle organisée selon notre " recette ", objet de tant d'ironie, soit en mesure, par une vertu mystérieuse, par des garanties fixées à priori, de se conférer une sorte d'assurance contre le danger de déviation opportuniste. Les précédents historiques les plus glorieux et les plus éclatants ne peuvent suffire à garantir un mouvement, même et surtout le mouvement d'une avant-garde révolutionnaire contre l'éventualité d'un révisionnisme interne. Les garanties contre l'opportunisme ne peuvent résider dans le passé, mais doivent être, à chaque instant, présentes et effectives.

Nous ne voyons d'ailleurs pas de graves inconvénients dans une préoccupation exagérée à l'égard du danger d'opportunisme. Certes, la critique et l'alarmisme faits par sport sont plus que déplorables; mais en admettant qu'ils soient, plutôt que le réflexe précis devant " quelque chose qui ne tourne pas rond " ou l'intuition de déviations graves qui se préparent, le pur produit des élucubrations de militants, il est certain qu'ils n'auront pas, le moins du monde, le moyen d'affaiblir le mouvement et qu'ils seront facilement surmontés. Bien plus grave est le danger contraire, survenu malheureusement au cours de tant de précédents quand la maladie opportuniste grandissait avant que de quelque côté on ait osé donner l'alarme vigoureusement. La critique sans l'erreur est mille fois moins nuisible que l'erreur sans la critique.

Il nous semble que l'attitude et l'esprit par lesquels on accueille les objections de la Gauche italienne aux directives adoptées par les dirigeants de l'Internationale, révèlent une contradiction bien étrange face aux tâches imposées par le danger opportuniste dont on doit se préoccuper.

On polémique de cette façon : la gauche dit que l'Internationale se trompe. L'Internationale ne peut faire d'erreur, donc la gauche a tort. Pour de bons marxistes, ni philistins, ni bonzifiés ni bonzifiants, la question se poserait ainsi : la gauche dit que l'Internationale se trompe.

Pour les raisons a, b, c, propres au problème soulevé, nous démontrons que c'est au contraire la gauche elle-même qui est dans l'erreur. Ceci prouve qu'une fois encore, l'Internationale n'a pas commis d'erreur et qu'elle est sur la bonne voie.

Au contraire, parmi les prétendus défenseurs résolus de l'Internationale qui la confondent systématiquement avec son comité directeur il n'y en a aucun qui veuille accomplir cet effort et contribuer par un apport positif et actif à l'élaboration des directives dont ils soutiennent l'exactitude. Plutôt que de soutenir l'Internationale, ces prétendus orthodoxes se font porter par elle et l'écrasent de tout le poids de leurs propres responsabilités, de leurs propres erreurs, la mettent en jeu et la " compromettent " sans hésitation chaque fois qu'ils se trouvent en difficulté. C'est de l'internationalisme à l'envers. Cette méthode est évidemment justifiée par les plus grandes facilités et commodités qu'elle offre aux effets faciles du succès im-

médiate l'utilisation des sympathies pour quelques individus et quelques noms célèbres dont on se sert de telle manière qu'ils sont coupés de toute vie et de toute solidarité véritable et généreuse qui donne et ne reçoit pas, augmente et n'amointrit pas la puissance de ce que l'on prétend soutenir.

Et ainsi, à chaque instant, l'Internationale, la révolution russe, le léninisme, le bolchevisme nous sont flanqués à la figure par ceux, nombreux, qui n'ont d'autre lien avec cet ensemble grandiose de forces historiques que celui de la remorque avec son moteur, pour ne pas utiliser l'image du parasitisme.

Nous ne faisons pas de ce système une critique " morale ". Nous soulignons simplement que cela nous semble incompatible avec une méthode révolutionnaire. Et en effet, s'il est vrai qu'il existe un certain nombre de camarades et de sympathisants solidement acquis, auxquels une pareille manière de raisonner " cloue le bec " - les poussant néanmoins, petit à petit, à chaque fois vers le scepticisme de demain - hormis ces quelques éléments déjà nôtres, il importe plutôt d'attirer, de convaincre, de mobiliser ceux pour qui le recours à nos textes, à nos délibérations et traditions internes ne représente aucune autorité mais est considéré avec défiance. Ceux-là, nous devons les hisser de la défiance à la confiance avec des arguments et des moyens positifs. Telle est la tâche fondamentale d'un parti révolutionnaire et cela d'autant plus pour ceux à qui l'on entend clamer leur volonté de " conquérir les masses ". A présent, la façon même dont les éléments de la majorité internationale et nationale actuelles veulent à peu de frais se débarrasser de nos opinions, nous conduit à douter de leur aptitude à défendre à l'extérieur du parti le programme et les directives communistes. Un mouvement révolutionnaire doit, jour après jour, déplacer les masses inertes de l'opinion et, pour atteindre ce but, il doit chaque jour, pour ainsi dire, jeter sur la place publique ses thèses pour en démontrer la justesse.

Seul un parti conservateur peut faire le contraire, et vivre jalousement sur son patrimoine de principes, en ce sens qu'il les respecte dans le même temps qu'il s'estime dispensé d'en discuter contradictoirement avec qui que ce soit.

Les exemples historiques sont si clairs que l'on peut se passer de les citer : une autocritique féroce a distingué tous les partis qui parcourent le véritable périple de la fécondité révolutionnaire et de l'expansion de leur puissance.

Ceci est surtout vrai pour le marxisme révolutionnaire qui rejette toute métaphysique et tout à-priorisme, pour asseoir l'exactitude de ses principes sur la dialectique d'une véritable démonstration permanente au travers de l'histoire et de l'action...

Quand ensuite on caguète du léninisme comme d'un système dont nous serions par définition les adversaires, et que l'on veut nous étouffer sous l'incisibilité des personnages de ce système, la contradiction devient encore plus scandaleuse. En réalité, le plus inquiétant dans le léninisme de certains c'est la tendance aux variations, aux évolutions audacieuses, c'est la facilité de dire : " il est permis de toujours douter de ce que nous donnions hier pour assuré.". Dans ce débat, nous, nous sommes les soi-disant dogmatiques, nous qui demandons une sauvegarde - rationnelle et dialectique - de certains points fixes dans la façon de procéder; et l'on nous répond au contraire depuis des années en suivant de très loin dans les faits ce qui était vraiment dans l'

esprit de Lénine (mais avec bien d'autres garanties contre toute évolution vers le pire) c'est-à-dire le précepte suivant : rien ne peut être exclu qui puisse demain matin être juste de dire ou de faire. Eh bien, ce sont justement ceux qui se réclament de Lénine et qui ont voulu lui fabriquer un système posthume personnel qui veulent ériger cela en dogme intangible et immuable. Et ce sont eux, en réalité, qui continuent à improviser et à zigzaguer. Mais ils veulent seulement se prémunir contre toute objection et toute critique en monopolisant le droit de dire qu'ils agissent ainsi parce qu'ils sont les fidèles continuateurs de la pensée léniniste authentique sous le drapeau de laquelle nous devrions voir transiter dieu sait quoi.

Leur rigidité à l'égard du " système " léniniste est un article à usage interne. Lénine se défaisait de ses contradicteurs à l'aide d'une méthode opposée, faite de réalisme et non d'autoritarisme, d'expérience vécue et non de recours à un quelconque évangile. Le camarade Perrone (1) pose la question de façon simple et claire lorsqu'il déclare que tout ce que les dirigeants de l'Internationale disent et font, est matière dont nous revendiquons le droit de discuter. Et discuter signifie pouvoir mettre en cause ce qui serait mal énoncé et mal fait, indépendamment de toute prérogative attribuée à des groupes, des hommes et des partis. S'agit-il de répéter la vieille apologie de la liberté de penser et de critiquer comme droit de l'individu ? Certes non. Il s'agit d'établir le mode physiologique de fonctionnement et de travail d'un parti révolutionnaire qui doit conquérir et non conserver les acquis du passé, qui doit envahir les territoires de l'adversaire et non enfermer les siens dans les tranchées ou derrière des cordons sanitaires (2).

Dans l'état d'esprit qui est en train de faire son chemin parmi les éléments directeurs de notre mouvement, nous commençons à voir le danger véritable du défaitisme et du pessimisme latents. Au lieu de réagir virilement contre les difficultés qui encerclent en cette période l'action communiste, au lieu de discuter courageusement des périls multiformes et de rétablir contre eux les FONDÉMENTS vitaux de notre doctrine et de notre méthode, ils veulent se réfugier dans un système intouchable. Leur grande satisfaction est, en s'aidant largement du " qui a osé dire du mal de Garibaldi ", en s'ingéniant à rechercher les idées supposées et les intentions secrètes non encore dévoilées, d'assurer que Pierre ou Paul ont contrevenu aux ordonnances inscrites sur leurs tablettes, pour ensuite s'écrier : ils sont contre l'Internationale, contre le léninisme. Voilà un exemple mignon de la façon dont a été fabriqué un article sur ce que j'aurais dit dans une réunion du parti, rapporté et ponctué à sa guise par l'autour. Mais laissons cela ; l'étrange est que le point de départ devienne le point d'arrivée : en fait, je serais contre le léninisme sous couleur de le défendre ! Au contraire, pour les contradicteurs tout est dit : ils ont encore une fois utilisé les grandes ailes du nom de Lénine pour y réfugier leur incapacité personnelle. Et les voilà heureux. Maintenant que devrait-on dire si une pareille méthode se généralisait ?

(1) Cf. Invariance n° 9 - p. 142.

(2) Après 1945, en revanche, Bordiga considéra nécessaire de dresser un cordon sanitaire autour du regroupement - organisation de travail - ; il définissait alors la situation historique comme une situation de profond recul révolutionnaire.

On devrait dire ceci : parmi tant de bavardage sur la stratégie, la manoeuvre et la conquête des masses, on ne trouve pas en réalité la force d'élargir notre influence et nous réduisons notre objectif à maintenir rassemblés les adhérents déjà acquis, n'hésitant pas à démembrer le mouvement là où surgissent des initiatives de discussions et de critiques.

Ceci serait la véritable et la pire liquidation du parti et de l'Internationale, accompagnée de tous les phénomènes caractéristiques et bien connus du philistinisme bureaucratique, dont un des symptômes est l'optimisme aveugle d'officine : tout va bien et qui ose en douter n'est qu'un importun à mettre au plus vite dehors. Mais nous nous opposons justement à cette mode parce que, confiants dans la cause communiste et dans l'Internationale, nous nions que celle-ci doive en être réduite à dilapider vulgairement " son patrimoine " de puissance et d'influence politique.

On peut faire, à tout ce que nous avons dit, une objection de caractère organisationnel : il va de soi qu'en discutant avec des adversaires ou des éléments non encore convaincus par notre foi politique, nous devons mettre, comme base de discussion, tout notre bagage d'idées sur la table anatomique du doute; mais si on voulait procéder ainsi dans tout le travail interne du parti, sa solidité organisationnelle et disciplinaire s'en irait au diable. Mais l'objection n'a aucune consistance. Au contraire, nous ne disons pas qu'on doive toujours et partout tenir des discussions comme dans la période actuelle précédant le Congrès. On peut très bien admettre que dans un parti comme le nôtre, toute possibilité de critique soit suspendue pour un temps plus ou moins long, et, de plus, dans l'action, la discipline d'exécution est toujours nécessaire. Mais si la discussion se déroule comme cela se fait très fréquemment dans toutes les sections de l'Internationale et, comme tout le monde le sait, plus fréquemment que dans notre parti, nous soutenons, afin que cette discussion soit utile et non néfaste, qu'elle doit se développer sur la base du critère que nous défendons. Et enfin, il est impossible de faire, et le peuvent encore moins ceux qui sont pour de larges bases organisationnelles du parti, une distinction rigide entre le travail de propagande auprès des camarades et le travail de propagande parmi les masses : il est stupide d'habituer le camarade que nous voulons envoyer dans l'usine et ailleurs pour convaincre les travailleurs d'un autre parti ou sans parti, à liquider toutes les questions que l'on doit apprendre à travers le travail politique interne du parti, à l'aide d'un "ainsi a dit notre Exécutif" ou d'un " c'est ainsi qu'il est écrit dans le programme de mon parti ". Toute propagande et toute agitation seraient détruites par une pareille éducation de nos camarades.

Notre prise de position contre la bolchévisation et contre les cellules a provoqué un bruit énorme. Nous pouvons considérer que sous les ripostes précises de nos camarades, la tentative grossière de nous salir sur la question de la nature du parti et de la fonction des intellectuels a fait faillite (1). De même, en ce qui concerne les cellules, la chose a été précisée et notre position peut se schématiser ainsi. Le type d'organisation du parti ne peut, par

(1) Cf. à ce sujet : " La fonction historique des classes moyennes et de l'intelligence ". Conférence d'A. Bordiga du 22. 03. 1925.
Voici la conclusion - assez semblable à celle de Gorter dans sa " Réponse à Lénine"(1920) :

" Nous avons une fonction originale qui s'explicitera au maximum le jour où il sera finalement clair que ces classes - tampon (cuscinetto), ces classes intermédiaires, n'ont aucun droit à représenter quoi que ce soit dans l'histoire.

Voilà pourquoi nous devons affirmer qu'il y aura un moment où le prolétariat devra faire par lui-même, un moment où il n'aura pas d'alliés, mais se trouvera devant un front unique d'ennemis ".

lui-même, assurer son caractère politique où le garantir contre les dégénérescences opportunistes. Il n'est donc pas exact de dire que le parti social-démocrate se définit par sa base territoriale, et le parti communiste par la base d'entreprise. La base des cellules d'usine, utile en Russie pendant la période tsariste et à laquelle il ne faut pas s'en tenir ensuite, nous ne la trouvons pas adéquate dans les pays de capitalisme avancé à régime politique démocratique bourgeois. (Mon travail ancien et repêché par je ne sais qui - sur les forces sociales et politiques en Italie, démontre pourquoi le fascisme ne se différencie pas pour nous du régime démocratique bourgeois (1).) Différentes sont les cellules d'usine dont parlent les thèses du II^e Congrès, dont parlent les documents de la fraction communiste avant Livourne, documents rédigés, en accord, par les ordinovistes et par nous. Il s'agit uniquement des cellules dont on parle dans les polémiques contre la tactique syndicale du maximalisme. Elles furent pleinement réalisées par notre parti et répondirent parfaitement à leur but. C'est à elles que l'on peut attribuer encore aujourd'hui tout ce que font de bien les fameuses cellules là où elles existent. Les plus modestes militants du parti ont vu le truc tenté à ce propos par nos contradicteurs.

Nous ne sommes pas, nous, contre les cellules d'usine, ni contre les groupes inscrits au parti existant dans les usines avec des fonctions précises; seulement nous demandons que le réseau territorial ne soit pas supprimé et qu'il soit considéré comme l'armature fondamentale de l'activité politique du parti, en tant qu'encadrement organisatif et instrument de manœuvre dans les mouvements prolétariens, conjointement aux organisations d'usines : syndicats, coopératives, etc...

Mais allons un peu plus loin dans cette affaire de la bolchévisation et précisons notre défiance ouverte à son égard. Dans la mesure où elle se concrétise par l'organisation en cellules dans laquelle prédomine la trame omnipotente de fonctionnaires sélectionnés à l'aide du critère du respect aveugle dans une recette qui se voudrait être le léninisme; dans la mesure où elle se réalise dans une méthode tactique et de travail politique qui s'illusionne de pouvoir trouver le maximum de réaction exécutive aux dispositions les plus inattendues; dans la mesure où elle se réalise dans une orientation historique de l'action communiste mondiale dans laquelle le dernier mot devrait toujours se trouver dans les précédents du parti russe interprétés par un groupe privilégié de camarades : nous considérons que la bolchévisation n'atteindra pas ses propres buts et qu'elle affaiblira le mouvement. Nous la jugeons une mesure inadéquate pour réagir contre l'absence de succès de nombreuses expériences tactiques d'une méthode qui prévaut dans l'Internationale, à l'encontre de nos critiques. Plutôt que d'utiliser des remèdes courageux, il nous semble que l'on veut remédier à la situation par cette bolchévisation qui, au lieu d'être un renforcement, constituera une sorte de cristallisation et d'"immobilisation" du mouvement révolutionnaire communiste, de ses initiatives spontanées et de ses énergies. Le processus est renversé, la "synthèse" (aux armes ...!) précède ses éléments, la pyramide, au lieu de s'élever assurée sur sa base, se renverse, et, on équilibre plus qu'instable, se dresse sur son sommet.

Le contact avec les masses et le lancement intensif de mots d'ordre arrêté par le nouveau système sont des phrases auxquelles, plus qu'une dissertation, peut répondre l'expérience des camarades de la périphérie.

(1) Publié dans " Communisme et fascisme ". Ed. Programme Communiste. p.65-80.

Le plus souvent le parti court après sa queue; il fait des ronds et ne réalise rien. Tout cela passe pour un succès du point de vue officiel, un point c'est tout. Par exemple nous ne sommes pas contre la constitution de Comités ouvriers et paysans s'ils ne sont pas un bloc de partis ni ne prétendent être les Soviets, mais s'ils sont une initiative de front unique de la classe ouvrière issue de la base et sur le principe des organismes économiques et naturels du prolétariat. Au contraire, nous sommes contre leur constitution accompagnée d'un abus incroyable de littérature vide autour d'eux.

0 0

0

Tout ce qui précède peut être considéré comme très général. Venant aux choses concrètes, essayons de donner une version authentique de la portée de notre différend avec l'Internationale.

Nous n'avons aucun différend avec le programme de l'Internationale, compris non seulement dans le sens historique et théorique, mais aussi en tant que document précis élaboré par Boukharine et approuvé par le V^o Congrès. D'un document aussi volumineux, nous aurions voulu que soient éliminées seulement deux ou trois lignes sur la question des manoeuvres tactiques contingentes parce que cela nous semblait devoir être liquidé " de façon séparée ".

On y disait que le corps de doctrine de l'Internationale serait le " léninisme " et que c'est un système dont nous nous écartons fondamentalement.

Charmante, avant tout, l'affirmation ordinoviste que le léninisme est une conception totale du monde et pas seulement du processus de la révolution prolétarienne. Parfait, mais comment concilier cela avec l'adhésion des leaders ordinovistes à la philosophie idéaliste; à la conception du monde propre non à Marx et à Lénine mais aux néo-hégéliens et à Benedetto Croce? Est-il vrai que les différends avec l'internationale soient criminels lorsqu'ils sont proclamés loyalement et soient tolérés quand ils sont tenus cachés? Il nous semble que c'est justement des différends tortueusement cachés mais non liquidés par la " reconnaissance de l'erreur " tant vantée que surgit le danger, la véritable incubation propre à l'opportunisme du demain. Lénine a écrit des ouvrages fondamentaux contre le prétendu communisme à base idéaliste. De la bouche de Zinoviev lui-même sont sorties de récentes excommunications contre des tentatives modernes du même genre, qualifiées comme un indice certain d'opportunisme (selon Zinoviev, l'opportunisme est toujours possible, et, quand cela sera, il viendra avec moi dans la ... fraction de gauche: c'est de la polémique, mais de la polémique un tout petit peu plus bolchévique.) Mais l'ordinovisme continue, imperturbable, à adorer Croce, à constituer une véritable " école " (attention !) de philosophie " napolitaine ", et à défendre le léninisme comme un système et une conception du monde. Et dire qu'un de nos contradicteurs passa résolument à l'ordinovisme au moment même où, comme il l'a dit, il "abordait Croce ". Point d'arrivée : B. Croce, point de départ Andria, gros centre du Val d'Aoste : peut-on être plus qualifié pour tonner contre le communisme à la napolitaine...?

A la base de notre mouvement se tient un système théorique qui est une conception totale du monde : il s'agit du marxisme, du matérialisme historique, qui eut en Lénine le plus ferme des partisans. Il n'est pas nécessaire et il l'aurait été encore moins pour Lénine, de l'appeler léninisme. Mais quels furent les rapports de Lénine avec ce système? Si, par rapport à ce dernier, Lénine avait été révisionniste, on s'expliquerait bien le terme léninisme. Mais il s'est battu implacablement contre les révisionnistes des différentes écoles en leur contestant à l'aide d'arguments formidables le droit d'utiliser le nom et la tradition marxistes. Il défendit son orthodoxie avec les arguments de l'histoire vivante conjointement à une exégèse puissante de l'oeuvre des maîtres poussée jusqu'à la minutie, extrayant de chaque nuance, de tous les derniers replis des textes, le contenu des confirmations apportées par l'histoire à la vision précédente (conception du monde, n.d.r.)

Dans ma conférence sur Lénine (1) (non publiée en Russie, où il semble que l'on estime Lénine insuffisamment pour se passer d'une révision préventive de ce qui n'a pas été " espionné ") j'ai précisé mon jugement sur son oeuvre. Il se présente avant tout comme le "restaurateur du marxisme" sur le plan de la théorie et du programme politique, c'est-à-dire de la conception du processus émancipateur du prolétariat; comme le réorganisateur, de ce fait, du mouvement international prolétarien sur des bases révolutionnaires, et le réalisateur grandiose de la première grande victoire révolutionnaire en Russie, action dans laquelle se vérifia une intégration complète des conceptions du marxisme par lui restaurées.

Nous avons en Lénine, ensuite, celui qui compléta, pour une part très importante, le marxisme. Son interprétation de la phase impérialiste du capitalisme, ses formulations de la question agraire et nationale, que nous acceptons (et si l'on veut des précisions : dans la lettre du programme de Boukharine, ainsi que je l'ai déjà dit), sont des contributions fondamentales au développement de la méthode et du système marxiste, qu'il tenait à relier pas à pas aux déclarations explicites de Marx et d'Engels en la matière, vérifiées et intégrées par l'ensemble des événements ultérieurs. Celui qui croit nécessaire d'appeler non plus marxisme mais léninisme la critique, par exemple, de la phase la plus récente du capitalisme, laisse entendre que Lénine y aurait modifié quelques unes des thèses historiques et économiques de Marx, et il ne peut traiter Graziadei de révisionniste quand il prétend déduire des caractères de la nouvelle phase un démenti aux théories économiques fondamentales contenues dans le CAPITAL.

Nous ne voyons donc pas la nécessité de changer le nom de notre système doctrinal et politique de marxisme en léninisme, mais nous n'en ferons certes pas une question de termes, et l'identité des deux étant établie - sur le témoignage de Lénine lui-même et de nul autre - nous pouvons en user indifféremment.

Si par léninisme, on entend admettre pour vrai tout ce qu'il plaît d'affirmer à ceux qui se proclament les véritables et les plus grands léninistes, il ne nous resterait plus alors qu'à sourire. Nous nous réservons le droit de soutenir et de prouver que bien des opinions des léninistes étiquetés sont avant tout anti-léninistes et anti-marxistes.

Si par léninisme on entend faire jurisprudence de toute et n'importe quelle affirmation de Lénine durant sa vie, alors nous pouvons encore moins être d'accord. Plusieurs fois nous nous sommes opposés aux thèses de Lénine et nous avons énoncé tranquillement des opinions différentes. Ceci, je le revendique seulement pour répondre à l'assertion stupide que nous aurions, nous les gauches,

(1) Cf. " Programme communiste ". n° 12 - 1960.

attendu la mort de Lénine pour ouvrir l'offensive critique contre l'Internationale. Nous avons discuté et critiqué Lénine vivant et parlant, et nous n'avons pas été toujours pleinement convaincus par ses contre-affirmations. Mais ceci ne nous ôte pas le droit de dire, tout en maintenant ces différends loyaux, que nous considérons de nombreuses initiatives et directives de l'Internationale depuis la mort de Lénine comme éloignées de sa pensée et de sa méthode. Nous avons par dessus tout le droit de refuser de considérer comme léniniste la plus grande partie des élucubrations de notre centre ordinoviste. Lénine accepta les thèses de l'"Ordine Nuovo" de 1920, dans la mesure où elles contenaient dans leur substance la critique commune du maximalisme opportuniste. Ces thèses furent adoptées par la section de Turin composée dans sa majorité d'abstentionnistes. Et ce fut seulement sous le poids de nos pressions que l'ordinovisme comprit la thèse léniniste de la scission du parti italien d'avec les réformistes : jusqu'après Bologne c'est lui qui chantait les hymnes à l'unité du parti avec " Bordiga et Turati ". Nous ne rejetâmes pas les actions communes auxquelles nous sacrifiâmes tout, mais les centristes actuels repoussèrent à Bologne (Octobre 1919) notre proposition d'abandonner le préalable à l'abstentionnisme, à condition qu'ils posent eux-mêmes la question de l'expulsion des réformistes du parti. Lénine reconnut - tout en désavouant notre abstentionnisme - dans les thèses ordinovistes ce que nous leur avons obligé à apprendre et qu'avec beaucoup de retard, toutefois, ils avaient répété.

Une fois éclairci ce point : l'ordinovisme est un système ni marxiste ni léniniste qui contient des dangers non négligeables de déviations des directives du parti - arrêtons-nous à la question des désaccords effectifs entre nous et Lénine.

Nous partageons en substance sa position tactique clarifiée dans le livre sur la maladie infantile du communisme (1). Nous ne fûmes jamais ni blanquistes ni putchistes ou bien partisans d'attitudes esthétiques pour résoudre les problèmes de l'action marxiste. Ceci est clairement exposé dans les articles de 1922, dans l'attitude de notre délégation au troisième Congrès où une discorde fut en partie due à la grande facilité d'improvisation d'un des centristes actuels (2) qui fera bien d'en prendre finalement la responsabilité. Dans les thèses de Rome, il n'y a aucune trace de la théorie de l'offensive sur laquelle on se battit au Troisième Congrès et qui fut étrillée par Lénine. Ceci dit pour la simple vérité, car moi aussi j'ai subi des éreintements de Lénine et ils ne m'ont pas convaincu.

Nous estimons la méthode tactique de Lénine incomplètement exacte, en ce qu'elle ne comporte pas les garanties contre les possibilités d'application qui, en étant superficiellement fidèles, perdent la finalité révolutionnaire profonde qui anima toujours tout ce que Lénine soutint et fit. Nous estimons trop universelles certaines généralisations des expériences tactiques russes des situations dans lesquelles il y a en plus les difficultés que ces expériences ne rencontrent pas, telles que le régime démocratique et le long empoisonnement démocratique du prolétariat. Dans ma Conférence, j'ai dit que Lénine ne nous laissait pas le problème de la tactique résolu et consolidé à l'égal de celui de la doctrine. Un tel problème est encore ouvert, c'est-à-dire qu'il devra passer au

(1) On peut comparer avec le commentaire de cet ouvrage qu'il fit en 1960.

(2) Il s'agit de Terracini.

travers des expériences et des erreurs ultérieures. Toutefois nous affirmons que la solution tactique de Lénine, telle qu'il la trouvait toujours, tout en accomplissant des évolutions qui nous semblaient risquées ne sortait jamais du terrain des principes. Ce qui veut dire qu'elle n'était jamais en contradiction avec les buts révolutionnaires ultimes du mouvement. (1)

S'il était possible de faire, à partir des sources, une étude attentive des dernières manifestations de Lénine, cela nous permettrait peut-être de conclure qu'il en arrivait à baisser peu à peu la grande herse de la liberté de tactique. A plusieurs reprises, il écrivit s'être trompé au Troisième Congrès en ayant cogné plus sur la gauche que sur la droite; danger encore présent pour lui. La tactique adoptée à la Conférence des Trois Internationales le fit un peu enrager (2). Pour moi, il ressort de témoignages indiscutables qu'il ne fut pas favorable à la fusion avec le parti maximaliste préconisé au 4^e Congrès. Mais ces détails pourraient souffrir de spéculations et je les abandonne pour affirmer ceci : après Lénine on a dévié de la saine ligne tactique communiste et ceci démontre qu'il y avait une erreur initiale partielle dans ces mêmes directives tactiques que Lénine voulait expérimenter à l'échelle internationale.

0 0

0

Où en sommes-nous donc de notre différend sur la tactique actuelle des dirigeants de l'Internationale ? A l'époque des articles de 1922, j'affirmais nettement que le désaccord sur la tactique reposait sur les principes communistes et marxistes. Successivement, sur d'autres points précis, nous avons dû, nous autres de la gauche, pousser plus loin notre critique, tout en demeurant dans les limites d'une commune finalité révolutionnaire.

Quelqu'un qui veut généraliser cette affirmation d'alors fut avec moi et plus sévère que moi dans le pessimisme sur l'évolution future. Je ne veux pas faire des questions de personne ou m'amuser à confondre nommément certains contradicteurs. Passons outre. Il est certain que lorsque nous fûmes en présence de la formule du gouvernement ouvrier, nous affirmâmes nettement qu'il ne s'agissait plus seulement d'une solution tactique inopportune et peu efficace, mais d'une véritable et nette contradiction avec notre corps de doctrine, marxiste et léniniste; et, précisément en contradiction avec la conception du processus de libération du prolétariat dans lequel on insérait, fût-ce partiellement, la possibilité illusoire de solutions pacifiques et démocratiques.

(1) Au sujet de la tactique, cf. " Les thèses de Rome " - 1922.

(2) Cf. l'article de Lénine " Nous avons payé trop cher " - tome 33 - pp. 336-340. La Conférence des trois internationales eut lieu à Berlin du 2 au 5 - 04 - 1922. sur l'initiative de l'internationale 2 1/2 qui publia un appel pour un congrès ouvrier mondial.

On nous répondit que nous nous trompions, qu'il ne s'agissait pas du tout d'une possibilité historique différente, d'une solution politique fondamentale du problème de l'Etat, du pouvoir, mais seulement d'un mot d'ordre " d'agitation ", du synonyme célèbre de la dictature du prolétariat. Après les mésaventures allemandes bien connues sur la tactique du gouvernement ouvrier et du front unique politique qui se révélaient être, dans la conception de ceux qui l'appliquèrent - à Berlin comme à Moscou - comme une véritable illusion de pouvoir modifier les termes du problème révolutionnaire central au travers d'une collaboration avec la gauche social-démocrate, il fut évident qu'il est dangereux de laisser survivre certaines formules, même quand elles se présentent sous la parure innocente de revendications formulées dans un but de propagande. La question était et demeure importante au milieu des formulations du 4° et du 5° Congrès. Les événements postérieurs ont confirmé la légitimité de notre opposition sur ce point, qui n'est pas accessoire mais fondamental. La façon dont a été réglée la question allemande est toute autre que satisfaisante. Ces affirmations sont sommaires, mais il m'importe de définir encore une fois l'étendue et les limites du désaccord. Nous nous trouvons aujourd'hui en présence d'une tactique nouvelle. Le dernier Exécutif élargi a fourni une nouvelle analyse de la situation. Il est indéniable qu'elle se présente sous des aspects moins favorables que dans les années passées. Mais le diagnostic " stabilisation ", fut-il même relatif, (on peut trouver cent formulations qui ménagent la chèvre et le chou), ce diagnostic est préoccupant dans la mesure où il provient des éléments qui à notre avis et d'après leurs affirmations attribuent à l'examen des situations une valeur décisive dans la mise au point de la ligne tactique.

La tactique nouvelle se présente comme un repli dans la mesure où elle affirme : la question de la conquête du pouvoir ne se posant plus de façon immédiate, et, en maintenant intacts les principes solides de notre programme politique, nous devons, dans l'action, viser à des résultats plus modestes. Et l'on présente ceux-ci comme étant l'établissement de régime de "gauche" dans des pays différents. La thèse archi-vieille revient avec des mots nouveaux : un régime de liberté politique serait la condition indispensable pour la progression ultérieure de la classe ouvrière. Cette thèse est objectivement fautive aux trois quarts, et, pour la part qui est juste, reste terriblement dangereuse. Dans certaines situations, la lutte du prolétariat a pu être favorisée par la présence d'un gouvernement démocratique - dans d'autres ce fut le contraire - mais il y a TOUJOURS une autre condition pour le succès de la lutte révolutionnaire : l'indépendance et l'autonomie de la politique menée par le parti de classe prolétarien.

Ce problème - et cela se relie à notre critique du mode de travail des organismes de l'Internationale, et par dessus tout, pour tout ce qui concerne la préparation et la résolution des questions à soumettre à la discussion internationale - ce problème a été posé comme d'habitude, de façon quasi improvisée et avec une préparation inadéquante.

Nous sommes alarmés par cette façon de procéder des éléments dirigeants, lorsqu'ils en viennent à présenter de nouvelles perspectives qui, examinées attentivement, seraient apparues comme bonnes à rejeter, tandis qu'avec un système pareil, elles finissent par s'imposer au travers d'un faux éclairage. Nous n'identifions pas ce processus avec celui de l'opportunisme des vieux partis social-démocrates, comme on voudrait nous le faire dire, mais nous relevons qu'une parenté toute lointaine soit-elle, s'établit et cela doit nous suggérer de changer sérieusement de route. Peu de semaines après le débat complexe du 3° Congrès, le " front unique " dont rien n'avait été dit au cours de ses délibérations, vint au jour. Le " gouvernement ouvrier " apparut seulement après les

décisions de l'Exécutif élargi de février 1922, disparut ou s'estompa en partie dans les décisions du 4^o Congrès, pour servir de base ensuite à la tactique en Allemagne. Ce n'est qu'à la fin du 5^o Congrès, et avec des réticences croissantes, que filtra quelque chose de l'autre grave question de la proposition d'unité avec Amsterdam (1). La tactique nouvelle, comme d'habitude, est un fait accompli avant qu'un organe international l'ait examiné. Alors que nous avons toujours demandé qu'en matière de tactique, les décisions soient impératives et préventives, non posthumes.

C'est par exemple avec un étonnement très vif que l'on entend la justification de la proposition de l'anti-parlement sur l'Aventin faite par notre parti. Cette proposition à l'impudente saveur démocratique toute cavalcottienne, savonarolienne et pire même, n'a pas pour nous droit de cité dans le camp du communisme. Elle viole non seulement les règles tactiques, mais nos principes eux-mêmes. Quand nous nous efforçons de prouver que le front unique " au sommet " se trouve tout juste toléré, exceptionnellement, dans les thèses tactiques, c'est-à-dire la méthode habituelle de propositions aux chefs des autres partis, et encore pour les soi-disant partis ouvriers seuls, mais qu'il est inouï de faire des démarches du même genre en direction des partis qui sont officiellement les défenseurs de l'ordre bourgeois, savez-vous comment l'on nous répond ? Votre erreur à vous, les gauches, est de prendre la proposition de l'anti-parlement pour un cas d'application du front unique. Sacrebleu ! Mais de quelle espèce de tactique s'agit-il donc ? D'une tactique qu'aucune décision n'a prévu, dans aucun Congrès, mais qui surgit tout à coup. Et de la même manière surgit cette autre thèse sur laquelle jamais l'on n'a discuté et que l'on a consacré parce qu'elle aussi a été avalée par ceux qui se refusent à voir nos propositions de principes, thèse selon laquelle c'est une obligation pour le parti communiste de manoeuvrer de telle manière qu'Hindenburg ne réussisse pas ou que Poincaré ne gagne pas aux élections. Ce n'est pas pour mentionner les deux situations, et deux procédés, mais pour définir le problème, que nous affirmons ceci : nous nions qu'il soit possible d'arriver, avec un tel relâchement dans les méthodes d'action, à affirmer que tous les buts contingents soient admissibles pour l'activité du parti communiste, et tous les moyens utilisables, pourvu que subsiste une référence avouée, abstraite ou théorique, aux thèses communistes sur la dictature du prolétariat et l'insurrection : c'est en cela même que l'opportunisme a triomphé par ses méthodes pernicieuses en proclamant qu'il s'agissait d'opérations contingentes et transitoires qui n'excluaient pas le but de la poursuite du socialisme et du triomphe de la révolution. Il ne s'agit pas de suspecter de parti pris révisionniste les dirigeants du mouvement, mais d'établir en accord, les garanties pour que l'action de tous ne glisse pas sur la pente des vieilles et des terribles erreurs. Nous demandons quelles seront les précautions prises pour qu'une tactique à ce point semblable au possibilisme en ses aspects et en bien des raisonnements, conserve une direction et un développement qui doivent être diamétralement opposés. Et comme de ces précautions, ni nous n'en voyons mises en oeuvre, ni nous croyons qu'il puisse en exister, nous demandons l'exclusion expresse des manoeuvres et des actions tactiques qui ne peuvent qu'entraîner le prolétariat sur une autre voie que celle des fins communistes.

Ayant ainsi sommairement établi et délimité nos différends, nous en ce qui concerne la doctrine et le programme de l'Internationale, de Marx et de Lénine, limités quant aux méthodes tactiques que Lénine préconisait, graves en ce qui concerne les dégénérescences ni marxistes ni léninistes auxquelles semble

(1) Il s'agit d'une union avec la fédération syndicale internationale.

se prêter la tactique aujourd'hui adoptée par les dirigeants de l'Internationale, nous attendons non pas le hurlement habituel : voilà qu'ils taxent l'Internationale d'opportunisme; ils méritent sans autre procès la crucifixion, mais nous attendons la démonstration sérieuse de ce qui distingue les garanties qui peuvent servir à séparer invinciblement la pratique de l'opportunisme de l'expérience réussie des manoeuvres stratégiques telles que celles du gouvernement ouvrier. Pour nous la conclusion est négative. Il faut condamner et abandonner les méthodes pareilles. Lorsque la situation ne permet pas la lutte pour le pouvoir, ce n'est pas pour cela que le parti communiste cesse d'avoir une tâche politique et d'avoir une action qui dépasse celle d'une école de propagande. L'attitude qu'assume publiquement le parti dans le développement de la lutte - même au cours de la phase de retraite - jouera un rôle déterminant sur le succès ou l'insuccès qui lui sera réservé dans la période de reprise future, en vainquant ou non les complexes résistances contre-révolutionnaires. Un brillant exemple de ces possibilités nous fut donné par la récente situation italienne où - bien qu'en face d'un pouvoir qu'on ne pouvait renverser - beaucoup aurait pu être fait et si peu le fut. (°)

0 0

0

(°) Ce texte fut republié dans " il programma comunista " n° 11. 1958. précédé d'une prémisse explicative dont voici la traduction :

" L'article qui suit parut en juillet 1925 dans " Stato operaio ", au cours de la discussion qui préluda au 3° congrès du parti communiste d'Italie de janvier 1926 à Lyon.

" Depuis 1923 la direction du parti était passée, par décision de l'Internationale, au courant centriste, bien que comme cela apparut à la conférence de Côme de 1924, la grande majorité approuvât les directives de la gauche; directives qui avaient guidé le parti depuis sa constitution à Livourne en 1921.

" La gauche s'opposait à l'orientation tactique et politique de l'Internationale communiste. Cet écrit confirme qu'il s'agissait d'une lutte contre le surgissement du péril révisionniste, le même qui avait infesté la II° Internationale.

" Il est facile de voir comment les prévisions d'alors, dans le parti italien, se sont vérifiées avec une plus grande gravité que celle qui était crainte, et, cela, au travers de la victoire du centre fidèle aux stalinien de Russie et la suffocation de la voie de la gauche, advenue au congrès de Lyon, grâce à de bas expédients, une fois encore, à l'encontre de l'orientation prépondérante parmi les rangs du parti italien.

" Nous ne voulons pas interrompre l'écrit d'alors par des notes qui en fragmenteraient la compréhension, mais étant donné qu'il sera probablement lu par des jeunes qui n'ont pas vécu cette période et qui ne peuvent pas connaître toute l'histoire, nous nous limiterons à faire précéder cette republication, 32 ans après, par quelques indications explicatives, très sobres.

" Les discussions entre la gauche italienne et l'internationale communiste dont nous espérons, dans peu de temps, publier la documentation originale, se développèrent au II^o, III^o, IV^o et V^o congrès de Moscou et au plénum de l'exécutif. Le dernier congrès avait eu lieu en 1924 et la majorité avait admis parmi les actions tactiques que les communistes devaient adopter, celles du "front unique" et du "gouvernement ouvrier". De plus en 1925 la lutte contre l'opposition de Trotsky était en plein développement. Cette opposition comme la nôtre, plus précisément après la nôtre, dénonçait les périls de dégénérescence au sein du parti russe lui-même. Une autre question fut mise à l'ordre du jour, celle de la " bolchévisation " qui concernait la vie interne du parti en tant qu'organisation de base et en ce qui concerne les directives politiques de la centrale dirigeante.

" Nous dirons quelques mots sur le contenu de ces questions et sur le contenu de celles propres à la situation en Italie où, depuis 1922, le fascisme était au pouvoir, ayant écrasé l'opposition des partis bourgeois et sociaux-démocrates. Il s'agissait donc de résoudre le problème des rapports du parti communiste avec ces partis. A l'époque des luttes qui suivirent l'assassinat de Matteotti, l'opposition avait abandonné le parlement en formant un antiparlement sur l'Aventin, les communistes italiens dirigés par les centristes avaient suivi un tel mouvement de style libéral-démocratique. Stigmatisés ensuite par la gauche et par tout le parti, les centristes avaient abandonné l'Aventin en faisant rentrer au parlement les députés communistes que les fascistes expulsèrent par la violence.

" Le front unique. Les partis de la 3^o internationale surgirent de scissions d'avec les vieux partis socialistes qui avaient trahi la classe ouvrière. Dans les premières années de l'après-guerre il apparut que les masses suivaient toutes l'internationale de Moscou mais les insuccès révolutionnaires firent en sorte qu'une partie des travailleurs deleurra sous l'influence opportuniste. La gauche s'opposa à la proposition d'inviter ces partis socialistes à une action commune, dans le but illusoire d'en détacher les masses et soutint qu'on devait agir sur elles en dénonçant ouvertement la trahison des sociaux-démocrates. Il n'y avait pas besoin de preuves pour cela.

" Comme c'est rappelé dans l'article, le " front unique " engendra le " gouvernement ouvrier ". Celui-ci apparut quand la situation moins favorable excluait que les partis communistes puissent conquérir le pouvoir, actualiser la dictature prolétarienne; on prétendit qu'il convenait de favoriser la formation (au sein du parlement quoiqu'en dirent Zinoviev et les centristes) d'un gouvernement de coalition socialiste et communiste, en le considérant comme un point de passage utile, ce que la gauche contesta fièrement.

" La " bolchévisation " est l'organisation du parti non plus selon des sections territoriales mais sur la base des " cellules d'entreprise "; elle tendait à faire taire les oppositions à ces tactiques douteuses et, en Russie, celle s'élevant contre l'orientation visant à renoncer au contenu classiste et internationaliste de la révolution d'octobre.

" Dans la cellule le communiste rencontre seulement des camarades avec lesquels il a en commun l'intérêt particulier de catégorie et d'entreprise, horizon bouché d'où s'efface toute vision de classe et de lutte révolutionnaire. La politique devient ainsi monopole de l'appareil et la vie du parti s'enkylose.

" La position de la gauche est que le parti constitue un élément moteur et actif, non passif, dans la classe et ses organismes économiques syndicaux ou d'entreprise, comme dans l'Etat révolutionnaire parce que c'est seulement dans

le parti que sont dépassés les particularismes de temps et de lieu dans le jeu desquels réside la virulence du mal opportuniste. Les faits ont aujourd'hui justifié cette vision dialectique de la fonction du parti qui est au-dessus de la protestation " trotskyste " contre la violation de la démocratie et qui revendique la prééminence du parti, la centralisation organique de son action, de même qu'il revendique pour sa part la gestion de la dictature révolutionnaire.

" C'est justement en Italie que ces formes de déviations engendrèrent, de façon anticipée, la corruption des principes. Les positions du centre s'orientaient vers le bloc bourgeois qu'ils réalisèrent ensuite dans les comités de libération nationale, dont les comités ouvriers et paysans de 1925 en étaient la feuille de vigne.

" L'opportunisme de la thèse stalinienne ne veut plus proclamer que l'on ne détruit la guerre qu'avec la révolution, qu'à la dictature bourgeoise il n'y a pas d'autre alternative que la dictature communiste. Il met de côté révolution et communisme; il se vend à qui se contente d'une démocratie et d'une paix capitalistes.

" La gauche communiste qui alors apparaissait battue, l'avait flétri trente ans à l'avance.

" Au 3^o congrès de Moscou en 1921 il y avait alors dans la délégation italienne Terracini et Grieco, alors gauches fervents qui soutinrent, de façon vraiment puérile, " l'action violente directe et frontale ", recevant ainsi de Lénine une volée plus que méritée, et rendant un mauvais service à la cause de la gauche. Au moment de cette polémique ils avaient déjà viré casaque. C'est à cela que le texte fait allusion."

" Contrairement aux rapports de dépendance personnels, où un individu est subordonné à un autre, les rapports réifiés de dépendance éveillent l'impression que les individus sont dominés par des abstractions, bien que ces rapports soient, en dernière analyse, eux aussi, des rapports de dépendance bien déterminés et dépouillés de toute illusion. Dans ce cas, l'abstraction, ou l'idée, n'est rien d'autre que l'expression théorique des rapports matériels qui dominent. Or, il se trouve qu'on ne peut exprimer les rapports qu'au moyen d'idées. C'est pourquoi les philosophes décrivent l'ère moderne comme étant dominée par les idées, et ils identifient la production de la libre individualité au renversement de cette domination. Au point de vue idéologique, l'erreur était d'autant plus facile que la domination de ces rapports apparaît à la conscience individuelle comme domination des idées; sans compter que l'éternité de ces idées, c'est-à-dire de ces rapports réifiés de dépendance, est, bien sûr, une superstition qui se trouve nourrie, renforcée et bourrée dans les crânes de mille manières ".

LETTRE DE BORDIGA A K. KORSCH.

Naples, le 28 octobre 1926

Cher camarade Korsch,

Les questions sont aujourd'hui si graves qu'il serait vraiment nécessaire de pouvoir en discuter de vive voix et longuement : mais, malheureusement, cela ne nous est pas possible pour l'instant. Il ne m'est pas non plus possible de vous répondre en détail sur tous les points de votre plate-forme, dont quelques uns pourraient donner lieu à une discussion utile entre nous.

Par exemple, votre " façon de vous exprimer " au sujet de la Russie me semble ne pas convenir. On ne peut pas dire que " la révolution russe est une révolution bourgeoise ". La révolution de 1917 a été une révolution prolétarienne, bien qu'il soit faux de généraliser ses leçons de " tactique ". Aujourd'hui se pose la question de savoir ce qui arrive à une dictature prolétarienne dans un pays, si la révolution ne suit pas dans tous les autres pays. Il peut y avoir une contre-révolution; il peut y avoir une intervention extérieure; il peut y avoir une tendance à la dégénérescence dont il s'agit de découvrir et de définir les symptômes et les répercussions dans le parti communiste. On ne peut pas dire tout bonnement que la Russie est un pays où l'on tend vers le capitalisme. La chose est beaucoup plus complexe : il s'agit de nouvelles formes de la lutte des classes qui n'ont pas leurs précédents dans l'histoire. Il s'agit de montrer comment toute la conception stalinienne des rapports avec les classes moyennes équivaut à renoncer au programme communiste. Il semblerait que vous excluez la possibilité d'une politique du parti communiste russe qui n'aboutirait pas à la restauration du capitalisme. Cela reviendrait à justifier Staline ou à soutenir l'inadmissible politique de se " démettre du pouvoir ". Il faut dire au contraire qu'une juste politique de classe aurait été possible en Russie, sans cette série d'erreurs graves en politique internationale, erreurs commises par la " vieille garde léniniste dans son ensemble ".

J'ai ensuite l'impression - je me bornerai à de vagues impressions - que, dans vos formulations de tactique, même quand elles sont acceptables, vous attachez une valeur trop grande à ce que suggère la situation objective, qui peut aujourd'hui paraître aller vers la gauche. Vous savez qu'on nous reproche, à nous, gauches italiens, de refuser l'examen des situations : cela n'est pas vrai. Toutefois nous aspirons à construire une ligne de gauche vraiment générale et non occasionnelle, qui se relie à elle-même à travers toutes les phases et développements de situations éloignées dans le temps et différents, en les affrontant tous nettement sur le terrain révolutionnaire adéquat, mais non, certes, en ignorant leurs traits distinctifs objectifs.

J'en viens, sans plus, à votre tactique. Pour m'exprimer avec des formules expéditives et non officielles, je dirai qu'elle me paraît encore dans

les rapports internationaux de parti trop élastique et trop bolchévique. Tout le raisonnement par lequel vous justifiez votre attitude vis-à-vis du groupe Fischer que vous espériez pousser à gauche ou, s'il refusait, le dis-créditer aux yeux des ouvriers ne me convainc pas; il me semble que, dans les faits également, il ne se soit pas traduit par de bons résultats. Je pense en général qu'au premier plan, aujourd'hui, de préférence à l'organisation et à la manoeuvre, il faut placer un travail préliminaire d'élaboration d'une idéologie politique de la gauche internationale fondée sur les expériences éloquents par lesquelles passa le Komintern. En raison de son grand retard sur ce point, toute initiative internationale réussit difficilement.

J'ajoute ensuite quelques remarques sur notre position vis-à-vis de la gauche russe. Il est suggestif que nous ayons vu les choses différemment. Vous qui étiez très méfiants à l'égard de Trotsky, vous êtes arrivés tout de suite au programme de solidarisation inconditionnelle avec l'Opposition russe en vous appuyant davantage sur Trotsky (1) que sur Zinoviev (je partage avec vous cette préférence).

Aujourd'hui que l'Opposition russe a dû " se soumettre ", vous parlez d'une déclaration destinée à l'attaquer parce qu'elle a laissé tomber le drapeau, ce que je ne suis pas d'accord de faire puisqu'auparavant nous n'avons pas cru " nous grouper " sous le drapeau international, brandi par l'opposition russe.

Zinoviev et surtout Trotsky sont des hommes qui ont un sens développé de la réalité; ils ont compris qu'il faut encore encaisser des coups sans passer à l'offensive ouverte.

Nous ne sommes pas au moment de la clarification définitive, ni pour la situation extérieure ni pour la situation intérieure.

I.- Les positions de la gauche russe en ce qui concerne les directives de la politique étatique du parti communiste russe ont notre assentiment. Nous combattons la politique soutenue par la majorité du comité central comme un acheminement vers la dégénérescence du parti russe et de la dictature prolétarienne qui conduit hors du programme du mouvement révolutionnaire et du léninisme. Dans le passé nous n'avons pas combattu la politique d'Etat du parti communiste russe tant qu'elle est restée sur le terrain défini par deux documents que sont le discours de Lénine sur l'impôt en nature, et le rapport de Trotsky au IV^e Congrès mondial. Nous acceptons les thèses de Lénine au II^e Congrès.

2.- Les positions de la gauche russe sur la tactique et sur la politique du Komintern, à part la question des responsabilités passées de nombre de ses membres, sont insuffisantes. Elles sont éloignées des positions que nous avons affirmées dès le début de l'internationale communiste, sur les rapports entre parti et masse, entre tactique et situation, entre partis communistes et autres partis soi-disant ouvriers, sur l'appréciation de l'alternative de la politique bourgeoise. Elles s'en rapprochent plus, mais non complètement, sur la question de la méthode de travail de l'internationale et de l'interprétation et du fonctionnement de la discipline interne et du fractionnisme. Satisfaisantes sont les positions de Trotsky sur la question allemande de 1923, comme est satisfaisant son jugement sur la situation mondiale actuelle. On ne peut pas en dire autant des rectifications de Zinoviev sur la question du front unique et de l'internationale syndicale rouge et sur d'autres points qui ont une valeur occasionnelle et contingente et qui ne donnent pas l'assurance d'une tactique qui éviterait les erreurs du passé.

(1) Au sujet du jugement de Bordiga sur Trotsky, cf. " La question Trotsky " in " Unita " du 04 - 07 - 1925.

3.- Etant donnée la politique de pression et de provocation des dirigeants de l'internationale et de ses sections, toute organisation de groupes nationaux et internationaux contre la déviation de droite présente des dangers de scission. Il ne faut pas vouloir la scission des partis et de l'Internationale. Il faut laisser s'accomplir l'expérience de la discipline artificielle et mécanique, il faut respecter cette discipline jusque dans ses absurdités de procédure, tant que cela sera possible sans jamais renoncer aux positions de critique idéologique et politique et sans jamais se solidariser avec l'orientation prédominante. Les groupes idéologiques ayant une position de gauche traditionnelle et complète ne pouvaient pas se solidariser sans condition avec l'Opposition russe; ils ne peuvent pas condamner sa récente soumission qui n'est pas une conciliation de sa part. Elle a subi des conditions qui n'offraient pas d'autre alternative que la scission. La situation objective et extérieure est encore telle que, non seulement en Russie, le fait d'être chassé hors du Komintern signifie avoir encore moins de possibilité de modifier le cours de la lutte de la classe ouvrière qu'on peut l'avoir au sein du Parti.

4.- En tous cas, il est inadmissible d'admettre une solidarité et une communauté de déclarations politiques avec des éléments comme Fischer et Cie qui, même ailleurs que dans le Parti allemand, ont assumé récemment une responsabilité dans la direction du parti en l'orientant vers la droite et le centre et dont le passage à l'opposition coïncide avec l'impossibilité de conserver la direction d'un parti avec l'assentiment du Centre international à la suite des critiques de leur action par l'Internationale. Ce serait incompatible avec la défense de la nouvelle méthode et cours nouveau du travail communiste international qui doit succéder à celle de la manoeuvre de type parlementaire fonctionnariste.

5.- Avec tous les moyens qui n'excluent pas le droit de vivre dans le parti, il faut dénoncer le mot d'ordre prédominant, comme conduisant à l'opportunisme et contrastant avec la fidélité aux principes du programme de l'internationale. Même des groupes autre que nous peuvent avoir le droit de les défendre à condition qu'ils se posent la question de rechercher les déficiences initiales non théoriques, mais tactiques, organisationnelles, disciplinaires, qui ont rendu la 3^e Internationale vulnérable aux dangers de dégénérescence. Je crois que l'un des défauts de l'Internationale actuelle a été d'être un " bloc d'oppositions " locales et nationales. Il faut y réfléchir sans se laisser aller soi-même à des dégénérescences, mais pour mettre à profit ces enseignements. Lénine a arrêté beaucoup de travail d'élaboration " spontané " en espérant rassembler matériellement et fondre seulement ensuite de façon homogène les différents groupes à la chaleur de la révolution russe. En grande partie cela n'a pas réussi. Je comprends bien que le travail que je propose n'est pas facile, en l'absence de liens organisationnels, de possibilité de publier, de propagande, etc.. Malgré cela je crois qu'on peut encore attendre. De nouveaux événements extérieurs arriveront et en tous cas j'espère que le système de l'état de siège finira par s'épuiser avant de nous avoir obligé à relever les provocations.

Je ne crois pas que nous devons nous laisser, cette fois-ci, impressionner par le fait que l'opposition russe a dû signer des phrases contre nous, peut-être pour ne pas devoir céder sur d'autres points de la préparation tourmentée du document. Mais ces réflexes entrent dans les calculs des " bolchévistes ".

Je tâcherai de vous envoyer des éléments sur les affaires italiennes. Nous n'avons pas accepté la déclaration de guerre que constituait les suspen-

sions de certains éléments dirigeants de gauche et la chose n'a pas pris un caractère de fraction. Les batteries de la discipline ont tiré dans la ouate jusqu'à ce jour. Ce n'est pas une position très belle et qui nous contente tous, mais c'est la moins mauvaise possible. Nous vous enverrons copie de notre recours à l'internationale.

En conclusion, je ne crois pas qu'il faille faire une déclaration internationale comme vous le proposez, et je ne crois même pas la chose réalisable en pratique. Je crois également **utile** de donner dans les divers pays des manifestations et des déclarations idéologiquement et politiquement pareilles en ce qui concerne le contenu sur les problèmes de la Russie et du Komintern, sans pour autant qu'on aille jusqu'à l'extrême du " complot " fractionniste, ou que chacun élabore librement sa pensée et ses expériences.

Dans cette question intérieure, j'estime qu'il est souvent préférable d'utiliser la tactique de se laisser pousser par les événements. Elle est, certes, dans les questions extérieures, très nocive et opportuniste, à cause, d'autant plus, du jeu particulier du mécanisme du pouvoir interne et de la discipline mécanique dont je persiste à croire qu'elle se brisera d'elle-même.

Je sais avoir été insuffisant et peu clair. Veuillez m'excuser et, pour l'heure, recevez mes cordiales salutations.

A. Bordiga.

Note de la rédaction de " PROMETEO " :

Comme on le sait, la conférence d'avril de la gauche a discuté de la constitution de la fraction lorsque le XV^e Congrès russe et l'Exécutif élargi suivant (9^o) ont déclaré que le maintien dans le parti était incompatible avec la défense des idées de la gauche et ratifié les mesures de répression contre les camarades qui, en Russie, ont été aujourd'hui déportés et emprisonnés pour avoir défendu les idées de la gauche russe. (°)

Je parlerai brièvement avec le sens entier des responsabilités. Les choses que je dirai sont graves pour tous et pour le parti. On a voulu créer une situation ennuyeuse qui me contraint à les dire. Indépendamment de toute considération de sincérité ou de plus ou moins grande pureté des individus, je dois déclarer, au nom de la gauche, que les procédés qui sont appliqués ici non seulement n'ont pas ébranlé nos opinions, mais constituent, avec la préparation et l'organisation du congrès, le programme qui a été exposé, l'argument le plus formidable en faveur de la sévérité de notre jugement. Je dois vous déclarer que la méthode qui est opérante ici et qui culmine dans une contrainte (1) après avoir traversé tout le développement contre lequel nous avons protesté, et, s'il reste en vous un minimum de capacité marxiste et révolutionnaire pour juger les partis et les situations politiques, cela doit apparaître douloureusement mais sûrement comme une méthode délétère pour les intérêts de notre cause et celle du prolétariat. Oui les systèmes actuels, ceux avec lesquels on a organisé ce congrès, ne sont pas des méthodes utiles pour l'élévation de l'éducation révolutionnaire du prolétariat et de son parti. Elles ne sont pas telles qu'elles apparaissent à vous, représentants ouvriers, l'expression de l'unité et de la discipline, mais elle exaspèrent la situation, accroissent le fractionnisme, préparent la dilacération et la dégénérescence du parti, la faillite de la bataille prolétarienne.

Le groupe qui s'est fait l'artisan de cette politique, je suis contraint à le dire, maintenant que vous avez délibérément refusé notre proposition de coexistence loyale, honnête, disciplinée sans notre participation forcée à la direction, ce groupe avec lequel nous nous trouverions voisins dans le comité central, au cas où vous ne comprendriez pas à quel point il est périlleux d'aller jusqu'au bout de cette atroce situation, nous le considérerons comme le propagateur du défaitisme opportuniste, visiblement avancé au sein du parti du prolétariat. Nous croyons de notre devoir, arrivés à ce point de notre expérience de groupe que, au-delà des chiffres par lesquels on s'est complu à traduire la prétendue consultation du parti, est ou s'illusionne d'être le représentant d'un courant authentique de la classe ouvrière et révolutionnaire, nous croyons de notre devoir de dire sans hésitation et avec un sens complet des responsabilités, cette chose très grave : aucune solidarité ne pourra nous unir à ces hommes que nous avons jugés, indépendamment de leurs intentions et de leurs caractères psychologiques, comme les représentants de la perspective désormais inévitable de la corruption opportuniste de notre parti. Le procédé avec lequel vous assurez un succès apparent qui semble être à certains d'entre vous susceptible d'être salutaire, heurte tellement tout notre mode clair et continu de poser les problèmes, cela se traduit par une telle répugnance pour la situation dans laquelle vous voulez nous suffoquer, que nous, bien qu'ayant su effectuer tous les renoncements pour empêcher que l'on ruine le parti, nous sommes sûrs, aujourd'hui, de rendre un service à la cause, en faisant en sorte que ce procédé et cette méthode puissent conduire jusqu'au bout les expériences qu'ils sont capables de mener, afin que le prolétariat puisse parvenir à les comprendre et à les repousser le plus vite possible, même par une crise douloureuse au cours de son cheminement. Si je, si nous sommes victimes d'une erreur épouvantable dans l'appréciation de ce qu'il advient, alors vraiment nous devons être considérés indignes même en tant que simples membres du parti et nous devons disparaître aux yeux de la classe ouvrière. Mais si cette antithèse impitoyable, que nous sentons se poser, est vraie et nous réserve dans l'avenir de douloureuses conséquences, alors nous pourrions pour le moins dire avoir lutté jusqu'au bout contre les méthodes pernicieuses qui entament notre ensemble et d'avoir porté, en résistant à toutes les menaces, un peu de clarté dans l'obscurité qu'on a voulu créer. Maintenant que j'ai dû parler, jugez-moi comme vous voulez. (°)

(°) Prometeo. n° 1. 1928.

(1) Allusion à la nomination de force de camarades de la gauche au Comité Central

LE REGNE DE LA CONTRE - REVOLUTION .

Que la victoire matérielle de la révolution prolétarienne en Russie en Octobre 1917 ait comporté la victoire critique définitive du communisme marxiste, c'est une vérité acquise.

Que la victoire, non armée mais sociale, de la contre-révolution en Russie ait représenté une défaite même partielle pour le système critique marxiste; et qu'en conséquence la situation historique présente ainsi que l'agenouillement concomitant du mouvement révolutionnaire prolétarien mondial nécessitent une modification ou une reconstruction du marxisme théorique, c'est absolument faux.

Doctrines de la révolution, le marxisme est aussi, dès le premier écrit, une théorie des contre-révolutions.

Prévision de la révolution socialiste unitaire et mondiale, le marxisme est aussi, dès le premier instant, une attente assurée et résolue de contre-révolutions en séries, répétées, se répandant et se croisant dans l'espace et dans le temps.

Nous disposons d'une critique avant la lettre et d'un contrôle historique de la révolution et de la contre-révolution allemande de 1848-1849; et nous disposons dans le travail merveilleux des bolcheviks russes, (qui plus que tout autre offrit une jonction correcte entre théorie et lutte) d'une critique préventive, surtout de 1905 à 1917, et d'un contrôle historique des vicissitudes mêmes du mouvement en Russie. Aucun autre parallèle ne peut mieux servir à montrer que la méthode de recherche jaillit identique et intacte de ces deux expériences formidables.

HIER

Le passage sur l'Allemagne du paragraphe final, sur la tactique, du Manifeste des Communistes donnait quelque peu à réfléchir aux propagandistes de la révolution socialiste lors de leurs premières armes, spécialement à l'époque "stagnante" qui précéda la guerre de 1914. Ils y réfléchissaient dans la mesure où les rusés socialistes de droite de ce temps-là renonçaient à la perspective de la révolution violente et devenaient des maniaques des "blocs" avec les partis de "l'opposition", non pas pour dresser des barricades, mais pour jouer la comédie parlementaire. Ce faisant, ces socialistes tentaient des parallèles équivoques entre la période (1847) de révolution bourgeoise européenne incomplète, et la période de capitalisme achevé désormais en économie et en politique, en France, Allemagne, Italie, etc....

" En Allemagne, le Parti Communiste lutte d'accord avec la bourgeoisie, toutes les fois que la bourgeoisie agit révolutionnairement contre la monarchie absolue, la propriété foncière féodale et la petite bourgeoisie.

" Mais à aucun moment il ne néglige d'éveiller chez les ouvriers une conscience claire et nette de l'antagonisme violent entre la bourgeoisie et le prolétariat, afin que les ouvriers allemands sachent se servir des conditions politiques et sociales créées par le régime bourgeois comme autant d'armes contre la bourgeoisie; afin que, sitôt détruites les classes réactionnaires de l'Allemagne, la lutte puisse s'engager contre la bourgeoisie elle-même.

" C'est vers l'Allemagne que se tourne surtout l'attention des communistes, parce que l'Allemagne se trouve à la veille d'une révolution bourgeoise, parce qu'elle accomplira cette révolution dans des conditions plus avancées de civilisation européenne et avec un prolétariat infiniment plus développé que l'Angleterre et la France au 17^e et au 18^e siècles, et que par conséquent, la révolution bourgeoise allemande ne peut être que le prélude immédiat d'une révolution prolétarienne ".

Une perspective précise ressort bien clairement de ces lignes : - premièrement : qu'une guerre allait éclater sous peu en Allemagne opposant la bourgeoisie aux classes féodales. Cela se vérifia. - Deuxièmement : que, dans cette guerre, les travailleurs lutteraient aux côtés de la bourgeoisie. C'est ce qui se passa en 1848 - 1849. - Troisièmement : que les classes féodales seraient battues. Cela ne se vérifia pas. - Quatrièmement : que le prolétariat romprait aussitôt l'alliance et déclarerait la guerre à la bourgeoisie victorieuse. Il n'en fut rien évidemment.

Alors que la Manifeste s'élaborait, on ne pouvait pas parler d'insurrection antiféodale pour l'Angleterre et l'Amérique : en Angleterre c'était un fait accompli depuis 1688; il n'y eut jamais de féodalisme en Amérique. Le paragraphe tactique renvoie à la seconde partie du Manifeste où il est dit que dans de telles conditions les communistes ne se distinguent pas des partis ouvriers en général; ceci dans la mesure où l'on supposait alors que tout parti ouvrier avait pour objectifs : l'organisation du prolétariat en parti de classe, la destruction de la domination bourgeoise, la conquête de la force politique par le prolétariat. Des révisionnistes ont pu longuement soutenir que la révolution socialiste pourrait, pour l'Angleterre et l'Amérique faire l'économie de l'insurrection et de la dictature, en l'emportant par des moyens pacifiques : nous avons montré ailleurs que Lénine démolit une telle hypothèse en constatant que, même dans ces pays, une bureaucratie d'Etat et une armée permanente avaient surgi. Cette question est une des leçons de l'enseignement que nous donne la politique anti-révolutionnaire du capital, nous le verrons tout de suite. Quant au "fascisme" dans ces pays, nous y serons bientôt (par la grâce de Dieu).

Le Manifeste et les autres écrits marxistes, s'ils parlent bien de révolution mondiale, indiquent à quel moment il convient de disjoindre le problème de la révolution à venir, dans ces trois blocs : Angleterre et Amérique - Europe continentale - Russie et Orient.

En 1848, la révolution fut vaincue, mais elle fut européenne. Si en 1793 - 1815, l'Angleterre capitaliste avait alimenté les forces anti-révolutionnaires, en 1848-49, la Russie féodale accorda des prêts décisifs aux monarchies réactionnaires de l'Europe centrale, et elle expédia des troupes en Hongrie.

En France, en suivant l'ordre indiqué ci-dessus pour l'Allemagne, et d'après ce qu'écrit Marx dans les "Luttes de classes" (janvier-mars 1850; Engels note que lui et Marx croyaient alors en un retour immédiat du mouvement révolutionnaire européen; à partir de l'automne 1850 ils se rendent compte que c'est une période d'attente, "puisque'une nouvelle révolution n'est possible qu'à la suite d'une nouvelle crise; mais celle-ci est tout aussi certaine que celle-là"), en France disions-nous, la perspective s'établit de façon différente.

Premièrement : éclatement de la lutte de la bourgeoisie contre les derniers restes féodaux et la monarchie. Deuxièmement : lutte du prolétariat aux côtés des bourgeois en février 1848. Troisièmement : victoire complète de la bourgeoisie avec l'aide du prolétariat. Quatrièmement : tentative du prolétariat d'abattre tout de suite la bourgeoisie victorieuse; "à ses revendications, outrées dans la forme, puériles par le contenu et par là-même encore bourgeoises, dont il voulait arracher la concession à la révolution de février, se substitua l'audacieux mot d'ordre de lutte révolutionnaire : renversement de la bourgeoisie ! Dictature de la classe ouvrière !" Il s'agit donc d'un stade plus avancé par rapport à la perspective allemande. Mais l'insurrection ouvrière est broyée. Le sang coule sur le pavé tant de fois glorieux des rucs de Paris. La république démocratique victorieuse massacre 3.000 ouvriers désarmés.

Marx tire les leçons de cette terrible victoire de la contre-révolution : " En faisant de son tombeau le berceau de la République bourgeoise, le prolétariat força celle-ci à apparaître aussitôt sous sa forme pure comme l'Etat dont le but avoué est d'éterniser la domination du capital, l'esclavage du travail." Marx se réjouit de constater que la république quarantenaire forme une ligue avec les monarchies de la Sainte-Alliance. " L'Europe prend une telle forme que tout nouveau soulèvement prolétarien en France sera immédiatement le signal d'une guerre mondiale. La nouvelle révolution française sera obligée de quitter aussitôt le terrain national et de conquérir le terrain européen, le seul où pourra l'emporter la révolution sociale du 19^e siècle."

Telle est la leçon puissante que le révolutionnaire Karl Marx tire de la contre-révolution de juin 48, et qui, sur la grande échelle historique, est une prophétie authentique, confirmée par les Communes de 1871 et de 1917; même si elles furent suivies, la première par une défaite glorieuse les armes à la main, et la seconde par un recul honteux sur la position nationale, hors du terrain européen, pire encore, hors du terrain mondial sur lequel, uniquement, pourra se développer la révolution sociale du 20^e siècle.

Car c'est là-dessus que Marx conclut :
"CE N'EST QUE PAR LA DÉFAITE DE JUIN QUE FURENT CRÉES LES CONDITIONS PERMETTANT À LA FRANCE DE PRENDRE L'INITIATIVE DE LA RÉVOLUTION EUROPÉENNE. C'EST SEULEMENT TREMPÉ DANS LE SANG DES INSURGÉS DE JUIN QUE

LE DRAPEAU TRICOLEUR EST DEVIENU LE DRAPEAU DE LA REVOLUTION EUROPEENNE,
LE DRAPEAU ROUGE.

ET NOUS CRIONS : LA REVOLUTION EST MORTE ! VIVE LA REVOLUTION ! "

Quant à l'Allemagne, Marx et Engels firent en collaboration le bilan de deux années de lutttes dans une série d'articles écrits de Londres en 1851 - 52 pour la New York Tribune. Nous y puissions fréquemment des passages importants.

"Révolution et contre-révolution en Allemagne", tel en est le titre; mais il y est surtout question de l'Europe. Les marxistes n'ont pas d'affaires nationales. Voyons les premières lignes : " Le premier acte du drame révolutionnaire qui vient de se jouer sur le continent européen est terminé. Les puissances du "passé" qui existaient avant l'ouragan de 1848 sont de nouveau les "puissances d'aujourd'hui".

Contre-révolution triomphante donc. " On ne saurait imaginer de défaite plus éclatante que la défaite subie, sur tout le front de bataille par le parti révolutionnaire, ou plutôt, par les partis révolutionnaires du continent. Mais qu'est-ce que cela signifie ? La lutte des classes moyennes de la Grande-Bretagne pour leur hégémonie sociale et politique n'a-t-elle pas duré 48 ans ? Celle des classes moyennes de la France n'a-t-elle pas exigé 40 ans ? Et ne fut-ce pas des années de lutte inouïe ?

" Si donc nous avons été battus, il ne nous reste qu'à reprendre par le commencement (le pronom "nous", - d'autant plus que Voronoff (1) est mort - à l'échelle des siècles, n'est évidemment pas utilisé dans un sens personnel). Le temps de repos, probablement fort court qui nous est accordé entre la fin du premier et le début du second acte du mouvement, nous donne, heureusement (de quoi ? heureusement ? le seul bonheur en politique n'est-ce donc pas le succès et le pouvoir ?) le loisir pour une partie vraiment nécessaire de notre tâche : l'étude des causes qui ont déclenché la dernière explosion et en ont en même temps, amené l'échec...."

(1) Serge Voronoff : Chirurgien russe, naturalisé français (directeur depuis 1917 de l'Institut de Clinique Expérimentale du Collège de France) introduit le 12.1.1920 l'opération pour obtenir le rajouissement de l'organisme humain par le moyen de la greffe de glandes prises sur le chimpanzé.

Sur ce sujet, Voronoff écrivit : Vivre, étude des moyens de réaliser l'énergie vitale et prolonger la vie. Paris 1920

Chaque époque est pleine d'impaticnts, d'Achillos pour qui l'histoire n'admet pas d' "éntractes", et pour qui le travail de parti est une autre chose, pleine d'élucubrations et d'activisme inépuisable.

Dans ce petit ouvrage, l'étude se poursuit après un avertissement sur la nécessité de rechercher les causes générales et non la sonnette habituelle " que c'est le citoyen un tel qui a trahi le peuple".

Les auteurs ajoutent : "Et quelle pauvre situation que celle d'un parti politique qui, pour tout bagage, a la connaissance de ce fait isolé : le citoyen un tel ne mérite pas notre confiance." !

Un avertissement semblable est valable pour la contre-révolution russe contemporaine. Léon Trotsky, dont nous citerons d'importantes contributions sur ce problème historique, commit trop l'erreur d'attribuer toute la faute au citoyen Staline. " Pas un homme de bon sens n'admettra que onze hommes aient été à même de passer à sa perdition une nation de 36 millions d'hommes"...(Ed. Costes, 1933, p.4) Il s'agissait du gouvernement français provisoire : mettez les chiffres à l'échelle voulue, et il s'agira de la "clique stalinienne" de triste renom.

Pas un homme, à moins d'être aussi sot que le Major Attlee ne dira qu'un voyou (Hitler) a provoqué la seconde guerre mondiale.

Nous n'éprouvons quelque peine ni pour la Grande-Bretagne d'aujourd'hui ni pour le monde de 1939, mais pour ce pauvre choffaillon...

L'analyse des deux maîtres du communisme se poursuit, directe, tranquille, même si elle se ressent de certains termes employés pour un journal et un public non révolutionnaires à qui ces écrits étaient destinés. Une fois estimées toutes les forces sociales en jeu et toutes les vicissitudes des luttes à Berlin, à Vienne, dans les petits Etats, le procès est véritablement important qui est fait à la politique sordide des bourgeois et des démocrates allemands, à leur aveuglement et leur lâcheté.

Mais l'explication sur la stratégie du prolétariat nous intéresse davantage. Non seulement elle concorde avec nos thèses, mais elle parvient à une formulation qui en surprendra beaucoup par sa dialectique puissante.

" La classe ouvrière entra dans cette insurrection comme elle serait entrée dans n'importe quelle autre qui lui aurait promis, soit d'écarter certains obstacles qui la gênaient dans sa marche vers la domination politique et la révolution sociale, soit du moins, d'obliger les classes plus influentes mais moins courageuses de la société, à entreprendre une action plus décidée et plus révolutionnaire que par le passé....et, dans tous les cas, amener une crise qui lancerait définitivement et irrésistiblement la nation dans la voie révolutionnaire, ou bien rétablirait le statu quo d'avant la révolution autant que faire se pouvait et rendre inévitable toute nouvelle révolution."(Costes- p.163)

En conséquence, les perspectives que nous avons indiquées précédemment d'après le passage du Manifeste (et il est bien évident que ce sont nos explications qui doivent s'adapter à l'histoire et non l'histoire s'adapter à nos désirs), ces perspectives - dans la formulation très autorisée de Marx-Engels - s'établissent graduellement dans un pays où la classe féodale serait encore au pouvoir :

1°) l'éclatement de la révolution bourgeoise et sa victoire débouchent sur une révolution du prolétariat contre la bourgeoisie théoriquement développée aussi dans la circulaire de la Ligue des Communistes de Mars 1850 dans les termes suivants : " le cri de bataille des travailleurs sera : la révolution en permanence !" - ce que Trotsky transforma pour la Russie en théorie de la révolution permanente.

2°) en cas de défaite de la révolution, la bourgeoisie elle aussi sera défaits avec les ouvriers, et la réaction féodale restera au pouvoir.

3°) (hypothèse la plus mauvaise) : la victoire de la bourgeoisie sur la réaction est suivie, non par la révolution prolétarienne mais par la consolidation du pouvoir bourgeois, comme en France en Juin, après la répression de l'insurrection ouvrière.

La raison qui fait préférer la seconde solution à la troisième, c'est que non seulement on ne peut pas en attendre l'écrasement capitaliste des travailleurs insurgés, comme à Paris en 1848 et en 1871, et encore moins l'adaptation pacifique des prolétaires à la victoire bourgeoise, mais surtout parce qu'elle rendrait permanent un double contraste des forces productives contre l'armature juridique et politique, et qu'ainsi l'éclatement d'un mouvement nouveau serait plus proche, avec le cycle complet des révolutions permanentes et la diffusion des répercussions internationales.

Et en effet, les formes du pouvoir de la bourgeoisie étant désormais consolidées dans la plupart des nations, alors que les barricades parisiennes avaient en 1848 fait surgir celles de Berlin, Vienne, Milan, Budapest, Varsovie, etc..., il n'en fut pas de même pour celles de 1871 et encore moins pour celles de Pétersbourg en 1917.

Le bilan contre-révolutionnaire une fois établi, Marx et Engels furent surtout préoccupés par l'établissement d'une situation "démocratique" et "pacifiste" qui n'entraîne pas le prolétariat à la lutte de classes. De même craignaient-ils, comme le dit la circulaire de la Ligue " que les ouvriers ne se fassent entortiller par les phrases hypocrites des démocrates, et renoncent à l'organisation indépendante du parti prolétarien."

Pas d'étonnement donc à avoir lorsque pour la bourgeoisie vaincue il y a des remontrances, mais pas de regrets; qu'on ne s'étonne pas non plus que Marx se réjouisse lorsque les formes "libérales" cèdent la place à la "dictature" bonapartiste. C'est Trotsky encore qui citera le passage classique sur la "taupe".

De tout cela il saute aux yeux combien la position tactique de l'Internationale de Moscou, dans la période des dictatures de Mussolini et d'Hitler, fut insensée et combien elle devait clairement conduire à la débâcle révolutionnaire : c'était obstruer les galeries que la vieille taupe avait creusées que de donner la consigne stupide : " bloc pour la liberté".

Nous voulons encore donner une citation pour montrer à quel point, dès le début, Marx et Engels (qui en 1844 écrivent en collaboration la polémique fameuse contre B. Bauer sous réserve "d'écrits ultérieurs chacun pour soi") évaluent clairement l'utilité de la concentration des forces et des pouvoirs ouvertement armés dans l'Etat. De la même manière apprécient-ils clairement le démasquage nécessaire du déguisement qu'est le rouge libéral sur les lèvres souillées de sang de la classe bourgeoise. A travers l'éclat des sarcasmes et des jeux de mots qui s'abattent sur le malheureux Bauer, digne précurseur de tous les interprètes successifs du socialisme : individualistes, libertaires ou... existentialistes, on aperçoit, déjà claire, la construction de la doctrine. Bauer exalte Robespierre et voit en Napoléon le tyran qui assassina la liberté. Marx et Engels anticipent les démolitions futures des sottises sur le césarisme dans la société moderne (dont par la suite on fit de véritables orgies pour Guillaume, Bénéto, Adolf et... Joseph) : à Robespierre ils préférèrent Napoléon. " Ce qui, le 18 brumaire, devint la proie de Napoléon, ce ne fut pas le mouvement révolutionnaire en général; ce fut la bourgeoisie libérale. Napoléon, ce fut la dernière bataille de la Terreur révolutionnaire contre la société bourgeoise, également proclamée par la Révolution, et contre sa politique. Certes, Napoléon comprenait déjà l'essence de l'Etat moderne; il se rendait compte qu'il est fondé sur le développement sans entraves de la société bourgeoise, sur le libre jeu des intérêts particuliers (et donc non pas sur l'égalité de tous les citoyens)... Il accomplit le Terreur en remplaçant la révolution permanente par la guerre permanente...."

Un commentaire de ce passage serait très instructif. On pourrait montrer comment tout le cycle (terreur, comédie libérale, super-étatisme) se répète plusieurs fois dans le cours de l'histoire bourgeoise : en France, tant étudiée par Marx, trois ou quatre fois jusqu'à présent.... Il y est noté que Napoléon tenta d'assujétir les intérêts privés à la force de l'Etat, de monopoliser le commerce intérieur.. " Ce sont les négociants français qui préparèrent l'évènement qui porta le premier coup à la puissance de Napoléon. Ce sont les agioteurs parisiens qui, en provoquant une disette artificielle, obligèrent l'empereur à retarder de près de deux mois le déclenchement de la campagne de Russie et à la repousser en conséquence à une date trop reculée."

La force de la méthode réside dans le fait d'avoir fermement prévu les étapes. La bourgeoisie française, avec la restauration des Bourbons, affronta une fois encore la contre-révolution. Elle réalisa en 1830 ses désirs de 1789. L'histoire de la Révolution française débute en 1789, mais elle n'est pas encore achevée en 1830.... Et tout ceci est écrit en 1844 !

AUJOURD ' HUI

En 1848, le Manifeste ne parlait pas de la Russie. En 1882, Engels écrit dans la préface à la version russe : " si la révolution russe donnait le signal d'une révolution des travailleurs en occident..." Grâce au développement industriel, l'Allemagne est désormais devenue un Etat capitaliste, bien que la bourgeoisie y soit politiquement faible et, par contre, le mouvement ouvrier puissant.... Mais c'est toujours la vision d'un élan à prendre à partir d'une révolution anti-féodale : en Europe, il ne restait que celle de Russie à accomplir .

Le capitalisme, en tant que système de production, était apparu en Russie aussi, et avec lui, le prolétariat moderne. Mais l'absolutisme était en pleine force. Cela vaut la peine de demander à la très belle synthèse historique de Trotsky la confirmation que le capitalisme y naquit en tant qu'économie d'Etat. " En devenant l'instrument de la capitalisation en Russie, le tsarisme s'affermissait avant tout lui-même..." L'autocratie, avec l'aide de la technique et du capital européens prit le caractère d'un très gros entrepreneur capitaliste, banquier, propriétaire du monopole des chemins de fer et de l'eau de vie. Ce ne furent pas, comme en Europe, l'artisan de village, et encore moins le grand commerçant qui sentirent la nécessité de créer une industrie importante et forte, ce fut l'Etat. " Il est à noter que cet écrit date de 1908. L'auteur montre comment les suédois obligèrent Pierre le Grand à construire une flotte, et ensuite à réorganiser l'armée sur des bases nouvelles. Mais pour échapper à la dépendance des fournitures anglaises hollandaises, hanséatiques, le Tsar fonda des manufactures nationales. Les entreprises privées ne surgirent qu'ensuite; leur personnel se trouvait dans un état de semi-servitude. "Des tarifs prohibitifs et une politique de subventions financières aux propriétaires" leur venaient en aide.

En 1861, les besoins de main d'oeuvre obligèrent le gouvernement à promulguer l'émancipation partielle des serfs des campagnes.

Naissance du prolétariat donc, et, bien avant les mouvements de 1905 se posa la question de sa stratégie de classe en Russie. Il ne manqua pas de marxistes savants pour proposer de passer par dessus tout programme politique et de faire seulement de l'économisme prolétarien. Mais la nécessité de renverser le pouvoir des tsars est très claire, bien qu'un mouvement de bourgeois libéraux véritable fasse défaut. En effet, une classe audacieuse, décidée et révolutionnaire d'entrepreneurs capitalistes ne s'était jamais constituée. Le problème classique de l'alliance insurrectionnelle se posait, ainsi que l'avait vu le marxisme pour l'Allemagne : alliance, mais avec qui ? Le problème entraîna un travail immense chez les socialistes russes.

Lorsque la force de l'autocratie, de son armée et de ses policiers, étrangla le soulèvement des masses ouvrières dans les grandes villes, alors que la démocratie bourgeoise n'apparaissait que dans les polémiques creuses des socialistes mencheviks et de droite, le revers de 1905 fut d'une utilité immense pour cette préparation - et ce ne sont pas des livres bien écrits qui l'ont démontré, mais la victoire gigantesque de 1917.

En examinant rapidement la polémique Trotsky - Lénine entre les deux révolutions, on relève que tous les deux prévoient avec certitude le retour de la révolution et que tous les deux étaient persuadés que la bourgeoisie capitaliste et la démocratie bourgeoise n'en seraient nullement les protagonistes. Il était donc certain que lors de cette révolution le prolétariat devrait non seulement ne pas s'allier avec la grande bourgeoisie, mais se substituer à elle. Mais alors sur quel programme politique et social ? Et avec quels autres alliés ? La formule de Lénine était "dictature démocratique du prolétariat et des paysans". Cela veut dire que la classe ouvrière aurait trouvé un allié puissant parmi les paysans et aurait lutté avec eux pour prendre le pouvoir. Pour le remettre à la bourgeoisie capitaliste ? Jamais. Pour le détoner dans une optique de transformations capitalistes de l'économie arriérée ? Oui, en grande partie, avait le courage de répondre Lénine. Fin Avril 1917, Lénine, sur la ligne de la grande bataille contre les social-traîtres et contre la guerre impérialiste mondiale, développe sa position dans une formule précise : dictature du prolétariat tout le pouvoir aux soviets. Alliance avec les paysans, mais liquidation de tous les partis "voisins", y compris à un moment donné le parti paysan : le parti socialiste-révolutionnaire.

On sait comment Trotsky a revendiqué - et il pouvait le faire dans une certaine mesure - avoir anticipé douze ans auparavant la formule de la dictature révolutionnaire socialiste et de la révolution internationale. Quoiqu'il en soit, les bolcheviks s'accordent sur ce point, sous la formidable impulsion de Lénine; le prolétariat et le parti russe assumèrent la dictature toute entière et jetèrent toutes leurs forces dans la balance de la révolution européenne.

Si à la révolution d'Octobre et de Lénine a succédé une contre-révolution apparemment non sanglante - il n'y eut pas d'invasions restauratrices, ni de changements formels au pouvoir et au gouvernement, bien que ce soit un fait établi qu'une série de purges terribles ont frappé des masses de militants ouvriers et du parti, du courant radical - cela ne veut rien dire que d'affirmer que, Lénine malade et impotent à partir de 1922, et mort en 1924, Staline a défiguré et trahi la révolution.

Mort avant d'être battu sur les champs de bataille de la guerre civile, ou bien avant d'être entraîné à son tour dans une "involution" fatale, Lénine a vaincu théoriquement. Ce qu'il voulait empêcher, mais qu'il avait prévu, est arrivé. La main de Lénine n'a en rien arrêté l'Histoire; peut-être son esprit a-t-il pu, un jour la maîtriser. Il n'en est pas moins correct qu'il eût à crier d'aller "plus avant", comme il fut correct de le crier en 1848 et en 1871.

La pire des trois éventualités s'est vérifiée. Ce ne fut pas la révolution permanente que voulait la Ligue en 1850, et le généreux Trotsky dès 1903; révolution qui serait parvenue à la dictature européenne du prolétariat, seul résultat qui lui aurait donné le droit de s'arrêter. Ce ne fut pas la contre-révolution armée qui eusse écrasé à la fois les bourgeois démocrates et les ouvriers socialistes en remettant les choses à leur point de départ, au niveau de 1905, quand il fut évident que, en paraphrasant, "toute révolution prolétarienne russe aurait accompagné une guerre mondiale". Le pire s'est vérifié. Les chaînes féodales ont été rompues, mais à leur place, la virulence du capitalisme s'est grossie démesurément.

Le prolétariat russe a fait la révolution; il a tenté avec Lénine de la faire pour lui, mais en fin de compte, il l'a faite pour le capitalisme.

Le capitalisme en Russie n'a eu ni périodes héroïques ni envolées idéologiques et philosophiques, si non dans des cercles de quelques intellectuels égarés. De la même manière qu'il avait accepté d'être tenu en nourrice par l'autocratie, de la même manière vit-il aujourd'hui, éléphantinesque, et se développe-t-il, dans les serres d'un bonapartisme statolatric et totalitaire hérissé de sbires et de bataillons.

Mais alors que le bonapartisme du grand Napoléon était sur la crête la plus élevée d'une onde révolutionnaire et se trouvait alors à la pointe la plus ardente de l'histoire européenne, le bonapartisme russe d'aujourd'hui est à l'arrière-garde d'une armée non pas vaincue, mais qui marcherait le dos tourné vers le front.

De la révolution permanente, il ne veut pas aller à la guerre permanente ! Si les ombres de Robespierre et de Danton ont peut-être plané sur les champs d'Austerlitz, celles de Lénine et de Trotsky n'étaient certes pas sur les redoutes de Stalingrad.

Cela est si vrai que, seule aujourd'hui, s'adresse au prolétariat mondial la consigne capitulaire : paix permanente !

Mais si les contre-révolutions du siècle dernier enseigneront tout ce qui est consigné dans l'histoire de la Commune et de la révolution soviétique, cette contre-révolution d'aujourd'hui ne pourra pas s'être passée pour rien; et si elle a porté le capitalisme à travers l'Oural et les mers du Levant, ceci nous montre aussi la route pour la révolution prolétarienne qui abattra, de l'Atlantique au Pacifique, les forces monstrueuses du capital : seule perspective historique qui doit finalement, et après tant de retours infâmes, lui faire courber la tête. (°)

(°) " La contro-rivoluzione maestra ", " Battaglia comunista " n° 18 - 1951. Ceci pouvait se traduire par " la contre-révolution maîtresse " ou " la contre-révolution dominante ". Cependant, nous avons pensé exprimer plus exactement l'esprit du texte en adoptant " le règne de la contre-révolution. En effet, en 1965, encore, Bordiga écrivit des thèses sur les " Considérations sur l'activité organique du parti quand la situation générale est historiquement défavorable ". Il est donc bien clair qu'avec l'achèvement de la défaite prolétarienne en 1945 s'ouvrait le règne de la contre-révolution, terminé en 1968 avec l'émergence de la révolution.

T A B L E D E S M A T I E R E S.

	Page
CARACTERES DU MOUVEMENT OUVRIER FRANCAIS.	1
Le Fil du Temps.	41
SCHEMA DES THESES SUR L'ORIENTATION ET LES TÂCHES DU PARTI COMMUNISTE D'ITALIE. PRESENTE PAR LA " GAUCHE " DU PARTI EN VUE DE LA CONFERENCE NATIONALE DE COME.	45
LE DANGER D'OPPORTUNISME ET L'INTERNATIONALE.	53
LETRE DE BORDIGA A K. KORSCH.	67
DECLARATION DE BORDIGA AU CONGRES DE LYON 1926.	71
LE REGNE DE LA CONTRE - REVOLUTION.	72

Pour suivre la continuité des apports de notre travail, les lecteurs ne doivent pas s'arrêter aux changements de titre des périodiques, dûs à des épisodes relevant d'une sphère inférieure. Nos contributions sont facilement remarquables par leur indivisible organicité. De même que c'est le propre du monde bourgeois que toute marchandise soit porteuse de son étiquette de fabrique, que toute idée soit suivie de la signature de l'auteur, tout parti se définisse par le nom de chef, il est clair que nous sommes dans notre camp prolétarien quand le mode d'exposer s'intéresse aux rapports objectifs de la réalité pour ne jamais se cantonner aux avis personnels de contradicteurs stupides, aux louanges et aux blâmes, ou à de vains matches disproportionnés entre " poids lourds " et " poids légers ". Dans ce cas, le jugement ne porte plus sur le contenu, mais sur la bonne ou mauvaise renommée de celui qui expose.

Un travail comme le nôtre ne réussira qu'à la condition d'être dur et pénible et non pas facilité par la technique publicitaire bourgeoise, par la vile tendance à admirer et à aduler les hommes.

SUL FILO DEL TEMPO (Mai 1953)